

SOMMAIRE

ÉDITORIAL.....	1
[RÉVOLUTION COMMUNISTE CHINOISE].....	5
GROUPE LONGUES MARCHES : QUESTIONNEMENT (2)	5
ALESSANDRO RUSSO : QUELQUES RÉPONSES	15
[SITUATION INTERNATIONALE].....	23
SOL V. STEINER : DÉCOLONISER LES CONSCIENCES - LE SIONISME EN QUESTION (2)	23
[LETTRES DU MONDE]	29
DIOGO FAIA FAGUNDES : LES DEUX SINGULARITÉS DU BRÉSIL OU : COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?.....	29
[QUESTION ÉCOLOGIQUE].....	47
FRANCIS ANCHOIS : DOCTRINE PROVISoire D'ACUPUNCTURE MILITANTE . 47	
[FACE AU NIHILISME]	63
REINE COHEN : LE POINT DE L'ÉNONCIATION EN PSYCHIATRIE	63
JOSEPH AKASSANNE : PLONGÉE EN SUBJECTIVITÉ DANS L'UNIVERS DE ROTHKO.....	71
FRANÇOIS NICOLAS : KIERKEGAARD FACE AU NIHILISME.....	75
[ARTS].....	85
ÉRIC BRUNIER : PERSPECTIVES SUR LES COULEURS (2)	85
HUBERT GAND : LA VIERGE AU CHANCELIER ROLLIN OU UNE TOILE DU XVE VUE PAR UN ŒIL DU XXIIE.....	91
GUILLAUME NICOLAS : L'ARCHITECTURE VERNACULAIRE (2) - LE CAS DES CLOS-MASURES.....	95
[CHOSSES VUES]	103
SERGE PEKER : FAIRE LE POINT	103
[ÉTUDES].....	107
ALAIN RALLET : ANATOMIE DE LA QUESTION PAYSANNE AUJOURD'HUI ..	107
[LETTRES DE LECTEUR].....	115
ÉRIC BRUNIER	115
[ANNONCES]	117
PARUTION : TOPOS D'ALAIN BADIOU	117
RENCONTRE : LIBRAIRIE TROPICQUES (PARIS), 4 JUIN À 19H30.....	119

Générique

Longues marches long walks largas
marchas longas marchas revue sous
les Tropiques 4 juin 19h30 nature de
la revue recherche intellectualité
intervention cherchons à voir de
l'énonciation communiste de
l'énonciation en psychiatrie
victoires/illusions succès/espérance
Révolution Culturelle obstacles
insurmontés je suis seul Mao
Destitution de Hai Rui paysans nous
ne sommes rien soyons tout ce dont
nous sommes capables Communes
versus Grand Bond en Avant pour
une politique de la contingence
narratif sioniste qui es-tu ? d'où
viens-tu ? où vas-tu ? salut
mobilisation étudiante de l'Amérique
et de l'Europe coin enfoncé dans
consensus occidental nouveau
concept acupuncture militante
activation de points en résonance
Ennemi qui es-tu ? les trois faces du
nihilisme Kierkegaard espérer n'est
rien La maladie à la mort égalité
Justice monde et mondes Brésil
histoire pesante situation sombre
duo infernal néofascisme vs la
réaction à la réaction pistes d'avenir
au présent ? concert pictural des
couleurs un astronaute chez Rothko
parole de vivant de la Vierge au
Chancelier Rollin études toujours
Terre et terres question paysanne
mais où sont passés les paysans ?
Propriété de la terre et rapports de
production d'aujourd'hui Fenêtre sur
Couleur Choses vues Assaut que
veut dire haro sur les centres experts
dit-elle parole de psychiatre écologie
nouvelle de l'ancien clos-masures
Capitalocène de l'utilité des
contraires Voyage intérieur dans un
tableau Toile et étoiles

ÉDITORIAL

-1-

Tout d'abord un grand merci aux remarques et encouragements reçus portant sur le premier numéro de la revue. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos commentaires sur ce nouveau numéro. Nous envisageons de tenir une rubrique « Lecteurs » dont vous trouverez un premier exemple dans ce numéro.

-2-

Ce deuxième numéro inaugure une périodicité quadrimestrielle de la revue. Frappé du sceau du *Printemps* (Juin), il sera suivi d'une publication *Automne* (Octobre) puis *Hiver* (Février).

-3-

Précisons en réponse à certaines attentes que la revue *Longues marches* n'est pas une revue énonçant une ligne politique ou faisant des propositions politiques. Nous n'en sommes pas là. Il s'agit d'une revue de recherche destinée à réouvrir un espace des possibles et à renouveler un imaginaire communiste dans une terrible situation toxique qui atteint jusqu'au plus profond de nos ressorts intimes.

-4-

Car elle est bien là cette situation accablante, chaque jour semblant n'exister que pour ajouter sa funeste contribution. Gaza l'incarne tout entière : une situation innommable devant laquelle s'incline jusqu'à maintenant la douloureuse indignité d'une impuissance.

-5-

« *Terre ingrate mais pas totalement* ». Nous saluons l'actuelle mobilisation étudiante sur les campus américains, français, britanniques. Elle enfonce courageusement un coin dans le consensus pro-occidental qui s'active à étouffer toute émergence de voix pointant la colonisation de la Palestine, dénonçant les crimes d'Israël à Gaza et énonçant, au nom de la Justice, l'égalité des droits entre Palestiniens et Israéliens comme base d'une politique. Mis en question dans ses fondements, le camp occidental tente de colmater la brèche par la matraque « démocratique » quand n'y suffit plus l'instrumentalisation usée de l'antisémitisme.

-6-

Nous connaissons l'origine de cette situation globalement accablante : la grande vague réactionnaire qui, nourrie de l'échec des politiques d'émancipation, s'est levée dans les années 80 sous les oripeaux d'un retour à l'ordre établi après les années rouges et qui s'accomplit aujourd'hui dans les convulsions tragiques d'un monde sans autre boussole que la fureur guerrière d'identités de toutes natures livrées à elles-mêmes.

-7-

Dans cet environnement historique très particulier balayé par le vent glaçant et démoralisant du nihilisme, il ne faut rien moins que reconstituer la capacité de l'humanité en elle-même, à s'affirmer dans le processus de sa division à une politique de Justice fondée sur l'égalité. Dans tous les domaines où il se trouvera des forces pour le faire.

-8-

Pour ce faire, un travail sur les imaginaires politiques est nécessaire, un travail sur les concepts, les catégories nouvelles qui en constitueront le langage et le cadre, en s'appuyant sur l'examen minutieux de situations historiques qui, même échouées, ont semé des graines d'espérance comme la Révolution Culturelle mais aussi en s'attaquant aux questions nouvelles comme celle de l'écologie en décryptant ce qui peut s'y jouer du point de vue d'une politique d'émancipation.

-9-

Nous ne sommes pas de ceux qui verraient dans la pensée un refuge confortable contre un monde sordide. Il s'agit bien de transformer le monde. Mais dans la situation désastreuse où nous sommes, sans points d'appuis collectifs véritables, il ne suffit pas de résister car dans une posture réactive, c'est l'ennemi qui oriente à sa guise, pas plus qu'il ne suffira de manifester quand bien même il faut le faire. C'est autre chose qui est en jeu, la nécessaire reconstruction des murs de la maison de l'émancipation et de ses fondations.

-10-

La réponse apportée par cette revue est humble mais ambitieuse, incertaine mais tenace. Humble car elle ne prétend pas apporter ce qui est aujourd'hui hors de sa portée (une ligne politique, une organisation). Ambitieuse car elle s'attaque à la refondation d'une politique d'émancipation ajustée aux temps nouveaux. Incertaine car elle se revendique d'un bricolage conceptuel, se risquant à certaines constructions qui s'avèreront les unes fructueuses, les autres des impasses. Tenace comme peut l'être tout processus d'un réel travail.

-11-

Dans ce numéro, on trouvera :

- l'examen critique de **la séquence 1958-1965 de la révolution chinoise** à partir du dialogue entre le groupe militant *Longues Marches* et Alessandro Russo au sujet de son livre sur la Révolution Culturelle - premier pas d'une tâche qui commence à lever le voile sur des fragments ensevelis de l'expérimentation communiste des Communes Populaires et des questions qu'ils révèlent ;
- la suite de la tribune sur **le sionisme** avec la déconstruction détaillée de son narratif ;
- une longue Lettre du **Brésil** d'analyse de la situation politique, de son histoire périodisée, du sens de l'affrontement vicié entre le bolsonarisme et le pétisme (du nom du Parti du Travail de Lula) et des possibilités d'y échapper ;
- trois nouvelles contributions pour échapper au **nihilisme** : le point de l'énonciation en psychiatrie, l'engagement intime que peut susciter la peinture solaire de Rothko, le nihilisme revisité à l'aune de Kierkegaard ;

- la proposition d'une « **acupuncture militante** » pour aborder et traiter la question écologique à partir de l'activation de points politiques en situation ;
- en matière d'**arts**, trois articles :
 - L'un poursuit l'approche de la peinture par la mise en relation des couleurs au travers des œuvres de Delaunay et Matisse et la figure que prend à cet égard la fenêtre.
 - Le second nous embarque dans un voyage intérieur au tableau restauré de Van Eyck, *La Vierge et le Chancelier Rollin*, pour y lire une révolution de la perspective telle qu'un œil du XXIème siècle peut la discerner.
 - Le troisième nous montre à partir du cas des clos-masures, fermes traditionnelles normandes, et d'une enquête auprès de paysans comment l'architecture vernaculaire traditionnelle peut être mobilisée de manière créative aujourd'hui pour reconfigurer les paysages et les bâtiments.
- « **Choses Vues** » nous fait part d'un film kazakh singulier, *Assaut*, de Adilkhan Yerzhano, une comédie humaine burlesque qui prend motif de l'assaut d'un groupe populaire contre des terroristes dans un lycée pour trouver les conditions subjectives d'une unité collective ;
- dans la rubrique **Études**, une analyse de la question de la paysanne telle qu'elle se donne aujourd'hui dans des conditions renouvelées par l'industrialisation capitaliste de l'agriculture ;
- une **lettre** de lecteur ;
- nos **annonces**, en particulier l'invitation que nous faisons à nos lecteurs de les rencontrer à la librairie *Tropiques* (Paris, XIVème) le 4 juin à 19h30.



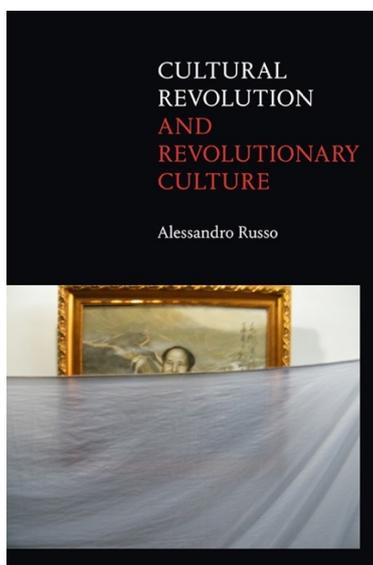
[RÉVOLUTION COMMUNISTE CHINOISE]

Nous publions ici les commentaires, questions et hypothèses soulevés par le groupe *Longues Marches* à propos de l'ouvrage *Révolution culturelle et culture révolutionnaire* d'Alessandro Russo ainsi que les réponses de celui-ci.

Tant les questions posées par le groupe que les réponses claires et précises d'Alessandro inaugurent un débat passionnant et novateur sur une période obscure mais révélatrice de la tentative chinoise de se desceller du socle bétonné du socialisme soviétique pour inventer et soutenir une voie possible vers le communisme.

Nous continuons notre étude de la Révolution communiste chinoise (1958-1976) en échangeant avec Alessandro Russo sur son précieux livre.

Révolution culturelle et culture révolutionnaire
Alessandro Russo



2020 Duke University Press

<https://www.dukeupress.edu/cultural-revolution-and-revolutionary-culture>

GRUPE LONGUES MARCHES : QUESTIONNEMENT (2)

Notes de travail

Notre groupe travaille, théoriquement et pratiquement, à la recherche d'une position politique militante dans ces entretiens informels.

Les notes de lecture et de discussion qui suivent sont des jalons de notre propre longue marche intellectuelle. Elles cheminent, sans terme assignable, par reprises, variations, ajouts, corrections, inflexions, ratures. Ce faisant, elles proposent des réflexions provisoires qui appellent l'interlocution d'autres voix de même orientation, et tout spécialement ici celle d'Alessandro Russo.

Contexte

Quatre moments

Le précieux livre d'A. Russo étudie la Révolution culturelle, moins selon une continuité historique reconstituée a posteriori qu'en y séparant quatre moments-clés, saisis de l'intérieur même de cette vaste histoire politique :

- I. son « *prologue théâtral* » (novembre 1965) remettant à l'ordre du jour une conception communiste de la capacité politique propre des paysans ;
- II. la subjectivité politique de Mao (s'attendant à une « défaite stratégique probable »¹ de la politique communiste) telle qu'elle a motivé (de décembre 1965 à avril 1966) le lancement de la Révolution culturelle (en mai 1966) ;
- III. les obstacles politiques insurmontés pendant la séquence la plus intense de cette révolution (mai 1966 – août 1968) ;
- IV. les ultimes tentatives de Mao (1973-1976) pour engager, à échelle de masse, un bilan politique de la Révolution culturelle.

Héritage militant

Ce parti-pris, instruit d'une très fine connaissance des débats politiques internes à la Chine², s'avère particulièrement fécond pour les militants communistes d'aujourd'hui qui décident d'hériter de cette Révolution comme d'autres ont pu précédemment hériter de la Révolution d'Octobre et, plus avant, de la Commune de Paris.

Le militant communiste d'aujourd'hui doit repartir du dernier état des questions politiques dont il assume l'héritage. A contrario, oublier, voire forclure la Révolution culturelle pour seulement revenir à la Révolution léniniste voire à la Commune de Paris – sans même parler de ceux qui noient délibérément toute perspective révolutionnaire dans les eaux stagnantes de la Révolution française³ - n'est qu'une scolastique dépolitisant le mouvement communiste engagé depuis 1848.

Cinq traits spécifiques de la Révolution communiste

Le mode d'approche « symptomal » adopté par A. Russo rehausse certains traits spécifiques de la *Révolution communiste chinoise* (1958-1976), initiée par l'événement des Communes populaires (fin avril 1958) et relancée par la Révolution culturelle (1966-1976).

Nous considérons en effet que la « *révolution ininterrompue et par étapes* » menée en Chine par les communistes sous la direction de Mao s'est périodisée en trois grandes étapes stratégiques : révolution « démocratique » (1928-1949), révolution « socialiste » (à partir de 1953), révolution proprement « communiste » (à partir de 1958), ces trois types de révolution pouvant s'enchaîner par tuilages plutôt que par franches césures et nettes juxtapositions.

D'ores et déjà, listons cinq traits caractéristiques de cette révolution : quatre sont directement associés aux moments symptomatiques dégagés par A. Russo, le cinquième relevant plutôt de sa méthode générale d'enquête historique.

I. Le statut décisif de l'énonciation communiste

Le moment « prologue théâtral », que nous allons ensuite détailler, accuse l'importance particulière de l'énonciation dans une Révolution proprement communiste : cette dernière en effet ne peut procéder, comme les deux précédentes révolutions (et en particulier comme la révolution socialiste en cours en 1958), par construction (« la construction du socialisme »), par programmation et planification

¹ Rencontre avec une délégation du Parti du travail albanais en mai 1966

² Alessandro Russo étant sinologue a un accès direct aux textes originaux échangés à l'époque.

³ « Si la Révolution française est une révolution, alors la révolution soviétique et la révolution chinoise n'en sont pas. » Jean-Claude Milner (*Relire la Révolution* ; Verdier ; 2016)

étatiques ; en particulier les énoncés de la Révolution communiste ne sont pas univoques - on connaît ainsi l'importance décisive, pendant la Révolution culturelle, des énoncés « de gauche en apparence mais de droite en réalité »⁴.

Cette caractéristique, qui explique pourquoi la scène théâtrale⁵ a constitué l'étincelle de la Révolution culturelle, exhausse l'importance décisive d'une révolution idéologique (« culturelle ») en amont de toute révolution politique proprement communiste, révolution idéologique entendue comme révolution d'énonciation politique et pas seulement d'énoncés.

II. La mobilisation dans la perspective d'une défaite probable

Le moment intermédiaire (décembre 1965 – avril 1966) où Mao va concevoir une Révolution culturelle apte à « donner un peu de fil à retordre à une probable restauration du capitalisme »⁶ met l'accent sur un traitement non-nihiliste de la défaite : ici le « crépuscule »⁷ n'est pas conçu comme le temps d'un « À quoi bon ? » et d'un « En vain ! » mais comme pouvant indiquer une issue par entrebâillement, comme le moment de consolider un acquis en l'enfouissant, comme la dernière occasion de léguer une espérance militante en inscrivant une ultime réussite qu'aucune défaite ultérieure ne saurait annuler.

III. À politique de type nouveau, mesure (organisationnelle) de type nouveau

Le moment central de la Révolution culturelle (mai 1966 – août 1968) va dégager la question stratégique de son évaluation proprement politique : le Parti communiste chinois se révélant disqualifié pour prendre mesure politique adéquate de cette Révolution communiste, il s'avère qu'à une révolution de type nouveau, il faut une mesure politique de type nouveau !⁸ On verra comment la Révolution culturelle va buter sur l'obstacle des organisations politiques de type nouveau aptes à en prendre politiquement mesure.

IV. Un testament qui se contente de pointer l'obstacle insurmonté

Dans **la séquence ultime** (1973-1976) de la Révolution culturelle, Mao cristallise la Révolution communiste sur la question du pouvoir et corrélativement sur une dictature du prolétariat devenue la principale inconnue politique de cette révolution. Mais le « prolétariat » chinois n'a-t-il pas précisément échoué à se constituer en classe politique apte à diriger cette Révolution communiste, engagée dès 1958 par les paysans puis relancée en 1966 par la jeunesse intellectuelle (lors même que la révolution culturelle s'est explicitement engagée comme révolution *prolétarienne*⁹) si bien que la question maoïste de la dictature du prolétariat renvoie avant tout à une réévaluation de l'hypothèse marxiste d'un prolétariat ?

Où le testament politique de Mao pointe donc, sous le signe d'un « prolétariat » devenu hypothétique et donc inapte à exercer une dictature de classe, un obstacle insurmonté sans pour autant identifier l'obstruction secrète apte à rendre compte du caractère insurmontable de cet obstacle.

V. Une politique de la contingence et plus seulement de la nécessité

Il nous semble que **la méthode symptomale** adoptée par A. Russo met au jour la conviction suivante : la Révolution communiste, plus encore que les précédentes révolutions démocratique et socialiste, ne peut se déployer sous le seul régime d'une nécessité historique (telle celle du « matérialisme historique » convaincu d'une victoire finale, garantie scientifiquement par l'histoire de la lutte des classes et économiquement par un développement des forces productives).

La Révolution communiste, convaincue 1°) que rien ne garantit sa victoire, ne serait-ce que parce que « victoire » n'est sans doute plus le nom adéquat pour les succès qu'elle vise¹⁰, 2°) que cette non-

⁴ Autant dire quand l'énonciation (droitière) ne « réduplique » (Kierkegaard) pas l'énoncé...

⁵ A. Russo tient le théâtre comme l'art par excellence de l'énonciation : « souligner les intentions subjectives dans les déclarations des personnages est l'essence même du théâtre » (p. 14). Ainsi l'énonciation théâtrale « prend mesure » proprement théâtrale des énoncés inscrits dans le livret comme, en musique, l'interprétation du musicien « prend mesure » proprement musicale des énoncés musicaux inscrits dans la partition.

⁶ Voir la rencontre précédemment citée avec une délégation du Parti du travail albanais

⁷ « Nous sommes au crépuscule » Mao (mai 1966, *ibid.*)

⁸ De même, dans l'après-guerre, Adorno avait soutenu qu'une philosophie de la *nouvelle* musique ne pouvait être qu'une *nouvelle* philosophie de la musique (réduplication de la nouveauté).

⁹ Son titre exact était *La Grande révolution culturelle prolétarienne*.

¹⁰ Mao (été 1965) : « La victoire est la mère de nombreuses illusions. » (cité par Malraux dans ses *Antimémoires*)

garantie renforce (et non pas affaiblit) la mobilisation pour s'y engager ¹¹, la Révolution communiste donc doit apprendre, plus que les précédentes, à traiter du contingent ¹² et pas seulement du nécessaire – remarquons qu'à contrario d'un matérialisme du contingent, la planification, pierre de touche étatique de la Révolution socialiste, se déploie de part en part sous le signe d'une implacable nécessité (celle d'un développement harmonisé des forces productives, auquel la révolution des rapports sociaux de production reste subordonnée).

Et, en effet, l'irruption, le 27 avril 1958, des Communes populaires, spoutnik ¹³ imprévu dans le ciel serein du second plan quinquennal socialiste (1958-1962) et du Grand bond en avant, n'a-t-elle pas été l'imprévisible contingence venant mettre à l'ordre du jour de la Chine socialiste les questions politiques d'une Révolution spécifiquement communiste ? Comme on va le voir, le Parti communiste chinois va immédiatement se diviser sur ce caractère contingent, la droite du Parti ressaisissant plutôt ce surgissement politique comme conséquence *nécessaire* d'un Grand bond en avant *étatiquement* planifié.



Ce contexte rappelé, venons-en à l'examen détaillé du premier de ces quatre moments.

Novembre 1965

Les enjeux idéologiques et politiques de la critique engagée par Yao Wenyan ¹⁴ en novembre 1965 visant la pièce de théâtre *La destitution de Hai Rui* (écrite en 1961 par Wu Han ¹⁵) concernent essentiellement la question d'une capacité politique propre des paysans : les paysans chinois sont-ils cantonnés à une position politiquement passive, restent-ils inéluctablement subordonnés à des dirigeants éclairés venant les mener politiquement par la main ou sont-ils capables de s'émanciper en faisant preuve de leur propre créativité politique ?

La réponse affirmative à cette question a été au principe de la voie maoïste ¹⁶ à partir de 1928 : contrairement aux directives du Komintern, les paysans ont en effet constitué le socle politique de masse de la Révolution démocratique (zones libérées, campagnes encerclant les villes...). Mais qu'en a-t-il été ensuite à partir de 1953, quand la Révolution socialiste a (étatiquement) planifié le mouvement des coopératives et surtout à partir de 1958 avec l'invention inattendue des Communes populaires par les paysans eux-mêmes ?

Début 1961, la pièce de Wu Han vise implicitement la destitution (en septembre 1959) du ministre de la Défense Peng Dehuai suite à ses critiques politiques du Grand bond en avant et des Communes populaires lors de la conférence de Lushan (été 1959).

Lors de cette conférence, Peng Dehuai, prenant appui sur l'échec relatif (reconnu par Mao lui-même) du Grand Bond en avant, s'en est explicitement pris aux **Communes populaires** à quatre titres. Il leur reprochait :

- leur mise en propriété commune des terres, qui rompait avec les pratiques des coopératives du premier type (partage du travail) et du second type (partage des moyens de production) ;
- leur remise en question de la division « socialiste » du travail entre agriculture et industrie, entre tâches d'exécution et tâches de conception, qui de facto récusait l'extension « socialiste » souhaitée du stakhanovisme aux paysans ;
- les cantines populaires dont le nouveau principe « à chacun selon ses besoins » contrevenait au principe socialiste « à chacun selon son travail » ;

¹¹ Dans le slogan alors omniprésent « *Oser lutter ! Oser vaincre !* », le second reste sous condition du premier.

¹² Un contingent non réductible à la fameuse définition d'une « rencontre non nécessaire entre deux nécessités » et qui pointe plutôt l'irréductibilité d'un « il arrive... ».

¹³ Le 27 avril 1958, la toute première Commune populaire a choisi de se nommer « Spoutnik » par référence au premier satellite russe du même nom mis sur orbite le 4 octobre 1957.

¹⁴ Un des futurs membres de « la bande des Quatre »

¹⁵ Historien, adjoint au maire de Pékin

¹⁶ Suite à l'*Enquête sur le mouvement paysan du Hunan* menée par Mao en 1927

- last but not least : leur appropriation politique des tâches militaires (milices d'autodéfense) s'opposait à la voie « socialiste » d'une Armée professionnalisée apte à s'approprier la modernité technique indispensable à une alliance stratégique avec l'URSS pour faire face, en temps de guerre froide, à l'impérialisme américain.

Au total, Peng Dehuai en appelait d'un retour à une construction « bolchévique » du socialisme, selon une planification étatique subordonnant l'agriculture à l'industrie (et spécifiquement à l'industrie lourde), les campagnes aux villes, les paysans aux ouvriers en sorte d'assurer l'indispensable développement des forces productives par une ferme division « socialiste » du travail.

La clef politique de la critique par Peng Dehuai résidait donc en un déni de toute capacité politique autonome des paysans chinois dans la phase de « construction du socialisme » : leur rôle moteur lors de la Révolution démocratique n'avait plus de pertinence depuis 1953 et il convenait donc, selon lui, de mettre un ferme coup d'arrêt à l'expérience politiquement aventureuse des Communes populaires.

Pour mieux comprendre comment les choses ont pu en arriver politiquement là en 1959 (destitution de Peng Dehuai), puis en 1961 (pièce de Wu Han) et enfin en 1965 (critique de cette pièce par Yao Wenyuan, mais pourquoi a-t-il fallu attendre quatre ans pour critiquer cette pièce ?), mettons à plat cette histoire politiquement enchevêtrée en esquissant une petite chronologie de la construction du socialisme en Chine à partir de 1953.

Chronologie 1953-1965

- **1953-1957** : Premier plan quinquennal socialiste, directement décalqué du *Manuel d'économie politique* de l'Académie des sciences de l'URSS (Institut d'économie) publié en août 1954 suite à une directive de Staline de février 1952¹⁷.

Voir le chapitre XLII : *Le régime économique de la République populaire de Chine*¹⁸ (dans la section *L'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire* de la troisième grande partie *Le mode de production socialiste*).

Ce plan « favorisait le développement de l'industrie, et de l'industrie lourde en particulier, par rapport à l'agriculture, et avait en fait fortement subordonné cette dernière à l'industrie. »¹⁹

- **Avril 1956** : Suite en particulier au rapport Kroutchev (février 1956), Mao prend mesure du danger politique attaché à cette construction « bolchévique » du socialisme. Il engage une minutieuse lecture critique du Manuel et dégage une première alternative politique (*Sur les dix grands rapports*, 25 avril 1956).
- **Septembre 1956** : Le VIII^e congrès du PCC prend une première distance avec l'orientation « bolchévique » en encourageant une « libéralisation » de l'agriculture.
- **Février 1957** : Mao publie *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* qui initie la campagne idéologique de critique et de rectification dite des « Cent fleurs ».
- **Juin 1957** : Fin énigmatique de cette campagne, elle-même assez énigmatique : quel bilan politique ?
- **1958-1962** : Second plan quinquennal, associé au lancement du Grand bond en avant (selon quelle articulation économique-politique ?).

Le contenu politique de ce plan semble infléchir celui du premier en accordant plus d'autonomie à l'agriculture sans pour autant réorienter politiquement toute la planification socialiste du développement des forces productives.

¹⁷ « Il nous faut un manuel de 500, de 600 pages au plus. Ce sera un livre de chevet en matière d'économie politique marxiste, un excellent cadeau aux jeunes communistes de tous les pays. » Staline (*Les problèmes économiques du socialisme*, février 1952)

¹⁸ « En se développant, la révolution populaire chinoise, qui était d'abord une révolution démocratique bourgeoise, s'est transformée en révolution socialiste et la Chine est entrée dans la période de passage au socialisme. » (2^e édition de 1955 ; p. 668)

¹⁹ Russo, p. 37

- **27 avril 1958** : Naissance inopinée dans le Henan de la première Commune populaire par fusion de 27 petites coopératives, comptant 9.300 autres foyers soient 43.000 habitants.
- **28 juin 1958** : Mao, qui ignore encore l'existence des Communes populaires, déclare ²⁰ : « *Ça ne va pas avec les conseillers soviétiques* » : le marxisme-léninisme, de « *guide pour l'action* », est devenu « *pris comme un dogme* ».
- **29 août 1958** : Conférence de Beidahe et première prise de position officielle du PCC sur les Communes populaires. Déclaration du Comité central ²¹, en vérité contradictoire et indécise : d'un côté la nouveauté politique, proprement communiste, des Communes populaires est relevée ²² ; mais d'un autre côté, cette nouveauté est explicitement réduite à un « *résultat logique* » du Grand Bond en avant ²³, autant dire à un simple prolongement de la construction du socialisme plutôt que saisie comme ouverture événementielle d'une nouvelle étape stratégique.

Bref, cette prise de position compte pour un le Grand bond en avant et les Communes populaires lors même que le premier relève de la planification étatique quand les secondes procèdent d'une invention communiste par les paysans.

- **9 septembre 1958** : Mao distingue clairement les deux en inscrivant la spécificité des Communes populaires comme « *événement récent, apparu ces derniers mois* » qui engage « *un mouvement irrésistible qu'il n'y a pas moyen d'arrêter* ».
- **10 décembre 1958** : Le Comité central du PCC prend désormais clairement acte que les Communes populaires constituent « *un événement de grande signification historique* », où « *une nouvelle organisation sociale est apparue, fraîche comme un soleil matinal.* » ²⁴
- **12 et 19 décembre 1958** : Mao enfonce le clou des Communes populaires ²⁵. « *Nous n'avions pas prévu la création des Communes populaires lors de la Conférence de Chengdu, en avril, ni lors du Congrès du Parti en mai. En réalité, elles avaient fait leur apparition dès avril au Henan, mais en mai, juin et juillet, on n'en savait encore rien. Ce n'est qu'au mois d'août, quand, à la Conférence de Beidahe, on prépara une résolution les concernant, qu'on en a eu connaissance.* » « *Il s'agit d'un événement très important. [...] Certains événements heureux peuvent se produire d'une façon inattendue : c'est le cas des Communes populaires, dont l'apparition en avril n'avait pas été prévue et qui ne furent l'objet d'une décision officielle qu'en août. En quatre mois, elles étaient établies dans l'ensemble du pays.* » Il est vrai que « *la fusion des organes de l'administration locale avec la direction de la Commune populaire n'a pas été adoptée par l'Assemblée nationale, pas plus qu'il n'en est fait mention dans la Constitution.* » « *La Constitution est dépassée sur plusieurs points* » mais pour l'instant, priorité politique au développement de l'innovation politique de masse.
- **Avril 1959** : Mao abandonne la Présidence de la République à Liu Shaoqi (qui y restera jusque fin octobre 1968) pour mieux se consacrer à la direction politique du PCC.

Pour la première fois, directions du Parti et de l'État sont donc dissociées.

²⁰ « *Ça ne va pas avec les conseillers soviétiques* » (Intervention pendant la réunion des chefs de délégation à la deuxième session du Comité central issu du VIII^e Congrès ; in *Le Grand Bond en avant – Inédits 1958-1959* ; Le Sycomore ; 1980)

²¹ « *Résolution du Comité Central sur l'établissement des Communes populaires en régions rurales* » (in Documents of Chinese Communist Party Central Committee – sept. 1958 – apr. 1969 ; Union Research Institute ; Hong Kong ; 1971)

²² L'enjeu des Communes populaires, « *qui combinent en un tout l'industrie (les ouvriers), l'agriculture (les paysans), l'échange (le commerce), la culture et l'éducation (les étudiants) et les affaires militaires (les soldats)* » est « *d'explorer un chemin concret du passage au communisme* », transformant la propriété collective en propriété du peuple entier, le système de répartition socialiste « *de chacun selon ses capacités à chacun selon son travail* » en système de répartition communiste « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* », limitant « *la fonction de l'État à protéger le pays contre une agression de l'extérieur* » en sorte que cet État « *ne joue plus aucun rôle sur le plan intérieur.* »

²³ « *Les communes populaires sont le résultat logique de la marche des événements.* » « *La base du développement des communes populaires est principalement le Grand Bond en avant, généralisé et continu.* »

²⁴ « *Communiqué de la sixième session entière plénière du Comité Central* » (in Documents of Chinese Communist Party Central Committee ; op. cit.)

²⁵ « *Pouvons-nous changer fondamentalement le pays tout entier ?* » (in *Le Grand Bond en avant – Inédits 1958-1959* ; op. cit.)

- **Juillet-août 1959** : Conférence de Lushan où, pour la première fois depuis 1949, la direction du PCC se divise politiquement.
- **Septembre 1959** : Destitution de Peng Dehuai, remplacé comme ministre de la Défense par Lin Biao.
- **1960** : Fin apparente du Grand bond en avant. Retrait des conseillers soviétiques. Catastrophes naturelles. Famine...
- **Janvier 1961** : Wu Han fait paraître sa pièce *La destitution de Hai Rui*. Cette pièce, destinée à l'Opéra de Pékin, critique indirectement la récente destitution de Peng Dehuai.
- **Janvier-février 1962** : Conférence dite « des 7.000 cadres » établissant le bilan politique du Grand bond en avant. Pour Liu Shaoqi, la famine a été due pour 30 % aux catastrophes naturelles, pour 70 % aux erreurs causées par l'homme. Mais quel bilan la gauche en propose-t-elle alors ?
À partir de cette période, Mao se trouve marginalisé dans le PCC.
- **Août 1962** : Réédition de *Pour être un bon communiste* (juillet 1939) de Liu Shaoqi. Corrélativement, les écrits de Mao deviennent d'accès difficile.
- **1963-1965** : Pas de troisième plan quinquennal, lors même que la planification constitue le pilier de la construction du socialisme ! Cette absence reste apparemment sans explication politique.
- **1963** : Mao lance le *Mouvement d'éducation socialiste*, considéré comme précurseur de la Révolution culturelle (cf. envois des cadres et des intellectuels à la campagne...). Le mouvement va se voir combattu par Liu Shao-Shi mais on n'en sait guère plus.
- **Juin 1963** : Ouverture de la controverse « sino-soviétique » avec le PCUS.
- **Novembre 1965** : Article de Yao Wenyuan critiquant la pièce de Wu Han.
- **1966-1970** : Réapparition surprise du plan (le troisième) après trois ans sans aucune planification !

Au total, un trou noir 1963-1965

Reconnaissons-le : la séquence politique ouverte par la conférence de Lushan nous apparaît comme un gigantesque trou noir dans l'histoire politique de la révolution communiste engagée par les paysans au printemps 1958.

Le livre d'A. Russo saisit la révolution communiste chinoise au sortir de ce trou noir (fin 1965). Il en pointe ses enjeux politiques (la capacité politique propre du mouvement paysan de masse) sans clairement dégager en amont l'intelligibilité détaillée des conflits politiques qui ont férocelement divisé, pour la première fois depuis la fin de la révolution démocratique, le PCC, si bien qu'il nous est difficile de comprendre pourquoi Mao, soucieux de relancer une révolution communiste visiblement enlisée (mais comment exactement ?), butant sur **des « obstacles insurmontés »** (pourquoi ?), va devoir en passer par une révolution idéologique dont la principale base de masse ne sera, étrangement, ni les paysans (où en sont les Communes populaires et le mouvement politique paysan fin 1965 ?), ni les ouvriers (dans les usines, qu'ont-ils pensé et déclaré des Communes populaires depuis 1958 ?) mais une jeunesse intellectuelle (les Gardes rouges) dont le caractère de classe petit-bourgeois va politiquement se révéler... pour le pire.

Nous héritons aujourd'hui de cette révolution communiste chinoise, de ses victoires et de ses réussites inaliénables comme de son échec et de sa défaite ultimes dans une situation stratégiquement devenue politiquement désastreuse. Pour nous, pas d'autre voie que de nous atteler à la tâche intellectuelle de voir plus clair dans cet abyssal trou noir. À ce titre, listons quelques questions.

Quatre questions

1. Le Grand Bond en avant

Le Grand Bond en avant s'est révélé une impasse politique et économique.

Il semble avoir été associé à une nécessaire **décentralisation « étatique » de la planification socialiste**. Mais cette décentralisation semble avoir été conduite de manière plus bureaucratique que politique si bien qu'elle a conduit à des évaluations biaisées par des cadres locaux affichant des résultats imaginaires directement décalqués des objectifs planifiés et entraînant ainsi une totale confusion à la tête du Parti-État sur la situation économique et sociale effective des campagnes.

D'où la révélation d'un **gouffre idéologico-politique** dans cette phase de construction du socialisme à l'intérieur même du PCC. Mais pourquoi un tel gouffre, dix ans après la victoire de 1949 ? A fortiori, si un tel gouffre existait en matière de socialisme, comment ne pas pressentir qu'il va se transformer en un abyme une fois la révolution proprement communiste mise inopinément à l'ordre du jour par les paysans des Communes populaires.

Quelle **intrication** précise du Grand Bond en avant et du second plan quinquennal (1958-1962) ? Quel a été le bilan proprement maoïste de ce Grand Bond ? Sur quels objectifs politiques le PCC s'est-il en fin de compte divisé ? En quoi le Grand Bond fût-il envisagé comme une nouvelle étape dans la construction du socialisme en Chine ? Quelles nouvelles transformations des rapports sociaux a-t-il mis à l'ordre du jour dans les campagnes et dans les villes, pour les paysans et pour les ouvriers ? Pourquoi les obstacles idéologico-politiques ici levés se sont-ils avérés non franchissables jusqu'en 1966 ?

2. Contradiction politique entre le Grand Bond en avant et les Communes populaires

Il y a une contradiction politique entre d'un côté le Grand Bond en avant et la planification socialiste et d'un autre côté les Communes populaires mettant ici et maintenant à l'ordre du jour de la Chine un dépassement communiste de l'étape socialiste et engageant un premier dépérissement de l'État socialiste dans les campagnes.

S'il existe bien un « mode de production socialiste », politiquement et économiquement constructible (tel est l'enjeu de sa planification) ²⁶, **il n'existe pas à proprement parler de « mode de production communiste »** et le communisme n'est pas stricto sensu constructible. Faut-il alors en conclure qu'un matérialisme de la contingence met à l'ordre du jour un inévitable bricolage communiste en lieu et place de la planification socialiste mettant au poste de commandement les calculs des ingénieurs ? ²⁷

Comment cette contradiction politique, immédiatement relevée par la Droite du PCC puis exacerbée à l'envi, a-t-elle été réfléchie par la Gauche maoïste ? Comment les masses ouvrières ont-elles ou non été politiquement saisies dès 1958 de cette question communiste ouverte dans les campagnes ? Comment la jeunesse intellectuelle des villes a-t-elle ou non été politiquement mobilisée dès 1958 sur les conséquences d'ensemble de cet événement ?

Notre ignorance en ces points indique le travail d'étude qu'il nous revient d'engager.

3. Jamais deux sans trois...

N'apparaît-il pas que la Révolution culturelle a pris la suite de **deux précédentes campagnes**, plus idéologiques que directement politiques : celle des *Cent fleurs* (1957) et celle du *Mouvement d'éducation socialiste* (1963- ?). Mais sur quel bilan politique précis de ces deux campagnes la Révolution culturelle a-t-elle été conçue et dirigée ?

²⁶ Voir sa programmation dans le Manuel d'économie politique du PCUS...

²⁷ Pour l'opposition entre rationalité du bricolage et calcul planifié de l'ingénieur, voir Claude Lévi-Strauss : *La science du concret* (chapitre I de *La pensée sauvage* ; 1962)

La première campagne a été lancée au début de l'étape socialiste et a donc précédé l'irruption des Communes populaires ; la seconde en a clairement procédé tout en s'inscrivant sous le signifiant « socialiste » (plutôt que « communiste »), indiquant ainsi l'unité des contraires dont *socialisme* est le nom (d'un côté la construction étatique du socialisme, d'un autre côté le mouvement communiste de masse faisant dépérir l'État socialiste).

Comment le **troisième étage de la fusée** – la Révolution culturelle (1966-1976) – s'est-il explicitement élancé sur les bases des deux premiers ? Quels furent les obstacles précis que ces deux précédentes campagnes visaient à surmonter ? Et si certains d'entre eux (lesquels ?) ne le furent pas, selon quelle nouvelle manière la Révolution culturelle envisageait-elle alors de les surmonter, s'il est vrai qu'en politique communiste, l'humanité ne se pose jamais que les questions qu'elle peut résoudre ?

4. Une aventure politique ?

Au total, comment évaluer rétroactivement cette mise à l'ordre du jour événementielle d'une révolution communiste ?

- Aventure politique qu'il eut mieux valu freiner, comme Lénine a pu freiner l'insurrection début juillet 1917 en constatant que le mot d'ordre lancé en avril « *Tout le pouvoir aux Soviets !* » n'était plus politiquement d'actualité²⁸, ou comme il a pu, début 1921, au sortir d'une dévastatrice guerre civile, proposer un pas politique en arrière avec la *Nouvelle politique économique* (N.E.P.) ?
- Au contraire, seule solution politique si l'on ne voulait pas enterrer l'orientation communiste en Chine comme elle l'était déjà en URSS et si la perspective d'une « probable défaite » n'était pas une raison suffisante pour contrecarrer l'ouverture de cette nouvelle étape révolutionnaire ? Mais alors, qu'est-ce qui différencie cette décision de s'engager dans une voie probablement promise à la défaite d'une simple fuite politique en avant ?

Étudier ce point constituera l'enjeu de notre prochaine lecture du second moment (début 1966) minutieusement analysé par notre camarade et ami Alessandro Russo.



Mais concluons provisoirement ces réflexions en avançant une première hypothèse récapitulative.

Hypothèse sur l'obstruction politique

Lumière mathématique d'Évariste Galois

Les mathématiques modernes²⁹ suggèrent qu'une série d'obstacles *insurmontés* peut dénoter l'existence inapparente d'une obstruction apte à rendre compte du caractère *insurmontable* de ces obstacles.

Ainsi, la théorie de Galois met au jour que, si une équation polynomiale formalise bien les propriétés particulières d'une inconnue x , la possibilité de sa résolution (c'est-à-dire la possibilité de connaître individuellement cette inconnue) va dépendre en vérité de la manière inapparente dont cette équation a secrètement groupé ses différentes solutions - en quelque sorte, une simple équation algébrique comme $ax^2+bx+c=0$ double l'étoffe apparente de ses x d'un groupement secret de ses racines. En conséquence, si la résolution d'une équation donnée bute sur **un obstacle insurmontable** (si l'équation s'avère irrésoluble), c'est parce que son mode de groupement (son « groupe de Galois ») y fait **secrètement obstruction**. Le résultat décisif est alors le suivant : l'étude des équations algébriques va se réorienter, non plus comme jusque-là en vue de leur résolution (puisque la connaissance individuelle de l'inconnue x s'avère n'être plus aussi décisive qu'on ne le pensait) mais en vue désormais de dégager

²⁸ Lénine : *À propos des mots d'ordre* (juillet 1917 ; O.C. tome 25)

²⁹ Rappelons qu'elles constituent l'une des trois ressources intellectuelles de la pensée communiste au XXI^e siècle (avec l'histoire de la Révolution communiste chinoise et les philosophies françaises des sujets de vérité à la fin du XX^e siècle) – voir sur ce point le numéro 1 de cette revue.

les particularités du groupement collectif de ses racines. Autrement dit, le centre d'intérêt se déplace de l'identification individuelle de l'inconnue x vers la mise au jour de l'organisation collective des racines.

À cette lumière, formulons une hypothèse de travail (provisoire) concernant les obstacles insurmontés de la Révolution communiste chinoise.

L'obstacle des intérêts matériels pour une révolution communiste

Les obstacles insurmontés par la Révolution culturelle **seraient insurmontables** car une révolution communiste ne peut, comme les précédentes révolutions démocratiques et socialistes, se mesurer stricto sensu aux intérêts matériels de classe des ouvriers et des paysans : en effet, une fois étatiquement assurés (par les précédentes révolutions) les besoins ordinaires de la survie collective pour tous (nourriture, logement, vêtements, santé, éducation, loisirs, sécurité...), la perspective communiste ne s'avance plus au titre exact de besoins matériels supplémentaires à satisfaire. Elle procède en propre comme projet d'émancipation universelle mettant à l'ordre du jour les idées communistes d'égalité et de justice collective (dans le travail, l'habitat, le peuplement et l'organisation), les aspirations de tous en matière de culture et de pratiques (en arts et en sciences), l'horizon accessible d'un bonheur partagé entre les deux moitiés de l'humanité (l'amour entre hommes et femmes), bref des objectifs qu'il s'agit bien sûr de matérialiser (par révolution des rapports sociaux) mais qui se présentent comme idées directrices sans se réduire à des doléances immédiates et des intérêts matériels. N'est-ce pas là le sens même de la révolution idéologique d'éducation communiste au principe de la campagne des *Cent fleurs*, du *Mouvement d'éducation socialiste* et finalement de la *Révolution culturelle* ?

Et ce projet communiste est d'autant plus à l'ordre du jour qu'il est le seul apte à enrayer **un dévoiement et une corruption inéluctables du socialisme** sous la pression antagonique d'une bourgeoisie de type nouveau, désireuse d'exploiter les avantages acquis en nouveaux privilèges.

Mais, dans ce cas, aucune raison de considérer que la classe des ouvriers se trouverait, de par sa concentration productive dans les usines, naturellement en avant-garde sur ces idées et ce projet ! Cette classe en effet va comme les autres se diviser sur le projet proprement communiste. Et donc l'hypothèse du prolétariat, comme classe politique émergeant de la classe sociale des ouvriers, n'a plus de pertinence *pour la révolution communiste* !

Ainsi, le caractère insurmontable de l'obstacle « dictature du prolétariat » indique que **l'équation communiste ne peut être résolue en stricts termes d'intérêt de classes** et qu'il faut la ressaisir non plus dans la perspective d'un tel type de résolution mais d'une tout autre manière : comme groupant différentes idées politiques en un projet collectif d'ensemble.

Un matérialisme non « classiste » de l'orientation communiste

Ceci mettrait à jour **l'obstruction idéologico-politique** rendant insurmontable le projet de résoudre la révolution communiste sur la base stricte d'intérêts matériels de classes sociales : il nous faut déployer **un matérialisme de type nouveau** (non « classiste ») du projet communiste (contre le matérialisme vulgaire associant toute promotion d'idées à un idéalisme³⁰) et non plus un matérialisme élémentaire des intérêts matériels immédiats³¹ : si les mouvements communistes de masse et l'émancipation communiste sont bien l'affaire de tous, c'est que l'orientation communiste est comme telle susceptible de mobiliser les ouvriers et les paysans, les femmes du peuple et la jeunesse intellectuelle, sans qu'une direction se considérant éclairée ait pour cela besoin d'agiter quelque carotte pour une base sociale qu'elle jugerait cramponnée à ses seuls intérêts matériels immédiats !



³⁰ et forclosant, ce faisant, cette loi marxiste que « l'idée devient une force matérielle quand les masses s'en emparent ».

³¹ Indiquons en ce point que la philosophie d'Alain Badiou, singulièrement dans *Logiques des mondes*, constitue une précieuse ressource intellectuelle pour distinguer non plus le matérialisme de l'idéalisme mais le matérialisme dialectique de ce qu'il appelle le matérialisme « démocratique ».

ALESSANDRO RUSSO : QUELQUES RÉPONSES

Je propose quelques notes suite aux observations et questions que vous avez amicalement soulevées à la lecture de la première partie de mon livre. Je me limiterai à cinq points qui me semblent les plus pertinents : l'attitude de Mao à l'égard du plan d'État ; les Cent Fleurs ; le « vent communiste » ; le choc politique de la Conférence de Lushan ; la controverse sur le drame historique *La Destitution de Hai Rui*.

Mao et le plan d'État

La question la plus originale que vous posez concerne la distinction entre le Grand Bond et les Communes populaires. Le premier, observez-vous, a été décidé dans le cadre d'un plan d'État, les secondes sont des inventions communistes, créées par les paysans eux-mêmes. Il s'agit d'une piste de travail importante.

L'horizon est celui du deuxième plan quinquennal. Lors de l'élaboration du premier plan quinquennal, il y avait eu une acceptation inconditionnelle de la planification soviétique, alors que le deuxième plan quinquennal est élaboré sur la base d'un certain nombre de distinctions importantes par rapport à son « grand frère ».

Mao participe activement à l'élaboration du plan. Au début du printemps 1956, il assiste à des semaines de réunions au niveau central et effectue plusieurs voyages d'enquête sur le terrain, visitant des usines et des coopératives agricoles, s'entretenant avec des dirigeants locaux à différents niveaux, essayant d'avoir une vision directe des problèmes.

Mao n'a jamais eu une confiance aveugle dans la planification d'État. Les nombreux textes de Mao entre 1956 et 1962 (une période cruciale faite de hauts et de bas, d'enthousiasme expérimental et d'inévitables revers) nous permettent de glaner quelques points-clés sur son attitude à l'égard du plan d'État. Pour Mao, le plan est une « nécessité » à mettre au service du projet politique communiste. Résumée à l'essentiel, dans les termes abstraits de la critique de l'économie politique, pour Mao, la direction de l'État sur l'économie est en fin de compte l'instrument de l'application de la loi de la valeur, et en même temps de sa limitation.

Un instrument incontournable et contradictoire. L'échange de biens, dit souvent Mao, doit être un échange de biens de valeur égale. C'est un point sur lequel Mao insiste beaucoup, surtout lorsque, dans le grand mouvement de création des Communes populaires, une partie des cadres de base et même une partie des masses paysannes vont jusqu'à penser que la loi de la valeur est dépassée et que l'échange de marchandises n'est plus nécessaire. Mao, quant à lui, répète souvent que la loi de la valeur doit rester un principe directeur. Le problème est de savoir comment l'appliquer et en même temps comment la limiter.

Sans la loi de la valeur, l'échange ne peut fonctionner, dans une situation où il y a une telle disparité entre l'industrie et l'agriculture, mais aussi entre les Communes riches et pauvres ou entre les brigades ou les équipes de production d'une même Commune. L'échange doit être un échange de marchandises, sinon il devient une réquisition arbitraire de produits agricoles.

D'autre part, **la loi de la valeur, l'échange à valeur égale**, est la condition même du capitalisme. Il s'agit donc de protéger la loi de la valeur tout en limitant la tendance spontanée à la dérive capitaliste de ce que Marx et Lénine ont appelé le « droit bourgeois ». Tel est le dilemme fondamental auquel Mao est confronté tout au long des deux dernières décennies.

En effet, la planification étatique ne peut limiter le droit bourgeois qu'en sanctionnant la propriété privée des moyens de production : en la niant. La limitation affirmative ne peut toutefois provenir que des inventions politiques communistes, ce qu'ils ont appelé les « nouvelles choses socialistes » en Chine.

Quant au caractère « étatique » du Grand Bond, il y a certainement un plan quinquennal à l'horizon, avec son pedigree soviétique ; mais il s'agit, du moins dans l'attitude de Mao, d'un plan d'État « modifié » par une ouverture expérimentale, un appel à l'inventivité politique des masses et un rejet de toute imitation servile de l'URSS.

En ce sens, le climat du Grand Bond est un terrain propice à la création de Communes Populaires. Bien sûr, les Communes ne sont pas le résultat du plan. Mao le dit clairement : nous ne les avons pas

prévues, elles ont été inventées par les paysans d'une région très pauvre, aux conditions matérielles particulièrement difficiles. C'est une nouveauté à laquelle il accorde presque immédiatement une grande attention et qu'il demande à la direction du parti de suivre. Tous les principaux dirigeants centraux vont voir comment fonctionnent ces premières Communes.

Bien que les Communes populaires n'aient en aucun cas été « planifiées », elles ont cependant été favorisées par la volonté d'une grande mobilisation populaire, qui était alors un point-clé de la ligne politique de Mao. La décision d'approuver l'invention des Communes populaires s'inscrit ainsi dans l'horizon des possibilités que le Grand Bond avait implicitement prévues, ou du moins en principe admises : l'ouverture à l'expérimentation politique de masse.

Mao soutient souvent que **ces inventions collectives** doivent être menées de manière expérimentale. Ne suivant pas de modèles prédéfinis, elles impliquent nécessairement des erreurs, et ces erreurs peuvent et doivent être corrigées par les masses elles-mêmes ou par les cadres de base qui les ont commises. Contrairement à l'image courante d'un despote utopiste éloigné des conditions réelles, Mao souligne toujours que l'invention politique est indispensable, mais que la rectification constante de ces inventions l'est tout autant. Il ne manque pas d'un solide principe de réalité.

Les Cents Fleurs

Une condition préalable fondamentale à cette dialectique expérimentale d'inventions et de rectifications est un climat de large démocratie de masse, comme Mao l'a toujours soutenu avec conviction. Avec la campagne des Cent Fleurs, et surtout avec le thème des « contradictions au sein du peuple », l'objectif principal est de stimuler les capacités politiques de chacun, dans le sens d'une pluralisation potentiellement illimitée des voix et des initiatives politiques. Cent fleurs et cent écoles, parce qu'une seule fleur, celle du parti communiste, ne suffit pas. Mao dit littéralement à ceux qui prônent la censure préventive : « nous voulons que les gens pensent par eux-mêmes ». « Cent écoles » signifie les nombreuses possibilités idéologico-politiques auxquelles le parti communiste doit faire face. S'ils nous critiquent, dit Mao, tant mieux : cela signifie que nous apprendrons de cette critique, que nous saurons comment y répondre et qu'en répondant à cette critique, nous affinerons nos compétences dialectiques rationnelles.

D'autre part, Mao est conscient que les Cent Fleurs ne suscitent aucune sympathie de la part de la direction du parti. Selon lui, pas plus de 10 % de la direction centrale est d'accord, le reste étant hostile ou profondément sceptique. Les Cent Fleurs connaissent immédiatement **un démarrage difficile** et Mao admet que sur les cent fleurs, une douzaine au plus ont fleuri.

On dit généralement qu'il s'agit d'un stratagème visant à faire émerger des positions de droite et à les supprimer ensuite. La campagne des « Cent fleurs » est effectivement fermée par une « campagne anti-droite ». Comment expliquer un revirement aussi radical ? Le fait que très peu des Cent Fleurs aient fleuri, et qu'il en a été de même pour les Cent Écoles, signifie que la poussée de la démocratie de masse a été contrecarrée par les cadres du parti, tant au niveau central que local.

Ce qui se passe probablement en 1957, c'est que les Cent Fleurs sont réduites à un affrontement entre seulement deux fleurs : une vieille élite politique et intellectuelle, disons bourgeoise, datant d'avant 1949, et la nouvelle élite constituée par les cadres du parti communiste. C'est peut-être une perspective un peu trop sociologique - il faudrait analyser attentivement les déclarations politiques des acteurs directs - mais cela explique en partie pourquoi la campagne des Cent Fleurs est close de cette manière. Si les Cent Fleurs avaient toutes fleuri et si les Cent Écoles s'étaient toutes exprimées, il n'aurait pas été facile de les réprimer avec des méthodes policières.

Pourquoi Mao accepte-t-il alors que la campagne des Cent Fleurs s'achève de cette façon et que la campagne contre la droite commence ? Lorsque l'affrontement se résume à deux fleurs, on peut dire que Mao prend position en faveur du Parti communiste parce qu'il espère qu'en son sein une dynamique de démocratie de masse peut être réactivée. En revanche, ce n'est pas là l'intention des anciennes élites bourgeoises. Certaines personnalités politiques et intellectuelles, celles des « partis démocratiques » en dehors du PCC, éprouvent du ressentiment à l'égard de la nouvelle élite rouge. Il est clair que le PCC a alors **une position particulièrement rigide**, mais ce n'est pas comme si les autres avaient de leur côté une quelconque ouverture vers les paysans et les travailleurs. Les membres de l'ancienne élite se considèrent encore plus comme les dépositaires de prérogatives supérieures dans le débat politique et intellectuel.

La clôture des Cent Fleurs ne ferme pas la perspective d'un mouvement de masse que Mao considère toujours comme une condition de l'invention politique. En 1958, c'est d'en bas qu'est venue la création des Communes agricoles populaires, ce sont les paysans qui ont inventé cette nouvelle forme politique. Or, aussi imprévue que soit cette invention, il y a bien en arrière-plan la ligne de masse, et en particulier la voie originale de la coopération agricole. Le PCC n'avait pas suivi la brutalité étatiste de la collectivisation en URSS, principalement parce que la coopération était basée sur une initiative majeure des paysans eux-mêmes. En 1955, Mao a publié *L'essor du socialisme dans les campagnes chinoises*, un recueil d'articles et de rapports d'enquête sur les inventions réalisées dans les campagnes dans le cadre de la collectivisation agricole. « L'essor » anticipe sémantiquement le Grand Bond.

Le « vent communiste »

En ce qui concerne les obstacles rencontrés dans la création des Communautés Populaires, il y en a certains qui sont difficiles à déchiffrer. Par exemple, en quoi ce que l'on a appelé le « vent communiste » a-t-il été un obstacle ? Au demeurant, drôle de nom que celui d'obstacle pour une expérience communiste...

En effet, ce qu'on appelle le « **vent communiste** » est pour Mao une négation arbitraire de la loi de la valeur. Dans la pratique, l'échange entre les unités de production agricole et l'État (mais aussi entre les équipes, les brigades et les Communes) prenait la forme de réquisitions : les cadres décidaient de la quantité à produire et de la quantité à prélever sur la production. Mao s'est opposé à tout cela dès le début. Le « vent communiste » n'a rien à voir avec le communisme au sens où il s'y agit de surmonter les différences entre la ville et la campagne, entre les ouvriers et les paysans, entre le travail manuel et le travail intellectuel. Le « communisme » devient le prétexte à un dirigisme débridé. Mao répète à l'envi qu'il est absolument inadmissible de s'approprier les produits des paysans sans les payer. Le « vent communiste » ne produit pas seulement un grand mécontentement de la part des paysans qui se voient arbitrairement confisquer leur production, mais il alimente en même temps une dynamique encore plus perverse, celle des fausses statistiques.

Les dirigeants centraux, Mao en tête, ne tardent pas à prendre conscience de ce phénomène. Mao intervient à plusieurs reprises pour dire que **les fausses statistiques** non seulement ne servent à rien et empêchent certainement la planification centrale, mais pire encore elles constituent une pression intolérable sur les paysans. En effet, dans la pratique, des objectifs de production inatteignables ont été fixés, puis imposés aux paysans par les cadres de base. Une dynamique de compétition bureaucratique se produit alors entre les cadres de base qui imposent ces quotas de production et les transmettent comme déjà réalisés aux cadres moyens, lesquels les transmettent ensuite aux cadres supérieurs, et de là aux cadres centraux. Il en résulte un grand mécontentement de la part de la paysannerie et une incapacité de l'État à remplir ses fonctions de planification dans le sens susmentionné. Les fausses statistiques n'étaient pas seulement le résultat de l'abolition arbitraire de l'échange à valeur égale, mais elle s'avéraient l'« échange »... entre des produits inexistantes.

Le choc politique de la conférence de Lushan

La conférence de Lushan a été planifiée et organisée depuis le printemps 1959 comme un moment pour rectifier une série d'erreurs dans le mouvement actuel, mais personne ne prévoit l'émergence d'une impasse aussi grave. Mao est très actif dans la préparation des détails de cette conférence. Afin de rectifier les erreurs, une condition préalable que Mao pose à tous les niveaux du parti est d'élever le niveau théorique. L'un des principaux objectifs est une grande campagne d'étude sur les questions d'économie politique. Les campagnes d'études théoriques ont été un objectif récurrent des initiatives politiques de Mao jusqu'aux dernières années de la Révolution culturelle.

À cette époque, Mao a proposé d'**étudier de manière critique l'économie politique soviétique**, afin de comprendre dans quelle mesure ce cadre théorique et pratique fonctionne ou ne fonctionne pas pour l'expérimentation politique en cours en Chine. Entre 1959 et 1960, Mao se lance dans une étude méticuleuse des questions théoriques et pratiques de la planification soviétique. En préparation de la conférence de Lushan, Mao élabore un programme d'étude détaillé et diversifié aux différents niveaux du parti. La direction centrale doit étudier directement le *Manuel soviétique d'économie politique* et les écrits de Staline sur l'économie politique. Les cadres moyens doivent disposer d'outils plus accessibles,

de textes qui résument de manière plus simple les termes de la théorie économique élaborée dans le Manuel. Pour les cadres de base, ceux qui ne savent peut-être même pas écrire, il faut rédiger des documents d'étude dans lesquels on explique en termes simples que l'échange à valeur égale est irréaliste, que l'invention de fausses statistiques est préjudiciable à tous et qu'il faut être capable de s'opposer aux directives venues d'en-haut lorsqu'elles sont erronées. La capacité de critiquer les niveaux supérieurs est un thème que Mao a abordé depuis le début de la conférence, et même avant.

La conférence de Lushan commence dans une ambiance essentiellement optimiste ; au début tout le monde semble être d'accord sur les questions fondamentales. À un moment donné, l'affrontement avec Peng Dehuai émerge, mêlé à un thème qui deviendra l'étincelle de la Révolution culturelle six ans plus tard, la référence à la figure de Hai Rui. Il s'agit d'un fonctionnaire impérial de l'ère Ming qui connaît une « vie après la mort » inattendue, précisément à la suite de la conférence de Lushan. Il est singulier qu'une référence historiographique, qui plus est largement métaphorique, soit devenue un sujet politique aussi brûlant. La lutte idéologique, qui pour Mao est toujours imbriquée dans la lutte politique, voire en est une condition préalable, est particulièrement marquée par la contingence, en tout cas elle n'est jamais linéaire, elle acquiert sa cohérence logique au cours de son propre développement.

C'est Mao lui-même qui a mentionné Hai Rui pour la première fois. Il le mentionne au printemps 1959, quelques mois avant la conférence de Lushan, comme un « exemplum » assez abstrait d'un fonctionnaire ayant eu la capacité de s'opposer à l'empereur. Hai Rui l'était dans l'imaginaire culturel plus ou moins populaire. Mao l'a cité pour exhorter les cadres de base à ne pas obéir aveuglément aux directives erronées des cadres supérieurs, notamment les plans de production imaginaires à l'origine de fausses statistiques.

Les choses prennent ensuite une tout autre tournure. À Lushan, **Hai Rui devient une bannière** permettant à Peng Dehuai de nier toute valeur aux Communes paysannes et à l'initiative politique. Hai Rui est alors cité non pas pour critiquer vers le haut, mais pour critiquer vers le bas toute expérimentation politique. Mao dit que Hai Rui a « changé de maison », qu'il était de gauche, qu'il est devenu de droite, mais qu'il n'est d'accord qu'avec le Hai Rui qui est de gauche.

La controverse se déroule en fait très ouvertement, tout à fait différemment de la manière dont elle est présentée par l'historiographie dominante à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. La version courante est, comme chacun sait, que Mao a été un empereur despotique et capricieux qui, à la première objection de l'un de ses ministres, lui a coupé la tête ou presque. C'est absolument faux. Il est prouvé que Mao a attendu quelques semaines avant de répondre à Peng, qu'il a fait circuler sa lettre et qu'il en a discuté dans les différents lieux de conférence.

La position de Peng est très claire : le mouvement de la Commune populaire n'est que du « fanatisme petit-bourgeois ». Il faut revenir à la « situation normale d'avant 1957 » et arrêter toute expérimentation de masse, en utilisant des méthodes militaires. Pour Peng, il n'y a rien à rectifier, mais les Communes populaires doivent être écrasées par l'intervention de l'armée. C'est exactement ce qu'il dit : il faut faire comme lors de la répression du soulèvement au Tibet ou du bombardement de Quemoy, la petite île en face de Taïwan. Peng, qui se présente comme un défenseur des paysans, qui brandit le drapeau paysan contre le despotisme de Mao, veut en fait que l'on ramène les paysans à l'ordre en ouvrant une véritable guerre civile contre eux. Ce n'est pas un hasard s'il est attaqué comme chef d'un « club militaire ».

Peng se retrouve rapidement isolé, car tout le monde comprend qu'il propose une catastrophe, le suicide politique du PCC. Lorsque Mao lui répond, et il le fait avec beaucoup de détermination, Peng capitule presque immédiatement en disant qu'il n'a pas bien compris ce qu'il disait. Les récits de la Conférence de Lushan, disponibles depuis de nombreuses années, sont passionnants et montrent une situation bien différente de ce qui est officiellement raconté par le gouvernement chinois ainsi que par la quasi-totalité de l'historiographie spécialisée.

Cependant, la lettre de Peng soulève **un dilemme crucial** : quel est le rôle des paysans dans l'État socialiste ? Il n'y a pas de modèle, car le modèle soviétique ne prévoit aucun rôle politique actif pour les paysans, la collectivisation est imposée d'en haut et les paysans ne peuvent qu'obéir aux ordres. D'autre part, le rôle politique des paysans ne peut même pas être celui qu'ils ont joué pendant la guerre populaire prolongée.

Trouver un point de vue unitaire au sein du Parti pour poursuivre l'expérience s'avère impossible après l'attaque frontale du ministre de la Défense. Beaucoup ne sont pas d'accord avec lui parce qu'il est absurdement aventuriste, mais il devient rapidement clair que Peng reflète une attitude répandue au sommet du Parti, un scepticisme sous-jacent quant aux capacités politiques des paysans. En effet, même le dirigisme, le « vent communiste », les fausses statistiques et tous les obstacles rencontrés par

les Communes convergent vers le problème non résolu du rôle des paysans dans le cadre du socialisme d'État. L'opinion la plus répandue aux différents niveaux du Parti était que le rôle des paysans était de produire davantage.

Mais **avec les Communes**, un véritable rôle politique est apparu : inventer de nouvelles formes de socialité dans les campagnes, de nouvelles institutions politiques et aussi de nouvelles formes de relation avec le pouvoir central. Le fait que les Communes populaires aient une capacité de décision non seulement dans la production, mais aussi dans la gestion de la vie collective, des cantines, des écoles, qu'elles aient même une milice armée, les caractérise comme des inventions qui vont dans le sens de ce qui, dans la vision de Marx et de Lénine, devrait être la réduction de la séparation de l'appareil militaire et bureaucratique de la société, dans la perspective de l'extinction de l'État. Sur ce point, le Parti dans son ensemble est extrêmement sceptique et, dans de nombreux cas, profondément opposé.

La conférence de Lushan se termine par le renvoi du ministre de la Défense, mais marque également **l'arrêt de toute l'expérience**. Mao déclare que ce qui peut continuer doit continuer, que même si seulement 30 % des cantines collectives ou des écoles populaires fonctionnent, c'est toujours un bon succès, mais il admet que certaines parties de l'expérience peuvent être temporairement suspendues. Mao est contraint à un repli stratégique, admet ses erreurs, mais souligne une fois de plus sa conception expérimentale du communisme : nous expérimentons quelque chose de nouveau, nous commençons donc des erreurs. Il dit : « nous payons nos frais de scolarité » dans le sens où les erreurs ont un prix à payer, pour apprendre il faut faire des erreurs, donc nous les payons, mais nous devons être capables de les rectifier.

La retraite stratégique de Mao a immédiatement donné du souffle à des positions qui n'avaient toute capacité politique des paysans. Plus en général, le style bureaucratique hiérarchique revient en vogue à tous les niveaux. Cela se voit clairement dans les initiatives prises par Mao pour relancer une dynamique politique à partir de la base, à laquelle la direction du Parti s'est toujours opposée. On peut en citer au moins deux : la « Conférence des 7000 » de 1962 et le *Mouvement pour l'éducation socialiste* de 1963-1965.

Les « 7000 » sont des cadres moyens et de base qui sont venus à Pékin de tout le pays pour discuter de la manière de faire l'autocritique des erreurs commises au cours des années précédentes. Mao lui-même fait son autocritique. Il prononce un célèbre discours sur le « centralisme démocratique » dans lequel il se concentre précisément sur la question de la démocratie de masse et critique le style néfaste des cadres dirigeants qui ne supportent pas d'être critiqués par leurs subordonnés, ni même d'écouter leur opinion.

Pour ne citer qu'un point très connu, lors de cette réunion, les dirigeants suprêmes, Liu Shaoqi en tête, avaient préparé un rapport qu'ils demandaient d'approuver à main levée, en principe à l'unanimité. Au lieu de cela, Mao a proposé que le rapport ne soit pas présenté et lu directement en plénum mais qu'il soit distribué à l'avance et discuté en groupes dans les différents sous-comités par ces cadres, qui sont les plus proches des situations locales. Le rapport est ensuite corrigé sur la base de cette discussion, mais Mao doit peser de tout son poids pour changer une procédure normale pour les autres dirigeants.

Une autre initiative politique de Mao est, entre 1963 et 1965, le *Mouvement d'éducation socialiste*. Là encore, son idée est qu'à partir d'une mobilisation par le bas, les cadres de base vont développer des compétences critiques et autocritiques pour rectifier les erreurs et inventer politiquement de nouvelles voies. À l'inverse, pour les autres dirigeants centraux, le Mouvement d'éducation socialiste est conçu comme une opération dans laquelle des « équipes de travail » composées de dirigeants intermédiaires et supérieurs sont envoyées d'en haut pour discipliner les cadres de base. Le point de divergence est toujours le même : la capacité autonome à corriger les insuffisances de l'expérimentation, contre une position dirigiste.

En tout cas, **Mao est très isolé**. Lors de la célèbre conversation de l'été 1965 avec André Malraux, rapportée dans ses *Antimémoires*, Mao lui dit : « Je suis seul ». Malraux remarque : « Vous avez souvent été seul », et Mao répond : « Je suis seul avec les masses ». Au-delà de l'invention littéraire, Malraux saisit bien un point-clé de la situation.

La critique de « Hai Rui »

Yao Wenyuan écrit sa critique de *La destitution de Hai Rui* vers l'été 1965, au moment où Mao dit à Malraux qu'il est « seul avec les masses ». Pour sortir de l'isolement, Mao n'a pas de plan clair et ne peut compter que sur très peu d'alliés. Il ne prend pas l'initiative mais soutient l'essai de Yao Wenyuan, promu par Jiang Qing et Zhang Chunqiao, le lit et suggère probablement des corrections. Il l'évalue positivement, mais ni lui ni Jiang et Zhang ne prévoient qu'il pourrait déclencher un moment aussi décisif.

L'objet du litige est, comme on le sait, un drame historique, ou plutôt un opéra de Pékin de style classique, écrit par un célèbre historien, Wu Han, au lendemain de la conférence de Lushan. L'œuvre *La destitution de Hai Rui* a ensuite été retravaillée et mise en scène en 1962. Sans trop entrer dans les détails, qui sont néanmoins passionnants, le Hai Rui que Wu Han met en scène s'est « déplacé » encore plus à droite ; il n'est plus du tout celui qui a pu s'opposer à l'empereur, mais il est surtout celui qui défend les paysans, en l'occurrence des paysans qui, dans le drame, sont des masses amorphes seulement capables de s'agenouiller devant le grand fonctionnaire pour implorer son intervention en leur faveur.

Comme le montre Yao en détail, l'épine dorsale de l'intrigue, des personnages et des dialogues de ce drame historique est l'impuissance politique des paysans et l'omnipotence des fonctionnaires. Hai Rui est toujours prêt à écouter les plaintes de la plèbe et à punir les fonctionnaires corrompus, mais il est finalement démis de ses fonctions parce que ses ennemis, ceux qui oppriment les paysans, le dénigrent et veulent se débarrasser de lui.

Le texte de Yao est très bien écrit. Les aspects théâtraux, politiques et historiographiques sont examinés avec une grande compétence et une grande capacité d'analyse. Outre le fait qu'il démonte, à l'aide d'outils philologiques raffinés, l'image d'un personnage historique défenseur infatigable des paysans, en démontrant qu'il était au contraire aussi répressif que ses propres ennemis, Yao met l'accent sur un point essentiel : *Hai Rui démis de ses fonctions* met en scène l'impuissance structurelle des paysans par rapport à la politique et à l'État.

Il est extraordinaire que les questions soulevées par la critique d'un drame historique aient suscité une tension intellectuelle et politique aussi intense que celle qui a conduit à la Révolution culturelle.

Une première raison tient aux **qualités intrinsèques du théâtre**, dans lequel la dimension proprement subjective des personnages, ce qu'ils font et disent sur scène, importe bien plus que ce qu'ils « représentent ». En ce sens, l'angle d'attaque de la critique de Yao est proprement théâtral. Dans un premier temps, Yao analyse les déclarations des personnages sur scène, avant qu'ils ne « représentent » certaines figures sociales. Yao traite les dialogues de *La destitution de Hai Rui* comme des déclarations politiques. Ceux du grand fonctionnaire sont des déclarations d'omnipotence politique, ceux des paysans d'impuissance totale.

Il y a aussi un **trait caractéristique de l'opéra de Pékin**, celui qui intéressait tant Brecht, comme exemple de « distanciation ». Dans l'opéra de Pékin, les personnages, les dialogues et les mouvements sur scène n'ont pas grand-chose de « naturaliste », ils sont même très formalisés, ce qui accentue les enjeux subjectifs de la situation théâtrale. Il faut aussi considérer que l'idée de critiquer le drame de Wu Han vient initialement de Jiang Qing qui, dans ces années-là, mène une grande réforme de l'Opéra de Pékin, celle qui a donné naissance aux fameux « Opéras modèles » sur les thèmes de la lutte révolutionnaire. Dans le groupe qui promeut initialement cette critique, il y a donc certainement des évaluations et des réflexions au sein du théâtre. Il est probable que Jiang Qing ait elle-même inspiré cet angle critique de l'essai de Yao.

La critique de Yao, précisément en s'adressant directement au terrain théâtral, réussit à contourner le cadre historiciste de classe qui a constitué l'« **obstruction** » de la **politique paysanne du Parti communiste** - la catégorie que vous proposez dans vos notes d'étude semble très efficace ici - et qui bloque également un bilan de l'affrontement de Lushan pour la gauche. Dans les catégories du « classisme » et du « matérialisme historique », la subjectivité politique de la paysannerie est inexistante. La limite interne, ou l'obstruction comme vous le proposez, est qu'en termes d'histoire de la lutte des classes, la place de la paysannerie dans le socialisme est loin d'être évidente. La classe avancée est le prolétariat, la paysannerie est un allié qui suit la voie ouverte par le prolétariat et son parti. Au lieu de cela, Yao va directement au cœur du problème, examine les déclarations, ou plutôt les intentions subjectives que les personnages déclarent. Non pas que Yao exclue la perspective de classe, mais il se concentre d'abord sur les positions subjectives des personnages. De cette manière, il va au cœur de l'affrontement de

Lushan six ans plus tôt, qui était resté « obstrué » par la vision classiste et les lois du développement historique.

La position de Wu Han est exemplaire à cet égard. Il est parfaitement au courant de ce qui s'est passé à la conférence de Lushan - il est en contact indirect avec la direction du parti - et dans le drame, il met en scène bien plus que le « renvoi » d'un ministre ; il saisit en effet à travers la « fable théâtrale » l'essence de la confrontation subjective qui a eu lieu en 1959, même s'il prétend ensuite que le drame n'a rien à voir avec cette confrontation.

D'autre part, **Wu Han est avant tout un historien**, et lors de la controverse ouverte par la critique de Yao, il réitère ce qu'il avait écrit sur Hai Rui dans un long essai historiographique rédigé à l'occasion de la Conférence de Lushan. Wu se défend contre la critique de Yao principalement avec les arguments des « rapports de classe » et du « développement de l'Histoire ». Selon lui, les paysans ne représentent pas les nouveaux rapports de production et ne peuvent donc pas, en tant que « classe », promouvoir le « développement des forces productives ». Hai Rui, en revanche, précisément en vertu de sa bienveillance à l'égard des paysans qui demandent grâce, atténue l'oppression de classe et favorise les forces productives, ce qui implique nécessairement le progrès de l'Histoire.

Il faut dire que **la critique de Yao Wenyan** n'exclut pas pour autant la perspective classiste. Elle la met en veilleuse, parvient à contourner ses effets les plus paralysants, mais ne peut l'exclure. Ce qui, une fois de plus, constitue une « obstruction » dans la controverse qui s'ensuit. Rappelons qu'il y a une grande effervescence dans le monde intellectuel chinois, et qu'on estime à 10.000 le nombre de textes qui parviennent aux journaux de la part de lecteurs qui participent avec passion au débat. Une grande participation, si l'on tient compte du fait que les thèmes abordés exigent une certaine culture historiographique. Je crois que le débat est stimulé précisément par l'ouverture théâtrale. C'est de là que viennent les positions les plus originales dans ce débat, c'est-à-dire celles qui touchent aux nœuds subjectifs du drame de Wu Han. Les critiques du *La destitution de Hai Rui* dans une perspective « classiste », en revanche, freinent le débat, produisent peut-être des articles de « gauche » plus incendiaires, mais sont confrontées aux contre-objections de la « droite », telles que celles, mentionnées plus haut, de Wu Han sur le « développement de l'Histoire » que seulement les « fonctionnaires honnêtes » et non pas les paysans peuvent promouvoir.

En définitive, c'est là aujourd'hui le cœur idéologique de la politique du PCC à l'égard de la paysannerie chinoise : en tant que « classe », ils ne sont rien, et tout ce qu'ils ont pu inventer il y a quelques décennies, avec la création de nouvelles institutions politiques dans les campagnes, n'est qu'illusion, fanatisme qui a conduit à la catastrophe. Mais sous la direction de fonctionnaires clairvoyants et bienveillants, qui les ont libérés de l'oppression des Communes populaires qu'ils avaient eux-mêmes inventées dans leur retard, les paysans peuvent enfin apporter aujourd'hui leur contribution au développement des forces productives, c'est-à-dire de l'Histoire : ils peuvent le faire en devenant des travailleurs migrants, une force de travail bon marché, se déplaçant sans cesse d'une usine à l'autre (le temps de travail moyen chez Foxconn est de trois mois), des marchandises interchangeables sur l'un des marchés du travail les plus flexibles au monde, mais aussi l'un des plus rigoureusement disciplinés.

La destitution de Hai Rui anticipe le sort que les paysans chinois connaîtront, une fois leur « fanatisme petit-bourgeois » éliminé et la domination capitaliste rétablie.



[SITUATION INTERNATIONALE]

Nous publions ici la seconde tribune de Sol V. Steiner sur la situation israélo-palestinienne.

Sol V. STEINER : DÉCOLONISER LES CONSCIENCES - LE SIONISME EN QUESTION (2)

La première tribune a traité du séisme ouvert par les événements du 7 Octobre 2023 pour l'État d'Israël et les Israéliens. Le 7 Octobre a produit, entre autres, une béance irréversible dans le dispositif idéologique du sionisme entre promesses et dénis. La promesse du nouvel État comme garant sécuritaire « pour les juifs du monde entier » a volé en éclat tandis que le déni structurel de l'existence du peuple palestinien révèle une histoire falsifiée - dont le mythe du « retour sur la terre sacrée » - pour mieux cacher le fait colonial.

Décoloniser le narratif sioniste, cerner ses failles, débusquer les torsions multiples entre mythologie et réel, tel est le sujet de cette tribune.

Remarque

Le Hamas a demandé officiellement et publiquement « pardon » au peuple Palestinien pour les souffrances subies par la guerre meurtrière de l'État Israélien menée en réponse à l'intervention sanglante du 7 octobre 2023.

Le carnage du Hamas se révèle être ce qu'il est : **la pire des pires des impasses politiques** pour le peuple palestinien, Gaza étant devenu le théâtre d'une destruction jamais vue jusqu'alors. Les chiffres sont terrifiants : en l'espace de sept mois, plus de 33. 000 Palestiniens ont été tués. Le nombre d'enfants tués, on ne le sait plus. Les déportations et déplacements de populations, non plus. La famine s'installe. (Pour ma part, je n'arrive plus à lire les témoignages et reportages sur le terrain)

Les Africains ont un proverbe « *Quand on se noie, on s'accroche aux crocodiles* ». Les crocodiles sont, en l'occurrence, de très mauvais « amis » pour ceux qui tentent de maîtriser le courant. Dont acte.

Liminaire

« La question palestinienne » est revenue, dans les pires conditions, hanter ceux qui ne cessent de la nier depuis 75 ans. Son retour affirme une vérité qui s'impose comme son réel.

Aucune armée, aucun mur, aucune loi fondamentale suprémaciste, aucune mythologie messianique ne protégera un pays qui décide, pour judaïser une terre arabe, d'effacer jusqu'aux traces de la mémoire du peuple habitant.

Rendre la justice au peuple palestinien meurtri, humilié, dépouillé, déporté, déplacé, ne pourra s'opérer sinon dans un processus de décolonisation du sionisme.

Pour les Israéliens qui veulent vivre en paix, en égalité et en justice avec leur voisin, dans le respect des identités et des histoires, décoloniser leur histoire sont les mots de leur devenir.

1. Jonathan Glazer et l'esprit colonial

Dans un article du *Monde* du 30 janvier 2024, le réalisateur Jonathan Glazer s'exprimait à propos de son film *la Zone d'intérêt* :

« *Nous avons besoin que cette catastrophe ne soit pas un moment calcifié de l'histoire, qu'elle ne soit pas dans une bulle d'ambre, nous avons besoin qu'elle nous guide pour le temps présent. Le couple Höss¹ nous dit quelque chose, par exemple de l'esprit de la colonisation. Il se considère comme un élément pionnier de l'implantation germanique à l'Est, du Lebensraum qui a été*

¹ Couple nazi, Hoss étant le gardien du camp d'Auschwitz.

largement inspiré à Hitler par le concept de la "destinée manifeste américaine". »

En effet, le film de Jonathan Glazer n'interroge pas l'extermination des Juifs d'Europe, mais ce qui rend possible le fait de cohabiter, d'habiter, dans la durée, face à l'injustice systémique légitimée.

Il répond : l'esprit colonial. Ceci est une vérité que le narratif sioniste s'évertue, avec une obsession frénétique, à cacher depuis ses origines. Et Glazer de poursuivre, imperturbable, en recevant sa statuette à la cérémonie des Césars, le 25 février 2024 - l'audience est, ici, considérable :

« En ce moment même, nous nous tenons ici en tant qu'hommes qui refusent que leur judaïté et l'Holocauste soient détournés pour une occupation qui a causé tant de souffrances pour tant d'innocents. Qu'il s'agisse des victimes du 7 Octobre en Israël ou de celles des attaques incessantes qui se déroulent à Gaza, elles sont toutes des victimes de cette déshumanisation ».

C'est de **ce point de juifs antisionistes** qu'il me paraît urgent, dans les conditions de la catastrophe, d'exprimer le plus fort possible, une judaïté autonome du sionisme et fidèle à son idée d'émancipation. Cet « esprit colonial » est en fait présent dans les textes des fondateurs du sionisme, - c'est pourquoi il nous paraît judicieux de les citer - puis il disparaîtra peu après la fondation de l'État d'Israël au profit d'un narratif centré sur « le nouveau juif » à construire pour « Eretz Israël ».

1-1 Les textes du narratif sioniste

Vladimir Jabotinsky, premier leader du sionisme, dans un article daté de 1924 intitulé « le Mur de fer », écrit :

« Tout peuple indigène résistera à des colons étrangers tant qu'il n'aura pas l'espoir de se débarrasser du danger de la colonisation. » Il n'y a donc pas d'accord possible entre colons et colonisés. Si pas d'accord possible, la seule alternative pour la colonisation sioniste était de se poursuivre « sous la protection d'une force indépendante de la population locale », d'un « mur de fer que la population indigène ne pourrait franchir ».

Le vocabulaire est clairement celui du bestiaire colonial.

Benny Morris, historien israélien, dans une interview publiée le 8 janvier 2004 dans le journal *Haaretz*, dit ceci :

« Un État juif ne pouvait pas accéder à l'existence sans l'expulsion de 700.000 Palestiniens. Il fallait donc les expulser. Si le désir d'établir un État juif était légitime, il n'y avait pas d'autre choix. (...) Le besoin d'établir cet État à cet endroit était plus important que l'injustice faite aux Palestiniens en les expulsant. »

Il poursuit :

« Si la fin de l'histoire tourne au désastre pour les juifs, ce sera parce que Ben Gourion [Premier ministre d'Israël à l'époque] n'a pas réalisé un transfert complet en 1948. (...) Si l'existence d'Israël est menacée, l'expulsion sera justifiée. »

Voilà donc la pensée coloniale sioniste en elle-même.

L'idée de l'injustice faite aux Palestiniens revient comme un leitmotiv dans différents textes. Les sionistes savent ce qu'ils font et l'écrivent.

Moshe Dayan, chef d'état-major israélien, à l'enterrement d'un jeune israélien tué près de la frontière égyptienne, prononce en 1956 ce discours, certainement le plus connu, qui depuis n'a pas pris une ride.

Il pourrait s'adresser aux Israéliens de l'après 7 octobre 2023 :

« Ne lançons pas d'accusations contre les meurtriers. Qui sommes-nous donc pour leur reprocher leur haine ? Depuis maintenant huit ans, ils traînent dans leurs camps de réfugiés à Gaza et sous leurs yeux, nous nous installons sur leurs terres dans les villages où eux et leurs ancêtres ont vécu. Nous sommes une génération de colons, et sans casque d'acier, sans canons nous ne pouvons ni planter un arbre ni construire une maison. Ne détournons pas les yeux quand nous voyons fermenter la haine chez les centaines de milliers d'Arabes qui nous entourent. C'est le destin de notre génération, le choix de notre vie – être prêts, être armés, forts et durs, autrement l'épée glissera de nos mains et notre existence même partira en fumée ».

Ce texte est un manifeste.

Dayan semble s'adresser à ceux qui ne veulent pas comprendre que le kibboutz, qui incarne le début du colonialisme de peuplement, ne peut planter une tomate dans le désert sans l'intervention d'un système sécuritaire global. Sans susciter la haine de ceux à qui la terre a été volée pour... planter les dites tomates. La réaction de certains kibboutzim, après le 7 octobre 2023, déplorant la destruction de l'« Eden vert », planté à moins de ... six kilomètres de Gaza, semble donner raison au texte de Dayan. Ils ne veulent toujours pas comprendre.

Comment peut-on parler de « rêve » sioniste s'il doit chasser de la terre celui qui y habite et impose de se barder de murs par peur de l'autre qu'il a chassé ? L'utilisation du mot *rêve* ne recouvrerait-elle pas

celle du mot *cauchemar* ?

Il y a dans les mots de Dayan **les prémisses du cauchemar à venir**, une déploration de tragédie grecque sinon que le *fatum*, ici, le destin, est le choix singulier d'une vie de colon. Dayan ne professe aucune référence à un texte messianique pour justifier le choix de cette vie, sous le signe du glaive et du casque d'acier. Ce texte ne laisse d'étonner par sa vérité lapidaire : les terres « vierges » à fleurir du désert n'existent que dans la bouche des colons. Et le prix de cette mythologie a un nom : la guerre.

Ainsi Golda Meïr, Première Ministre socialiste, est à l'origine de cette phrase célèbre qui date de 1969 :
« *Qui sont les Palestiniens ? Je ne connais personne de ce nom. Ils n'existent pas.* »

Tel est l'ADN du sionisme.

1-2 Le totem Balfour

La déclaration Balfour de 1917 écrit :

« Le sionisme, qu'il ait raison ou pas, qu'il soit bon ou mauvais, est enraciné dans des traditions anciennes, dans les nécessités présentes, dans des espoirs d'avenir, dans tout un ensemble bien plus important que les désirs et les frustrations des 700.000 Arabes qui vivent aujourd'hui sur cette vieille terre ».

Cette déclaration Balfour confère au futur État sioniste, avec **le cynisme dû au rang de la puissance impériale anglaise**, le blanc-seing exigé pour sa légitimité. Mais c'est aussi un magister sur les signifiants du colonialisme.

La déclaration dit que le sionisme -versus le colonialisme - n'a de comptes à rendre à personne. Il est au-delà de toute morale. Au-delà de toute justice. Il EST, il est l'Empire, avec ses mythologies, ses messianismes, son vouloir. **Ce totem ontologique et politique** justifierait donc l'arrogance de l'injustice faite aux 700.000 Arabes expulsés. La « question arabe » palestinienne serait reléguée dans la rubrique « pertes et profits » de la colonisation sioniste ainsi légitimée. Passation de pouvoir entre la puissance impériale anglaise, dominant l'époque, et l'État sioniste en devenir. Le sionisme étant de quintessence européenne, il sera un élève, fidèle, du colonialisme européen. Ce n'est pas une moindre des torsions du narratif sioniste que de sourcer sa légitimité à l'Occident impérial qui a autorisé sinon collaboré, par différents moyens et son silence éloquent, à la « Destruction des Juifs d'Europe » (Raul Hilberg)

1-3 Sous Israël, la Palestine

La situation ainsi nommée dans les textes évoque le titre du très beau livre (paru en 1987) d'Ilan Halévy, journaliste et homme politique juif, français et palestinien d'origine yéménite, mort en 2013, « *Sous Israël, la Palestine* ».

« Sous Israël, la Palestine », telle est bien **la vérité cachée du narratif sioniste**.

C'est **la Nakba de 1948** (pour les Palestiniens) que la mythologie messianique de la « terre donnée aux juifs » veut effacer de l'histoire et de la mémoire commune. C'est la judaïsation à marche forcée de la Palestine historique pour en faire une terre juive. Le sionisme pose le « retour » de tous les Juifs du monde sur la terre dite ancestrale d'Israël comme un princeps de son narratif mais interdit tout retour à ceux des habitants, les Palestiniens, qu'il a expulsés. C'est une autre de ses torsions qui peut expliquer sa peur (hystérique) de l'antisionisme. L'idée du « retour de tous les réfugiés palestiniens sur leur terre historique » est le cauchemar des Sionistes.

1-4 Le mythe messianique du retour

Car pour les Sionistes, pas de sionisme sans Palestine. Pas de sionisme sans retour en Palestine.

Avant la Palestine, il y a eu des tentatives de « foyer national juif » comme le préconisait Théodor Herzl dans les années 1880, pour mettre en sécurité les Juifs du monde contre la montée des périls antisémites, dans le Birobidjan en Russie, dans l'Ouganda en Afrique, mais cela n'intéressait pas les Sionistes.

Pour le retour en Palestine, le narratif doit justifier les termes bibliques de rédemption juive, de libération spirituelle et certifier son aspect messianique comme fond réel du projet de colonisation de peuplement. **L'emploi du mot refuge** relève quant à lui d'un élément idéologique qui fait le lien avec la « victimisation juive » historique, indispensable au récit sioniste. **L'idée du retour sur les traces bibliques** est plus importante que celle du refuge.

« Avec les concepts de négation de l'exil et de retour à l'histoire, l'implantation juive sioniste en Palestine sera présentée comme la restauration de la souveraineté juive, le retour du peuple juif dans un pays présenté comme le sien (et prétendument vide) et comme l'aboutissement de

l'histoire juive, l'exaucement d'aspirations millénaires. Cette approche établit une continuité, un pont entre les temps bibliques et le présent. »

Amnon Raz-Krakotzkin. *Exil et souveraineté. Judaïsme, sionisme et pensée binationale*. 2007. Éditions la Fabrique.

1-5 Les Palestiniens n'existent pas

Pour mener à terme le projet sioniste, il s'agit de faire venir un maximum de Juifs.

Mais pour s'y installer, il a fallu **centrer le narratif sur un mensonge colonial** type : « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » que résume la phrase de Golda Meir : « *les Palestiniens n'existent pas* ».

Mais dans le réel, l'expulsion, la destruction et le nettoyage ethnique des habitants de Palestine (qui existent) devaient se faire au nom du mythe d'une terre sans peuple (qui suppose qu'ils n'existent pas). Cette énième torsion a fondé l'imaginaire israélien, a nourri au biberon les générations des premiers kibboutzniks aux colons de Cisjordanie. Elle décline aussi une loi féroce ; la double appartenance à une mythologie et à un réel qui la contredit favorise un retour violent du refoulé. Qui annonce la mort qui vient.

Si les Palestiniens n'existent pas dans la mythologie sioniste, un autre, de taille, n'existe pas : le juif de l'exil, le juif de la Galout contre lequel s'est construit le nouvel État israélien.

2. Israël ou la double négation

2-1 La négation de l'exil et la fabrication du « nouveau juif »

« Le concept de négation de l'exil, indissolublement lié à celui du retour de l'histoire, met l'accent sur un mythe global qui contribue, aujourd'hui encore, à l'élaboration de la conscience israélienne. La négation de l'exil est le principe autour duquel se dessine depuis toujours, les formes de conscience, le rapport à l'histoire et la politique israélienne ».

Amnon Raz-Krakotzkin. *Exil et souveraineté. Judaïsme, sionisme et pensée binationale*. 2007. Éditions la Fabrique.

La négation de l'exil, c'est le **mépris revendiqué** du juif de la Galout (*exil* en hébreu), **du juif diasporique** : le juif exilique, le juif pâle et passif du ghetto, faible et dégénéré, orthodoxe et irrationnel. « *Le rejet de la culture de l'exil était le mot d'ordre commun, la base solide sur laquelle se fondait l'esprit du yishouv* ».

Ben Gourion fixa les règles qui devaient à l'avenir dicter l'attitude du sioniste travailliste envers la diaspora et la culture de la Galout :

« Il faut avec un nouveau mètre faire un tri dans votre vieille besace. Tout ce qui est assez grand, assez important pour notre nouvelle route, nous l'emporterons avec nous. Tout ce qui est mesquin, pourri et qui pue l'exil, nous le jetterons, et il disparaîtra avec le mauvais héritage du passé mort, afin que ce passé ne projette pas son ombre sur notre âme nouvelle et ne profane pas notre rédemption ».

Le rêve et l'histoire. Amnon Rubinstein. Calmann-Lévy.1985.

Le « juif nouveau » est jeune, fort, travailleur et productif. Pas forcément religieux. Laïc et moderne. C'est le « sabra » des temps nouveaux du sionisme. Il incarnera ce que Max Mordau, Sioniste de la première heure, appelait « le judaïsme musclé ». Short et chemise kaki, la mitraillette en bandoulière pour protéger le kibboutz, chantant autour du feu de bois, c'est l'image du sabra que le film *Exodus* d'Otto Preminger, sorti en 1960, rendra iconique.

Mordeau appellera les Juifs à se « régénérer » en prônant l'éducation physique pour faire du juif sporadique un homme fort.

Une copie... de l'école des cadres d'Uriage qui, dans le cadre de la révolution nationale pétainiste, voulait régénérer par le corps la jeunesse française corrompue par la décadence démocratique (sic).

Pour Ben Gourion, Premier Ministre d'Israël dès 1955, le sionisme est la consécration de l'histoire juive biblique. Le sionisme se réalisera par la création de « l'homme nouveau ». Pour l'homme nouveau, sur « sa terre » (sic), on construit des kibboutz, on plante des arbres et ...des tomates. C'est Ben Gourion qui radie de l'histoire juive, d'un trait de plume, deux mille ans d'exil, supprimant le Talmud pour le remplacer par la Bible. Le mot *rédemption* reste un concept religieux messianique que Ben Gourion « adapte » en messianisme national et politique.

2-2 Un Sioniste est-il encore un Juif ?

La colonisation de la Palestine par un nombre croissant de Juifs a mis en relief **une rupture radicale avec le passé juif**. Dès le début, ces nouveaux Juifs n'ont plus voulu utiliser le terme « juif » ; ils se sont voulus hébraïques. Toutes les institutions ont adopté un même langage ; elles étaient hébraïques, et non pas juives. Les Juifs qui arrivaient en Israël devaient oublier leur langue, leur histoire, leurs traditions et apprendre l'hébreu. Les caractéristiques de l'homme nouveau, du *sabra*, étaient l'hébreu, le kibboutz, le travail manuel, le retour à la terre, l'amour des racines nouvellement acquises. **La langue du yiddish**, langue du yishouv et de la Torah, donc bannie, reviendra mais pour soutenir l'idéologie victimaire.

« La judéité signifiait désormais être un Hébreu, aimer sa terre, s'éprendre de la nature, donner à la tradition une nouvelle signification nationale et sociale. »

Le rêve et l'histoire. Amnon Rubinstein. Calmann-Lévy. 1985.

Cette honte du Juif ancien - le Juif millénaire, le Juif religieux, le Juif communiste, le Juif « Yd » - amènera le sionisme à désigner le Juif diasporique responsable de l'extermination des Juifs d'Europe.

« Je considère le Génocide comme étant à l'intérieur d'une chaîne d'événements dont les caractéristiques étaient déjà fixées au début de l'exil. [...] Le Génocide est la preuve définitive et absolue de l'échec de la diaspora ».

Abraham B. Yehoshua. Pour une normalité juive. 1981. Éditions Liana Lévi.

Pour Yehoshua, **l'exil est une « névrose »**, affirmation reprise par la propagande antisémite sur la « dégénération » des Juifs. Le sionisme est la seule voie pour vivre pleinement « sa vie juive », dit l'écrivain, par ailleurs, militant de feu « La Paix maintenant » avec ses amis, également écrivains, Amos Oz et David Grossman, le trio intellectuel, connu mondialement, de l'ex gauche sioniste.

Il s'étonne de l'attachement toujours fort à l'exil des juifs, du peu d'enthousiasme pour émigrer en Israël, en 1981 :

« Les portes sont ouvertes, les possibilités sont vastes mais les immigrants n'arrivent pas. Les vagues d'immigration ont amené des êtres en détresse : des rescapés du Génocide, des réfugiés des pays arabes et des pays communistes, etc. ».

Pour une normalité juive. 1981 Éditions Liana Lévi

Les rescapés en détresse, arabe, juif et communiste seraient-ils de... vrais Juifs ?

2-3 Il n'y a pas de Juifs en Israël mais des Israéliens

La réponse à la question réside dans l'énoncé. L'État d'Israël n'est pas l'État de tous les Juifs mais celui du « nouveau Juif » pensé, construit, réalisé contre le Juif exilique et universel. **Ce « nouveau Juif » est désormais appelé israélien, kibboutznik/colon**, habitant une terre conquise par l'expulsion de ceux qui y vivaient et affirmant une suprématie juive étatique. En Israël, les « nouveaux Juifs » sont devenus israéliens, citoyens d'un État nommé *Israël*. Ils ne sont plus Juifs du point de l'histoire exilique. On comprend alors l'utilité de l'amalgame antisioniste versus antisémite. Il faut pour le sionisme garder à tout prix la nomination de l'État juif pour préserver le sionisme de toute attaque systémique par « la victimisation juive ». Toute attaque d'Israël est nommée *pogrom* et l'attaque du 7 Octobre devient un nouvel Holocauste.

2-4 Le sionisme : une double négation de l'exil juif et du Palestinien

L'État sioniste s'est construit sur une double négation réactive : **la négation du Juif diasporique et la négation du peuple palestinien**. Négation de l'exil pour le premier, mise en exil pour le second. Cette structure de continuité dans la double négation induit le refus du multiple et sacre le primat identitaire de l'Un. Ce double refus s'incarne sous la forme d'une monade articulée sur un binarisme simpliste : eux et nous. Eux contre nous. Nous et eux. Cet édifice ne peut que soutenir l'amplification des racismes et antisémitismes. Il est dangereux pour le respect des peuples et des identités. De ce point, le Juif diasporique ne peut pas ne pas être antisioniste. Il soutient son frère d'exil.



[LETTRES DU MONDE]

DIOGO FAIA FAGUNDES : *LES DEUX SINGULARITÉS DU BRÉSIL OU : COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?*

Diogo Faia Fagundes, étudiant de troisième cycle en philosophie du droit à l'Université de São Paulo, est membre de la *Brigade de la Longue Marche* (BLM).

La longue lettre que nous a envoyée Diogo Faia Fagundes est une analyse critique très détaillée de la situation politique au Brésil, de ses spécificités, de son histoire qu'il périodise et de l'actuel affrontement vicié entre le bolsonarisme qualifié de néofasciste et le pétisme (du nom du Parti du Travail de Lula) qui a fini par s'absorber dans l'État néo-libéral et ne se soutient plus que de l'argument défensif et donc faible de « la réaction à la réaction bolsonariste ». Il esquisse à la fin quelques raisons de croire que puisse se lever au Brésil le renouveau d'idées communistes permettant d'échapper à l'opposition parlementaire délétère entre bolsonarisme et pétisme.

La situation politique brésilienne retient l'attention de tout observateur extérieur depuis au moins une décennie. Comment le gouvernement dirigé par le Parti des Travailleurs (PT), qui a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, a-t-il pu être renversé si facilement par un coup d'État ? Est-il vrai que Lula, homme d'État de renommée internationale et Président le plus populaire du monde à un moment donné, a été emprisonné pour corruption ? Pourquoi l'économie prospère et prometteuse de l'un des pays considérés comme émergents a-t-elle engendré une crise économique brutale ? Comment un pays avec une gauche électorale aussi forte est-il devenu le berceau de l'un des mouvements néofascistes les plus réactionnaires au monde, dirigé par Jair Bolsonaro, probablement l'aventurier le plus grossier, le plus ignorant et le moins qualifié qui ait jamais été à la tête d'un État, quel qu'il soit ? Et, pour couronner la saga du héros racheté, comment Lula a-t-il pu revenir triomphant face à son adversaire ?

Pour comprendre ce tableau dramatique digne du mauvais cinéma, la simple anecdote journalistique ne suffit pas. Il nous faut approfondir. Mais d'abord, il faut **clarifier la situation actuelle**, marquée par un nouveau gouvernement Lula après les élections serrées de 2022.

Huit points

1

Lula n'a pas été libéré de prison à la suite d'un vaste mouvement de masse de la gauche. Les dérives judiciaires et le caractère partisan du mouvement anti-corruption qui l'a mis derrière les barreaux (opération *Lava Jato*, « *lavage express* ») étaient connues depuis longtemps. Malgré les mérites d'un courant d'opinion militant et persistant autour de la lutte pour sa liberté, l'élément décisif pour son retour dans le jeu électoral a été le changement de position d'un secteur des classes dirigeantes brésiliennes.

Après s'être lancée dans la candidature d'un dangereux aventurier, on a assisté à une prise de distance significative d'une partie de la grande bourgeoisie vis-à-vis du gouvernement de Bolsonaro lorsque celui-ci a commencé à saboter l'effort public de vaccination et à appeler son mouvement de masse à défier les institutions et à flirter avec le coup d'État. Ce côté excessif et instable du bolsonarisme a conduit à comprendre que seul Lula serait un leader populaire d'une stature suffisante pour battre Bolsonaro dans les urnes et empêcher une dégradation institutionnelle qui créerait des risques pour les entreprises de nombreuses personnes - y compris *Globo*, le plus grand groupe de médias et de "culture" du pays, un

véritable monopole, à la pointe à la fois de la campagne pour emprisonner Lula et de la bataille pour sa victoire électorale contre Bolsonaro en 2022.

2

La victoire électorale de Lula lors d'un second tour très difficile contre Bolsonaro (avec une différence de seulement deux millions de voix) a été marquée par l'extrême ampleur des alliances, symbolisée par le vice-président, Geraldo Alckmin, ancien dirigeant du PSDB (le parti qui était le principal adversaire du PT avant l'émergence de Bolsonaro) et par le rapprochement avec *Globo*. La position américaine de Joe Biden contre toute tentative de coup d'État de Bolsonaro (puisqu'il est un partisan fanatique de Trump) a également conduit l'armée à hésiter sur les plans putschistes.

Ce large arc de soutien s'est appuyé sur la disjonction "démocratie vs dictature", qui correspond à la propagande idéologique des États-Unis et de l'"Occident" à l'égard de leurs ennemis.

3

Il faut noter aussi l'**absence de programme cohérent** dans la campagne électorale. La principale émotion mobilisée par Lula, outre la crainte d'une éventuelle dictature, a été la nostalgie de ses premiers gouvernements. Pratiquement aucune proposition n'a été avancée, si ce n'est un vague appel à revenir aux bons moments, garanti non pas par un ensemble d'idées articulées, mais par la seule présence physique de Lula. Il s'agit sans aucun doute de l'élection où il y a eu le moins de débats d'idées ou de programmes d'État de la dernière République brésilienne.

4

À la tête du gouvernement, **quelles sont les initiatives du nouveau gouvernement Lula ?**

D'une part, le retour des anciennes politiques sociales, démantelées par le gouvernement Bolsonaro. L'État est en train de se reconstruire après des années de démantèlement intense.

De l'autre, le maintien de l'agenda libéral qui hégémone le pays depuis le coup d'État contre Dilma Rousseff (2015-16). Cet agenda, baptisé par le gouvernement de Michel Temer (le vice-président de Rousseff qui a pris le pouvoir après le coup d'État) comme le "Pont vers l'avenir", reste intact. Aucune des "réformes" approuvées (réforme du travail, réforme de la sécurité sociale, privatisation d'entreprises publiques telles que les raffineries Eletrobrás et Petrobrás) n'a été annulée. L'agenda économique continue sur la même voie, visant à réduire les déficits (en étant obsédé par la réduction de la dette publique), à réduire la taille de l'État-providence (les dépenses de sécurité sociale et les plannings obligatoires en matière de santé et d'éducation sont à nouveau ciblés comme des obstacles) et à attirer les investissements étrangers grâce à un bon environnement des affaires.

La première année de la nouvelle administration a été marquée par l'élaboration d'un nouveau plafond de dépenses publiques, redoublant l'engagement en faveur de l'austérité budgétaire qui a caractérisé la politique économique brésilienne depuis la crise économique du milieu de la dernière décennie.

5

L'esprit de conciliation et d'apaisement, si typique de Lula, s'est intensifié depuis sa sortie de prison. Au lieu d'un Lula plus audacieux, nous avons un gouvernement aux horizons plus reculés. Un exemple typique est la manière dont le gouvernement a traité les putschistes (à la fois ceux qui ont ouvertement tenté le coup d'État du 7 janvier 2023 et les militaires dont il a été prouvé qu'ils avaient conspiré contre les urnes et le processus électoral) : aucune sanction n'a été infligée aux militaires impliqués dans des conspirations. Elle a externalisé le contentieux politique contre les putschistes vers le judiciaire, dépolitisant la question. A contrario, par peur de la confrontation, l'administration fédérale n'a même pas fait de déclaration publique le 1er avril, date du coup d'État militaire de 1964 ! Tout en enfermant les mouvements de gauche dans la querelle de la mémoire du pays, les militaires restent libres de célébrer leur version des faits, réécrivant l'histoire à leur guise.

6

Le point précédent indique que **l'actuel gouvernement Lula suit le même scénario** que sa première victoire en 2003, lorsque, contre les attentes de la gauche, il n'a annulé aucune privatisation ni mené aucune réforme structurelle dans le pays.

Il se trouve qu'à l'époque, le mouvement néofasciste n'était pas aussi fort et mobilisé qu'aujourd'hui (avec des gouverneurs de certains des principaux États du pays, dont São Paulo, ainsi qu'une forte présence au sein du corps législatif), que la situation internationale était beaucoup plus confortable en raison de la croissance accélérée de la demande de produits de base en provenance de Chine et que le Congrès (notre parlement) n'avait pas encore acquis autant de force et d'autonomie économique qu'il en a aujourd'hui. Les divisions de la société brésilienne restent fortes, comme l'indique le faible taux d'approbation du gouvernement (35 %), qui ne lui permet pas d'espérer un retour à une période de large popularité.

7

Cette situation est préoccupante car les attentes des secteurs les plus démunis étaient grandes. Ils imaginaient une amélioration rapide de leurs conditions de vie, ce qui ne s'est pas produit et ne se produira pas. La frustration à l'égard du gouvernement - seul obstacle immédiat au retour de l'extrême droite - pourrait conduire à une situation catastrophique. Ni le gouvernement, ni les partis de gauche (devenus des appendices de l'État) ne font preuve d'initiative politique et se contentent de gérer une situation dangereuse. L'intelligentsia n'est pas critique et s'aligne généralement de manière inconditionnelle sur le gouvernement au nom de la démocratie. La peur domine les subjectivités politiques. Les partis de gauche, simples machines électorales, perdent leur capacité à formuler des stratégies ou des programmes majeurs et sont réduits à représenter au parlement les revendications des "minorités" (femmes, noirs, gays, lesbiennes, etc.) et des "droits de l'homme", de manière segmentée, sans vision globale d'une alternative à l'ordre actuel.

8

Ce qui rend encore Lula unique en tant que leader politique, ce sont ses liens avec le mouvement syndical, ses liens étroits avec la population la plus pauvre (en particulier dans le nord-est, la région la plus pauvre du pays, d'où Lula, comme de nombreux travailleurs de São Paulo, a émigré) et sa position relativement indépendante en matière de politique internationale.

Cependant, jamais auparavant le mouvement syndical brésilien n'a été aussi affaibli (la preuve en est l'échec public de l'action menée par Lula le 1er mai) tandis que les mérites en matière de politique étrangère sont plus l'effet de la rhétorique que d'une articulation cohérente dans le leadership du sous-continent. Ces qualités seraient d'ailleurs forcloses en cas de décès de Lula. Son successeur probable, Fernando Haddad (candidat en 2018, lorsque Lula ne pouvait pas se présenter), est un universitaire technocrate qui se comporte comme une caricature de ministre de l'Économie, obsédé par la réduction des dépenses, sans lien avec le monde du travail, la population la plus pauvre ou la gauche latino-américaine plus anti-impérialiste, liée à l'expérience cubaine.



Ces huit points donnent une image synthétique de la situation difficile du Brésil. Ils peuvent sembler excessivement pessimistes, surtout face au triomphalisme autocélébré qui a marqué la position de la gauche brésilienne, mais ils expriment une vision désenchantée de la capacité de l'État brésilien à répondre aux principaux désirs des foules, ainsi qu'à éliminer les causes structurelles qui ont généré le phénomène Bolsonaro. Contrairement à la croyance populaire, le mouvement de masse néofasciste n'est pas un simple phénomène électoral, et encore moins un phénomène temporaire.

Questions de méthode

Afin de clarifier ces raisons sous-jacentes, faisons **un survol de l'histoire récente du pays**. Cette "digression" est indispensable, car l'une des caractéristiques de la faible qualité du débat politique brésilien

est l'absence d'une vision large du passé (qui se reflète dans la vision à court terme de l'avenir). Il est donc nécessaire de mettre en évidence les tendances historiques à long terme dans la configuration de l'État et de la société brésilienne. Cependant, ces tendances - qu'elles soient économiques ou "sociales" - ne suffisent pas à élucider notre problème. Au mieux, elles peuvent fournir un cadre général pour comprendre les structures et les contraintes existantes ; au pire, elles conduisent à un déterminisme économique ou sociologique.

Deux singularités

Nous compléterons la vision des structures par une analyse des **contingences politiques de l'histoire brésilienne récente**.

À notre avis, il y a deux singularités politiques qu'il faut comprendre pour avoir une vision juste de la politique brésilienne actuelle. Toute analyse qui n'isole qu'une seule de ces deux singularités conduit à de graves erreurs d'orientation politique - la plus fréquente étant de souligner la force du bolonarisme comme une excroissance à expulser facilement, ou, à l'inverse, d'hypertrophier sa dimension, en l'interprétant comme un résultat structurel et nécessaire de la formation sociale brésilienne.

Quelles sont ces deux singularités ?

1

La première est la formation de ce que nous pouvons appeler le **"camp démocratique populaire brésilien"** à la fin des années 70 et au début des années 80, dirigé par le Parti des Travailleurs naissant, mais également marqué par d'autres forces de gauche, et résultant de grèves ouvrières, de manifestations d'étudiants, de mouvements paysans et d'une opposition frontale à la dictature militaire.

Ce groupe d'organisations politiques, des mouvements pour la santé publique (qui sont à l'origine de l'actuel système de santé unifié, un acquis de la Constitution de 1988) aux organisations pour la réforme agraire (comme le célèbre *Mouvement des sans-terre*, le MST), en passant par la réorganisation de la principale organisation étudiante du pays, détruite par la dictature, l'Union nationale des étudiants (UNE), a constitué le pôle le plus combatif de la Nouvelle République brésilienne naissante, lui conférant son caractère "social" distinctif.

Nous soulignons le fait que cela s'est produit dans un contexte mondial marqué par la crise du socialisme et du marxisme.

2

La seconde singularité politique est plus récente : il s'agit du **mouvement néo-fasciste mené par Jair Bolsonaro**. Il s'agit d'une réaction directe aux administrations du PT mais, plus largement, à l'"esprit" de la Nouvelle République, consolidée dans la Constitution de 1988 et marquée par un rejet de la dictature militaire brésilienne.

Il est également le fruit d'une **série de mouvements de masse** qui ont débuté en 2013 mais qui ont pris un caractère plus directement droitier à partir de 2015 et 2016, dans le cadre du cycle de révoltes contre Dilma Rousseff. Bien que Bolsonaro soit devenu le représentant symbolique et politique le plus éminent de ce mouvement, celui-ci ne se limite pas à lui : il existe des organisations encore vivantes aujourd'hui, comme le MBL (*Mouvement Brésil Libre*), qui sont des produits directs de ce cycle de révoltes. On pourrait schématiquement appeler ce groupe d'organisations - souvent en conflit les unes avec les autres - le camp néo-fasciste.

Quatre mouvements

L'intelligibilité de la scène politique brésilienne passe donc par ces "longs détournements" à travers la naissance, la consolidation et la crise de la Nouvelle République, dans laquelle se distinguent deux corps politiques : le pétisme et l'antipétisme. Rien n'est plus dommageable dans l'analyse de la situation brésilienne que d'isoler Bolsonaro de son rôle éminemment réactif, totalement dépendant des conséquences des événements qui ont scellé le sort final de la dictature militaire.

On distinguera :

- I. les grandes tendances de la formation et de la consolidation de l'**État brésilien** (entendu au sens large) ;

- II. les grandes tendances de **la Nouvelle République** (1985 à nos jours), après la fin de la dictature militaire ;
- III. une analyse de la formation et de la consolidation de la première singularité brésilienne (**le camp de la démocratie populaire**) depuis son émergence jusqu'à son état actuel ;
- IV. une analyse du **camp néo-fasciste**, à partir de la crise de la Nouvelle République et en antagonisme direct avec le camp de la démocratie populaire. Au terme de ce parcours, nous serons en mesure de fournir quelques modestes orientations, basées sur un travail politique actuel et le bilan de cette période historique.

I - Tendances dans l'histoire de l'État brésilien

Nous nous contenterons ici d'énumérer quelques thèses. Préciser ces tendances est un impératif pour tout travail politique contemporain. L'un des "obstacles épistémologiques" essentiels de la politique brésilienne - y compris chez les communistes - consiste en l'absence d'une vision historique large du pays lui-même et en l'absorption des tâches dans l'immédiateté la plus pragmatique et la plus médiocre.

Cinq faits fondamentaux

Énumérons cinq faits fondamentaux pour comprendre le pays.

1. L'absence de résolution de la question agraire

Le pays, fondé sur **les latifundia de la monoculture d'exportation**, n'a jamais connu de réforme agraire digne de ce nom, comparable à celle des pays européens ou des États-Unis, du Japon, de la Corée du Sud (sans parler des exemples des pays socialistes). Même lorsque des réformes importantes ont intégré les travailleurs urbains (par exemple, après la "révolution de 1930"), rien de semblable n'a été fait dans les campagnes.

L'une des "réformes de base" essentielles du programme de João Goulart a été empêchée par un coup d'État militaire en 1964. L'agro-industrie brésilienne actuelle - l'une des principales forces économiques du pays - est le résultat direct de la "modernisation par le haut" menée par la dictature militaire, qui a réformé les anciennes latifundia par le biais d'entreprises publiques telles que l'Embrapa, avec un crédit agricole abondant et des subventions. Il en a résulté une concentration extrême des terres (qui explique la force du mouvement des sans-terre même après l'urbanisation du pays), un exode urbain immense et chaotique (avec la formation de grands bidonvilles et d'autres aberrations urbaines), l'inexistence d'un marché intérieur populaire et de masse comme levier de l'accumulation capitaliste et la dépendance à l'égard de l'exportation de produits agricoles sur le marché mondial.

2. L'absence de grands repères nationaux

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, qui comptent des héros de guerres d'indépendance bien reconnus par la population (comme Simón Bolívar et San Martín) ou des repères historiques forts (la révolution mexicaine de 1910), **il existe peu de symboles historiques** capables de fournir la base d'un sentiment national fort.

Notre indépendance, malgré des luttes importantes, notamment à Bahia, a été menée par un Portugais membre de la famille royale et notre transition vers la République n'a été qu'un coup d'État militaire. La construction d'un projet d'État national est extrêmement récente, puisqu'elle remonte aux années Vargas, à partir de 1930. Cela explique **le rôle très important du football et de la musique populaire** (à partir des années 1950) dans la formation de notre culture nationale.

Le manque de conscience nationale génère des phénomènes idéologiques importants, notamment ce que nous appelons le "*vira-latismo*" : un mépris pour le pays et son peuple, dans la croyance que tout ce qui vient de l'extérieur est supérieur. L'une des variantes les plus courantes et les plus répandues de ce phénomène, y compris parmi l'intelligentsia, est la croyance que le problème du pays ne réside pas dans le capitalisme ou la dépendance à l'égard de l'impérialisme, mais dans le caractère corrompu, paresseux et malicieux du peuple brésilien, ou dans un "patrimonialisme" résultant du manque de modernisation de nos élites politiques et de l'hypertrophie de l'État.

Un autre effet est la tentative constante d'appliquer des modèles étrangers comme solutions *ad hoc* : ainsi, pendant la monarchie, le système français a été copié, et plus tard, avec la République, cela a été le tour du modèle nord-américain.

Notons qu'il existe une réelle différence avec les autres pays du BRICS : ainsi, alors que l'Iran, la Chine, la Russie et le monde islamique ont des cultures et des civilisations millénaires - ce qui leur permet d'avoir des projets d'autonomie plus cohérents - le Brésil manque d'une grande vision stratégique.

Il faut cependant souligner **les séquences qui ont marqué une autre idée du pays** : les révoltes populaires des années 1910 et 1920 - avec le "tenentisme" ¹, l'art moderne brésilien, l'impact du mouvement ouvrier - qui ont marqué la fin de la Vieille République oligarchique ; et la lutte pour les "réformes de base" tout au long des années 1950 et 1960, avec un rôle actif des communistes et des secteurs populaires - en particulier la création de Petrobrás. Ce mouvement a été interrompu par le coup d'État militaire de 1964.

3. Le grand rôle des militaires et des bachareis ²

Au Brésil, deux corporations ont historiquement eu un poids disproportionné par rapport au reste de l'appareil d'État, même aujourd'hui : **l'armée et le pouvoir judiciaire**. La République a été fondée sur la base d'une alliance entre ces deux strates.

La formation des élites politiques, mais aussi d'une bonne partie de la colonne vertébrale de l'État, l'intelligentsia (y compris la philosophie) et les lettrés, provient des facultés de droit ou de l'armée. Outre les conséquences idéologiques (valorisation de l'érudition superficielle, "béletrisme" dilettante et de mauvais goût, formalisme idéaliste et conservateur), nous en subissons les effets amers dans la vie quotidienne : le système judiciaire le plus cher et le plus inefficace du monde, un énorme sentiment de caste parmi les membres de ces corporations, qui leur confère un "rôle modérateur" dans les moments de crise politique.

Rappelons que les militaires ont soutenu (sous la forme d'une menace du commandant de l'armée !) l'arrestation de Lula et ont formé l'essentiel de la composition du gouvernement Bolsonaro, y compris le désastreux ministère de la Santé au milieu du chaos de la pandémie, tout comme les juges de la Cour suprême (STF) ont acquis un rôle politique hypertrophié, décidant des grandes questions du pays dans leurs bureaux, sous une façade "neutre". Aujourd'hui, la population connaît les noms des juges de la STF plus que celui des principaux membres du Congrès !

4. La capacité d'adaptation des classes dirigeantes

Contrairement à ce que dit un mythe popularisé sur notre histoire, **le peuple brésilien n'est pas foncièrement pacifique et résigné**, et encore moins doté d'une "âme cordiale" qui l'empêcherait de désirer et de combattre les ruptures. Cependant, il faut reconnaître que l'histoire nationale est marquée par des pactes et des transitions négociés afin d'éviter toute transformation véritablement structurelle.

La capacité d'adaptation, véritable caméléon, des représentants des classes dirigeantes est vraiment impressionnante. La maxime du prince Falconeri dans *Le Léopard* ("*tout doit changer pour que tout reste comme avant*") n'a peut-être nulle part ailleurs dans le monde une telle résonance. La dictature militaire elle-même, contrairement à d'autres pays du sous-continent, n'a pas été exactement vaincue : les militaires ont négocié une transition lente, graduelle et sûre vers un nouveau régime politique dans lequel ils ne couraient pas le risque de voir leurs crimes punis. Notre premier président après la dictature militaire (José Sarney) était un président issu du parti qui soutenait le régime militaire (Arena) ! Cette caractéristique explique que **le pays n'a jamais réglé ses comptes avec les tragédies de son histoire**.

5. Le rôle de l'esclavage

La longue période de l'esclavage a non seulement laissé de profondes cicatrices dans la population noire, par le biais d'un racisme persistant (bien que plus "voilé" qu'aux États-Unis), qui se manifeste principalement dans les actions violentes de la police dans les périphéries brésiliennes et les favelas, mais elle a également érigé en dogme la répudiation du travail manuel : il existe un véritable mépris pour les emplois considérés comme inférieurs, qui se réfèrent à des activités manuelles nécessitant un effort physique.

¹ Mouvement politico-militaire de jeunes officiers brésiliens dans les années 20.

² Bacheliers en droit qui faisaient partie d'une minorité de brésiliens ayant reçu une formation supérieure et occupant une place importante dans l'appareil d'État

Cette séparation nette entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, est très prononcée dans la société brésilienne de sorte que non seulement l'**apartheid social** est très visible, mais il existe aussi des préjugés persistants et des attitudes mentales visant à inférioriser ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire ou qui ne travaillent pas dans des professions "managériales".

II - Les tendances de la Nouvelle République (1985- ?)

Depuis les mouvements populaires qui ont entamé la dernière période de la dictature à la fin des années 1970 et qui ont formé ce que nous analyserons plus tard comme le "camp populaire-démocratique", une transition s'est amorcée dans l'État brésilien, marquée par la capacité des dirigeants de la dictature militaire à quitter la scène sans avoir à payer pour leurs crimes.

Le résultat du consensus post-dictature a été cristallisé dans la **Constitution de 1988**, un document fortement programmatique, basé sur l'idéal social-démocrate d'un État-providence. Bien que la gauche ait été minoritaire dans la composition de l'Assemblée nationale constituante - le PT n'avait que 16 députés, par exemple - le climat politique du pays a été marqué par la montée des mouvements populaires, une forte prédominance des idées de gauche dans l'opinion publique et un rejet de l'héritage de la dictature militaire. Pendant longtemps, il n'y a pas eu de droite "fière" dans le pays : les partis issus de la dictature militaire ne se sont pas défendus d'être de droite. Au contraire, ils ont même essayé de s'approprier des symboles ou des noms du camp adverse. Ainsi, l'un des partis héritiers de la dictature s'appelait le Parti progressiste (PP) !

Cette situation a perduré jusqu'en 2015, avec le **coup d'État** qui a donné le pouvoir à une droite marquée par des mobilisations de rue et des organisations viscéralement anti-rouges. En 2018, elle a été définitivement enterrée avec l'élection de Jair Bolsonaro. Aujourd'hui, elle tente de se reconstruire, sous le bâton symbolique de deux figures qui se sont présentées aux élections pour des partis opposés (Lula et Alckmin), sous le slogan "*Union et reconstruction*".

Le consensus anti-dictature s'est surtout manifesté par une forte focalisation sur la "question sociale" : politiques de transfert de revenus pour les plus pauvres (la plus célèbre étant la *Bolsa Família*, inaugurée en 2003), universalisation de l'éducation de base, consolidation du système de santé unifié, prévu par la Constitution, expansion de l'enseignement supérieur, sécurité sociale sans précédent pour la population rurale, liaison des prestations de sécurité sociale au salaire minimum, etc.

Mais ce consensus s'articule aussi autour du rejet de la rhétorique du "grand Brésil" de la dictature militaire et de ses projets économiques étatistes et "autarciques". En général, la "question nationale" et le thème du développement industriel accéléré dirigé par l'État, si présents au Brésil des années 1930 aux années 1980, ont été abandonnés avec la Nouvelle République. Il en est résulté une combinaison de libéralisation économique - conforme à la mondialisation des années 1990 - et de politiques sociales, ainsi qu'une préoccupation (du moins dans le discours public, puisque la violence policière ne s'arrête jamais...) pour les droits de l'homme, la diversité et l'inclusion dans la citoyenneté.

L'horizon social-libéral et l'idéologie des droits de l'homme ont constitué le mortier idéologique qui, malgré les différences, a consolidé le noyau politique "modernisateur" du pays, symbolisé par le duo PT et PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne), qui a dominé et polarisé la scène électorale lors des élections présidentielles de 1994 à 2018. Au fil du temps, le PSDB s'est éloigné de ses origines de "centre-gauche" et a fait appel à des discours conservateurs contre la domination du PT dans les années 2000, mais il est vrai que tout cela s'inscrivait toujours dans le même consensus.

Au fil du temps, la Nouvelle République a montré des signes d'épuisement et d'incapacité à fournir l'État-providence européen promis, en raison de tendances qui convergent vers un résultat que nous pouvons résumer en une phrase : un retour à l'Ancienne République (1888-1930).

L'Ancienne République a été une période où des oligarchies politiques régionales dirigeaient un pays sans intégration ni vision nationale. Il s'agissait avant tout d'exporter du café et d'assurer la continuité d'un ensemble de forces politiques régionales qui dépendaient de l'agriculture d'exportation. Bien qu'il soit exagéré de traiter le Brésil d'aujourd'hui en ces termes, le fait est que la Nouvelle République est devenue une promesse vide en raison de phénomènes tels que la désindustrialisation précoce (qui a gravement affecté la création d'emplois de qualité et la qualité de vie dans les centres urbains) et la spécialisation de l'économie autour du modèle agro-exportateur, basé sur le soja, le minerai de fer et

d'autres produits bruts, qui sont peu transformés industriellement. L'agro-industrie est devenue le secteur le plus dynamique et le plus productif de l'économie nationale en même temps qu'elle a favorisé (et favorise encore) les régions du pays les plus fortement pro-Bolsonaro. La dynamique de l'agro-industrie a de plus en plus contribué au renforcement de l'extrême droite, en plus de la déforestation et de la destruction de l'environnement associées à l'expansion de la frontière agricole et de l'exploitation minière.

Tendances structurelles

Outre la désindustrialisation accélérée, qui fait que le pays n'est plus le "pays émergent" le plus prometteur (comme il l'était au siècle dernier), remplacé par le dynamisme industriel des Asiatiques (y compris maintenant le Vietnam) et le renforcement des tendances agraires-exportatrices, tous deux à l'origine de divers problèmes sociaux et politiques actuels, il faut considérer les tendances structurelles de ce cycle de l'État brésilien.

1. L'étatisation de la gauche et la perte de dynamisme des mouvements sociaux

Il n'existe plus de partis de gauche électoralement viables et indépendants de l'État ou des grandes entreprises. **Le PT est devenu un appendice de l'État** et ne se préoccupe plus des grandes questions stratégiques et programmatiques, comme il le faisait autrefois. Ses principaux dirigeants ne sont pas des leaders de masse, mais des gestionnaires ou des bureaucrates. Sa dépendance à l'égard du marketing électoral et de l'argent des grands oligopoles privés (banques, entrepreneurs) a donné lieu à d'importants scandales de corruption. L'orientation électorale a drainé tous les cadres du parti vers la bureaucratie de l'État.

Les mouvements sociaux les plus puissants ont perdu leur élan et sont devenus totalement otages des gouvernements du PT. Les banlieues des grandes villes ont été abandonnées et laissées à l'action du crime organisé et au travail des églises protestantes conservatrices. L'attraction exercée par le PT dans le passé, découlant de sa nouveauté et de son opposition à la politique traditionnelle, a complètement disparu.

2. Un environnement intellectuel de plus en plus à droite

Alors qu'à l'apogée du Parti communiste brésilien, du milieu des années 40 aux années 60, et même pendant la dure période de répression de la dictature militaire, il y avait une prédominance d'intellectuels progressistes dans l'édition et la culture brésilienne, **la Nouvelle République** a connu le curieux phénomène d'une gauche toujours plus forte électoralement et toujours plus faible dans les débats d'opinion et dans l'influence culturelle.

Si les intellectuels de gauche sont encore nombreux, ils sont de plus en plus confinés dans leurs domaines de spécialisation ou dans les murs de leur université. Les grands phénomènes éditoriaux **depuis les années 1990** reposent sur des noms ultra-conservateurs (comme le "philosophe" Olavo de Carvalho, grand succès médiatique puis "gourou" de Bolsonaro) et des journalistes et faiseurs d'opinion vocalisant un anticommunisme caricatural et dépassé. Symbole en est le magazine *Veja*, premier hebdomadaire du pays, qui se distingue de plus en plus par son opposition radicale à tout ce qui peut ressembler à une once de progressisme.

3. La croissance des églises pentecôtistes et néo-pentecôtistes

Fortement liée aux églises nord-américaines, la présence de grandes églises pentecôtistes dans le pays a connu une croissance fulgurante depuis les années 1980. Avec la connivence des pouvoirs publics (y compris de la gauche), ces groupes, dominés par des mafieux sans scrupules, ont une envergure commerciale, marquée par de lourds investissements dans la publicité, les réseaux de télévision et de radio. Ils sont guidés par des théologies qui valorisent l'enrichissement privé (**la "théologie de la prospérité"**) et la croissance politique contre l'État séculier (**la "théologie de la domination"**), basées sur des thèmes tirés principalement des aspects les plus moralisateurs de l'Ancien Testament. Ils élisent de nombreux députés et ont un projet politique ouvertement fondé sur des préceptes bibliques.

Leur expansion dans les périphéries brésiliennes, par le biais de l'assistance sociale et même des services de santé (dans le traitement des toxicomanes) contractés par l'État, a modifié le paysage politique et religieux du pays, qui cessera bientôt d'être majoritairement catholique. S'il y avait auparavant les communautés ecclésiales de base de l'Église catholique, liées à **la théologie de la libération** et au PT, il

y a maintenant des églises qui élisent des dirigeants d'extrême droite et qui ont été directement liées au phénomène Bolsonaro.

4. La dégradation des cadres politiques

À chaque élection dans le pays, nous entendons le même mantra : "*nous avons le pire Congrès de tous les temps*". Et la situation a toujours tendance à empirer. Les anciennes oligarchies traditionnelles ont été remplacées par des lumpens politiques préoccupés uniquement par l'obtention d'un soutien sur les réseaux sociaux à l'aide des moyens les plus sensationnels.

Une prédominance de policiers et de militaires promettant un "*law and order*" à l'américaine, des conservateurs religieux cherchant à s'attaquer aux droits des femmes ou des homosexuels, des icônes des médias sociaux formant des clans fanatiques marqués par une relation de dévotion typique des fans de football, une hyper-idéologisation des débats publics (un conseiller municipal de Rio de Janeiro, fils de Jair Bolsonaro, a tenté d'interdire les plats végétariens à l'école parce qu'ils étaient de gauche...) et **une logique de guerre tribale**, totalement dépolitisée, mais très agitée idéologiquement, générant un sentiment croissant d'usure et de manque de sérieux des cadres politiques du pays.

En effet, les décisions essentielles ne sont jamais réfléchies et décidées par le Parlement - qui a cessé d'être le lieu essentiel des oligarchies pour devenir un simple cirque et une source de divertissement pour les réseaux sociaux - qui se contente d'entériner (après avoir débloqué de l'argent) les projets imaginés par les économistes des marchés financiers, les technocrates ou les agents des médias.

5. La fin de toute trace de "bourgeoisie nationale"

Dans les années nationalo-développementistes (30-80) du siècle dernier, on parlait beaucoup d'un secteur bourgeois intéressé par le développement du marché intérieur, les travaux d'infrastructure publique, la nationalisation de l'économie, les entreprises d'État, etc.

Aujourd'hui, **la domination du secteur financier** sur l'ensemble de l'économie (y compris les secteurs "industriels") est presque totale, c'est-à-dire que tous les grands capitalistes font partie de la bourgeoisie compradore ! Les leaders politiques liés à un "capitalisme national", comme Ciro Gomes, prêchent seuls dans le désert. La puissance des oligarchies financières est telle qu'il est pratiquement inutile de parler de "classes dirigeantes" : à proprement parler, personne ne dirige la nation, puisqu'il n'y a qu'un groupe de cosmopolites sans responsabilité ni attache territoriale.



Tout cela constitue un scénario marqué par l'avitissement idéologique, la dégradation institutionnelle, la violence rurale et urbaine (nos périphéries sont le théâtre de factions criminelles occidentales et d'un terrorisme policier, parfois mélangés sous forme de "milices") et l'effacement de tout horizon d'avenir. S'il est faux de réduire la montée et la force de l'extrême droite à ce seul cadre structurel, il faut souligner les tendances structurelles qui, en dépit d'avancées sociales indéniables, ont généré l'atmosphère politique favorable aux monstres.

Nous pourrions également la décrire synthétiquement comme **une américanisation du système politique brésilien** : prédominance croissante du marketing, du lobbying et de l'argent dans la vie politique ; "guerres culturelles" idiotes visant des clientèles électorales tribales ; télévangélisme obscurantiste ; discours militariste de "l'ordre public" contraire à la loi, avec le droit d'adorer les solutions individuelles contre le crime - c'est-à-dire l'encouragement à l'armement privé ; même l'adhésion messianique à l'État d'Israël (confondu avec l'Israël biblique, par les groupes pentecôtistes), auparavant inexistante ou résiduelle, en est venue à constituer une partie importante du répertoire politique habituel du pays...

III - La première singularité : l'émergence et l'histoire du "*camp démocratique populaire*".

À la fin des années 1970, des événements politiques ont permis l'émergence de nouvelles forces politiques. L'impulsion initiale est venue en grande partie d'un mouvement étudiant très politisé, avec une forte présence d'organisations communistes, trotskistes, maoïstes, etc. Ces tendances étudiantes étaient en général le processus d'une longue décantation préparée depuis longtemps par les groupes

de gauche, généralement marxistes, qui ont privilégié le travail de masse après la défaite de la lutte armée : l'Action populaire marxiste-léniniste, le Mouvement pour l'émancipation du prolétariat, les groupements communistes (PCB, PCdoB, MR8), les différents groupes trotskistes, Polop....

Ces groupes ont mené un **travail de terrain sur plusieurs fronts** : mouvements de quartier (pour le logement, l'hygiène, les transports, etc.), mouvements contre la famine (c'est-à-dire contre la cherté de la vie) et mouvements d'éducation populaire. Il est important de préciser qu'une partie importante de ce travail s'est déroulée au sein d'organisations catholiques, marquées à l'époque par leur adhésion aux idées progressistes.

La renaissance du mouvement étudiant a été le coup d'envoi - comme c'est généralement le cas - qui a précédé la renaissance du mouvement ouvrier, à travers des grèves qui dépassaient le simple cadre économique, avec une grande adhésion et des méthodes radicales. Il s'agissait d'un phénomène unique : alors que l'on parlait de la crise du marxisme et de la crise du mouvement ouvrier en Europe, un mouvement ouvrier classique signalait les dernières années de la dictature militaire brésilienne !

Il convient également de noter la grande force de la gauche dans la vie intellectuelle et culturelle brésilienne, de sorte que certains des principaux auteurs de telenovelas (le plus grand phénomène culturel de la société brésilienne) sont issus du mouvement communiste. La collection populaire "*Grands scientifiques sociaux*" de l'une des principales maisons d'édition éducatives du pays, qui vise à initier les étudiants aux classiques des "sciences humaines", en est un bon exemple. Parmi les noms traditionnels, on trouve, outre Marx et Engels, rien moins que Lénine, Mao, Trotski, Staline et Che Guevara !

C'est dans **ce chaudron** que la vie politique du pays a été véritablement réorganisée, une grande partie de ce militantisme et de ces mouvements se retrouvant dans la grande innovation organisationnelle de l'époque : le Parti des travailleurs. Au milieu de grands débats et controverses, le parti, dirigé par le syndicaliste Lula, est parvenu, grâce à son caractère fédérateur de divers mouvements et groupements (souvent clandestins et même armés), à rassembler une grande partie de la poussée sociale de l'époque. Nous ne voulons pas nier le rôle d'autres partis et groupes, y compris le PDT de Leonel Brizola (un leader important des années 1960 qui était revenu d'exil), mais nous voulons souligner que le PT n'était pas seulement le plus récent et le plus jeune, mais aussi le plus radical (en général, les partis plus traditionnels, comme le PCB, se méfiaient d'un mouvement populaire pouvant dépasser le cadre du "front démocratique" avec la bourgeoisie libérale anti-dictature) et engagé dans le nouveau mouvement ouvrier et populaire, tout en étant plus flexible pour accueillir ceux qui n'étaient pas aussi engagés dans les organisations existantes.

Il n'est pas question ici de retracer l'histoire du PT, et encore moins de répéter la mythologie que le parti lui-même raconte pour légitimer sa nouveauté radicale (nous verrons qu'une grande partie de la "nouveauté" du PT est morte sur la plage ou n'a pas passé l'épreuve de l'histoire), mais il importe que, depuis au moins 1989, cette organisation ait galvanisé le leadership pratiquement incontesté de la gauche brésilienne. Les autres partis n'ont réussi à être des alternatives qu'au niveau régional (comme le PDT à Rio de Janeiro) et ont consciemment joué un rôle de subordination et de soutien à un bloc de forces dirigé par le PT - comme dans le cas du PCdoB, un parti avec une "ligne albanaise" qui, initialement assez sectaire contre le PT, est rapidement devenu son allié le plus fidèle.

D'abord marqué par une très forte orientation "ouvriériste", **le parti devient très vite une formation nationale**, regroupant des secteurs populaires de l'Église catholique engagés dans le travail populaire à la campagne et dans les quartiers périphériques. En tenant compte de la multiplicité des tendances idéologiques au sein du parti - notamment la forte présence de trotskistes - il se présente comme une alternative à la fois à la social-démocratie et au travaillisme varguiste (fort dans les années 1950 et 1960 et représenté par Brizola) et au communisme (associé à l'autoritarisme). Dans le contexte brésilien de la lutte contre la dictature, la qualité "démocratique" était fortement soulignée, tant d'un point de vue idéologique (critique du stalinisme, du maoïsme ou du castrisme) que de l'organisation interne, avec un fort accent "basiste" (structures horizontales, dirigeants élus par la base, etc.).

Une conception tout à fait classique du parti domine : il serait un représentant de la classe ouvrière et de ses alliés (paysannerie, petite bourgeoisie, etc.), capable de donner un projet politique sur l'État (en gagnant les élections) aux multiples mouvements sociaux (le nouveau syndicalisme, le mouvement étudiant, le mouvement paysan, le mouvement pour le logement, etc.). Cette configuration, toujours en vigueur aujourd'hui, est appelée "camp de la démocratie populaire". Elle a permis au thème du "parti de la classe ouvrière" et de la lutte des classes (bien que sur un ton réformiste et sans jamais viser quelque chose comme une dictature du prolétariat) de rester en vigueur même avec l'effondrement du

socialisme réel et la fin de ces représentations en Europe occidentale, qui a connu la fin du "classisme" dans le discours politique tout au long des années 80 et 90.



Périodisons l'évolution politique du « camp démocratique et populaire, principal phénomène politique au Brésil pendant la Nouvelle République, selon l'objectif du Parti.

Pour cela, nous avons identifié cinq phases.

1) Phase antimonopoliste, anti-impérialiste, anti-proprétaire (87-94)

C'est la période la plus "marxiste" du Parti, dans laquelle les influences de la terminologie et des points de vue classiques de la gauche sont clairement plus nombreuses. Le document clé est la fameuse orientation stratégique établie lors de la cinquième réunion du Parti (en 1987) - à ce jour le document stratégique le plus soigné jamais produit par le Parti - qui peut être résumée comme **une mise à jour de la "stratégie chilienne" vers le socialisme**, un "socialisme démocratique" par le biais de victoires électorales accompagnées de vastes mouvements de masse visant à réformer la structure de la propriété et du pouvoir (réforme agraire, réforme urbaine, lutte contre les monopoles privés, démocratisation des médias, nationalisation du système financier...). Sa matérialisation la plus réussie a été l'impressionnante campagne de Lula en 1989, au cours de laquelle le Parti s'est consolidé en tant que leader de la gauche.

2) Phase de l'anti-néolibéralisme (95-2002)

À partir de 1995, suite à la défaite électorale au premier tour en 1994, on assiste à un "aggiornamento", dans lequel la figure de José Dirceu (ancien militant de la lutte armée, fortement lié à Cuba) joue un rôle important. Il ne s'agit plus de s'attaquer aux fondements du capitalisme dépendant et autoritaire brésilien, mais de construire une coalition contre le néolibéralisme, cette variante du capitalisme marquée par les privatisations, la faiblesse des investissements publics et la domination de la finance. Bref, de générer un "capitalisme productif", en alliance avec les groupes industriels qui s'opposent au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC), parce qu'il est allé trop loin dans l'ouverture commerciale, la désindustrialisation et la dénationalisation.

Il s'agissait d'un **retour à un thème classique de la gauche brésilienne**, très influent dans les formulations de l'ancien PCB : il faut soutenir un capitalisme pro-développement et pro-nation contre un capitalisme servile. Avec cette ligne, le Parti maintenait toujours une opposition apparente à l'ordre et mobilisait une alliance pour la "production" contre les secteurs rentiers et prédateurs.

3) Phase de la lutte contre la pauvreté (2003-2015)

Bien que la ligne anti-néolibérale ait été la clé du discours pendant les années d'opposition à FHC et la campagne victorieuse de 2002, dans la pratique, lorsque le Parti est arrivé au pouvoir, il y a eu un nouveau changement. Cela s'est traduit par **un nouveau repli** : désormais, même le "marché financier" et les "rentiers", considérés comme les méchants du développement, faisaient partie de l'alliance, puisque l'objectif principal était simplement de réduire l'extrême pauvreté et la misère. La politique économique se poursuivait sous la houlette du "marché" et des néolibéraux, à condition qu'elle permette la réalisation des politiques sociales contre la faim et les autres maux. C'est **la victoire du social-libéralisme**.

Cette ligne sociale-libérale s'est infléchi vers la gauche après 2006, avec le changement du ministère des finances. Tout en maintenant la politique de ne pas annuler les privatisations du gouvernement précédent, ainsi que la politique pro-finance de la Banque centrale, l'accent a été mis davantage sur :

- a. la croissance réelle du salaire minimum ;
- b. la croissance des entreprises d'État et des banques publiques, y compris les politiques de crédit subventionné et de contenu national.

Ces deux facteurs, qui renforcent les positions du "capitalisme d'État" dans l'économie, en particulier Petrobras, ainsi qu'un faible taux de chômage et des salaires en hausse (augmentant plus que la productivité et réduisant la rentabilité des entreprises), combinés à une politique étrangère indépendante

en faveur de l'unité sud-américaine (attaquée par les médias comme "tiers-mondiste"), ainsi qu'à la méfiance à l'égard des mouvements sociaux, ont suffi à susciter l'antagonisme de la droite. Oui, **c'est la droite qui a repolitisé le pays**, ramenant l'antagonisme ! Dans ce contexte, nous avons le coup d'État, fomenté depuis la victoire de Dilma fin 2014, matérialisé par de grands mouvements de masse au contenu très réactionnaire.

L'idée des leaders des manifestations (l'oligopole de la presse et le PSDB) était d'utiliser les manifestations contre la corruption, en profitant de la crise économique, pour reprendre le contrôle du gouvernement. Ils étaient loin de se douter qu'en mobilisant des masses de la classe moyenne anti-protestatrice, ils alimentaient un fascisme résurgent qui allait les dévorer... Ils ont abattu l'arbre même sur lequel ils se trouvaient.

4) Phase anti-coup d'État (2015-22)

Les années qui ont suivi le coup d'État et l'emprisonnement de Lula ont été marquées par une intense re-politisation du PT, qui a renoué avec un discours plus militant et combatif. Il a même flirté avec l'idée d'un "retour aux sources". En général, ces années ont vu l'attraction de nouveaux militants et le retour d'anciens. Même les partis qui étaient apparus comme une scission en raison de l'orientation sociale-libérale du gouvernement (comme dans le cas du Parti Socialisme et Liberté, PSOL), se sont rapprochés de leur base d'origine.

Le retour à une pratique d'antagonisme avec la droite et les persécutions subies par le camp populaire ont eu pour effet d'aérer l'atmosphère et de donner un air radical et antisystème au camp de la démocratie populaire. Il a aussi eu pour effet de générer des illusions sur une prétendue radicalisation et un "virage à gauche" du parti et de Lula, ce qui s'est avéré très frustrant pour certains quand, une fois de plus à la tête de l'État, le seul virage a été dans la direction opposée - un nouvel abaissement des perspectives...

5) Phase de l'antifascisme (2022-....)

La lutte contre Bolsonaro marque la dernière étape de l'évolution du PT qui, à l'exception du bref intérim anti-coup d'État, a eu un *telos* très clair et prévisible pour beaucoup : modération constante et adaptation à l'ordre, au point que l'ordre lui-même et le PT ont été confondus, ce qui explique pourquoi Lula a été libéré et défendu par ses anciens bourreaux.

La lutte contre Bolsonaro a servi à justifier **un large front démocratique**, incluant même Rede Globo et les anciens putschistes. Il ne s'agit plus de promouvoir des réformes ou même des changements, mais de revenir au *statu quo ante* : l'ordre démocratique cristallisé en 1988, l'esprit du "pacte social" du consensus post-dictature. Un discours rigoureusement conservateur, voire réparateur, au sens propre du terme, face au harcèlement fasciste. Le problème : les symptômes sociaux et politiques sont non seulement présents, mais tendent à s'aggraver....

•

Il s'agit donc d'une trajectoire typique des partis sociaux-démocrates ou même du communisme réformiste d'après-guerre (à la différence que ce dernier n'a pas eu l'occasion de prendre la tête du gouvernement...), qui nous amène néanmoins à tirer des leçons. La pire erreur serait d'ignorer complètement l'expérience, comme le PT lui-même l'a fait avec arrogance dans ses années d'émergence, lorsqu'il s'est proclamé le dépassement total des erreurs de la gauche précédente...

Quatre éléments constitutifs de toute politique

Afin de rassembler les éléments d'une évaluation plus cohérente, il convient d'analyser la manière dont le camp démocratique de base a traité les quatre éléments constitutifs de toute politique : l'idéologie, l'organisation, les mouvements et la relation avec l'État.

L'idéologie

En termes d'idéologie, le PT était guidé par un "socialisme démocratique" générique, toujours très vague. Les nombreuses tendances politiques marxistes qui ont agité le parti au fil du temps ne sont devenues, à de rares exceptions près, que des bases pour les dirigeants ou les parlementaires, afin de gagner du terrain dans la dispute interne. La capacité de formulation politique et d'élaboration collective de la stratégie a atteint son apogée en 1987 (ce qui est encore vu avec beaucoup de nostalgie par des secteurs de la gauche du Parti), lorsqu'il y avait encore une forte présence de dirigeants d'origine communiste dans la direction politique. Avec le renouvellement des cadres par une génération plus jeune, moins formée aux affrontements politiques et à la culture politique antérieure, le niveau idéologique s'est abaissé, ce à quoi la dépendance croissante à l'égard de l'État et des grands appareils n'a fait que contribuer. En général, le parti n'est plus aujourd'hui qu'une courroie de transmission pour le gouvernement. Les principales décisions et formulations n'ont pas lieu dans ses rangs.

Soulignons **la faiblesse idéologique du PT** par rapport à d'autres groupes de gauche. Le PCB, principal parti de gauche avant le PT, était connu par un grand nombre de publications, des quotidiens de masse aux interventions dans le cinéma et la culture. Le PT ne se s'est jamais approché de cela, même à ses meilleurs moments. Le parti était capable de rassembler un grand nombre d'intellectuels, mais ceux-ci travaillaient généralement de manière isolée et se concentraient sur le monde universitaire, sans aucune structure collective au niveau du parti. Pour défendre son point de vue, le Parti n'a même jamais eu son propre journal national !

La différence avec les autres grands partis de gauche occidentaux, tels que le parti communiste italien ou la social-démocratie allemande d'origine, est énorme. Peut-être en partie à cause d'un certain "ouvriérisme" syndicaliste présent chez Lula, y compris un certain anti-intellectualisme, ou même une tendance à éviter les discussions idéologiques de peur de perdre le "contrôle", le fait est que cette incapacité à créer ses propres moyens de communication et de formation a été fatale pour le PT.

Enfin, dans ce contexte, deux choses doivent être soulignées :

- **l'énorme confusion autour de la "démocratie"**, un mot très présent dans le lexique du PT, qui sert à la fois à faire l'éloge des institutions bourgeoises et des organisations de masse, a empêché le parti de créer des anticorps contre l'adaptation au jeu électoral et parlementaire ;
- **la mauvaise vision de l'expérience soviétique**, basée sur une dichotomie libérale entre "autoritarisme et liberté", a empêché le Parti de répéter les erreurs de la social-démocratie. Preuve qu'une évaluation erronée et confuse de l'expérience passée, faite avec des catégories et des cadres de pensée empruntés à l'ennemi, peut être confortable momentanément mais générer de graves problèmes à l'avenir...

L'organisation

Dans le domaine organisationnel, toutes les innovations supposées radicales des premières années (groupes de base actifs, bases qui contrôlent la direction, horizontalisme...) ont été perdues.

La verticalisation des décisions, ainsi que le "culte de la personnalité" autour de la figure de Lula, sont beaucoup plus intenses que dans les expériences autrefois critiquées (Luiz Carlos Prestes au PCB).

L'expérience des diverses tendances idéologiques, au lieu de renouveler le parti pour de nouvelles synthèses politiques, a fait place au libéralisme politique des "royaumes indépendants" de parlementaires qui agissent comme des souverains dans leurs mandats électoraux, dans un pur esprit grégaire.

La dépendance à l'égard des grands appareils (syndicaux, électoraux) et le rythme des élections ont eu la fin la plus probable : l'hégémonie du crétinisme parlementaire et de l'électoralisme à court terme, visant à maintenir les positions déjà acquises. Le caractère même de la "représentation de classe" a été perdu, avec la crise du mouvement ouvrier - le syndicalisme est en lambeaux - et le manque de renouvellement du leadership populaire.

Les mouvements

Du point de vue des mouvements, deux constats s'imposent.

D'une part, **les mouvements historiques**, à l'origine du camp démocratique-populaire, ont perdu tout dynamisme et sont devenus, au mieux, des coopératives économiques avec un rôle important de propagande idéologique (MST) ou, au pire, des institutions bureaucratiques sans rôle politique (cas du mouvement étudiant représenté par l'UNE).

D'autre part, **le syndicalisme** n'a jamais été aussi mal en point, avec des taux de syndicalisation aussi bas. Le coup d'État de Michel Temer³ sur la réforme du travail a réduit à néant ses moyens de financement.

Les nouveaux mouvements qui émergent en dehors du PT sont accueillis avec suspicion, voire répression. Un cas emblématique a été celui de juin 2013, lorsque le gouvernement de São Paulo (dirigé par un maire PT) a été incapable de dialoguer avec un mouvement pour la gratuité des transports publics (MPL) qui s'appuyait sur les drapeaux du PT des années 1980 ! En général, les mouvements les plus jeunes et les plus intéressants sont distants ou même hostiles au PT.

La relation avec l'État

Enfin, la relation avec l'État a suivi un parcours typique : de la critique radicale à la défense de l'ordre. Le pétisme a été considéré comme le principal obstacle au fascisme, précisément parce qu'il était capable de recueillir le soutien populaire et qu'il était "critique" à l'égard de la défense de l'ordre qui a vu le jour à la fin de la dictature militaire. Il n'y a plus de programmes d'État ni de plans de réforme, mais une restauration de ce qui est considéré, avec une nostalgie naïve, comme le beau consensus démocratique d'avant l'avènement de Bolsonaro. Les principales "décisions" politiques sont des réformes exigées par le marché financier pour mieux gérer le triste et obscène capitalisme brésilien.

IV - La deuxième singularité : le fascisme de Bolsonaro

Juin 2013 a marqué le début de la "crise de la Nouvelle République" et l'entrée en scène d'un nouvel acteur politique pertinent et décisif dans le pays : **la nouvelle droite**. Il convient toutefois d'être prudent à cet égard. En général, le récit officiel du PT est que 2013 a été un mouvement de droite de la classe moyenne réactionnaire contre des gouvernements progressistes. Il s'agit d'un réductionnisme politiquement opportun.

À cette occasion, après que plusieurs manifestations de jeunes organisées au sein d'un mouvement de gauche appelé *Movimento Passe Livre* (MPL) - dont l'objectif était de stopper l'augmentation des tarifs des bus, dans le but d'atteindre un jour la gratuité des transports - aient été sauvagement réprimées par la police de São Paulo, une **explosion sociale inattendue** s'est emparée du pays. S'agit-il d'un véritable événement ? D'après les caractéristiques formelles, tout indique que oui : imprévisible, explosif, contagieux, générant l'enthousiasme de personnes qui jusqu'alors ne s'intéressaient même pas à la politique et qui ont commencé à protester et à se sentir comme les véritables autorités souveraines du pays.

Une série de revendications pulvérisées, visant de manière générale à améliorer les services publics et à mettre fin à la corruption, a envahi les rues. Un carnaval spontané, sans grande organisation et facilement coopté par des agendas réactionnaires (un nationalisme antiparti et principalement antiparti, ressuscitant le vieil anticommunisme) a été lu par les théoriciens des "foules" et les intellectuels "autonomistes" comme la véritable éclosion du printemps, annonçant la fin ultime de la forme parti et l'annonce de l'horizontalité dans les réseaux et les mouvements sans direction.

Cette **atmosphère festive et fortement dépolitisée**, malgré de nombreuses bonnes intentions, a été lue sous le plus mauvais jour par les pouvoirs publics. Le gouvernement fédéral, dirigé par le PT, a fait de vagues promesses (dont une réforme politique qui n'a jamais été qu'une intention) et n'a pas su mobiliser l'énergie de la rue pour approuver quoi que ce soit de différent ou qui marque une réforme urbaine

³ Président de la République après la destitution de Dilma Rousseff en mai 2016

(après tout, une grande partie des revendications était due à une véritable révolte contre une vie urbaine chaotique et coûteuse).

Quelles ont été **les conséquences de l'essoufflement du mouvement** à une échelle nationale sans précédent ? Une grande partie de la gauche anarchiste s'est radicalisée en misant sur des tactiques de déprédation (les "black block"), très médiatiques mais politiquement assez inoffensives, et sur des conflits avec la police. La tentative de la "gauche traditionnelle" d'unifier les mouvements avec les revendications des centrales syndicales a mal tourné. La partie la plus prometteuse s'est engagée dans les nouveaux mouvements de logement urbain (comme le *Mouvement des travailleurs sans-abri*, MTST, dirigé par Guilherme Boulos), ou même dans des agendas contre la violence policière dans les périphéries (la campagne "*Où est Amarildo ?*"). Un écho de cet esprit a également été observé dans le mouvement national d'occupations d'écoles par des étudiants contre la "restructuration" des écoles (en réalité, la fermeture d'unités scolaires) en 2016.

Toutefois, la conséquence la plus visible a été **le renouveau de la droite brésilienne**. L'utilisation d'une rhétorique nationaliste, dans le sens de "*tous unis contre la corruption*", fortement opposée aux partis politiques, en particulier le PT, identifié comme le principal nom de "l'ordre" corrompu, l'appel antisystème et le caractère antiétatique, ont été à nouveau déclenchés en 2015 et 2016 par de forts mouvements en faveur de la chute du gouvernement du PT. Ce mouvement, naïvement exploité par ceux qui pensaient en être les leaders naturels (le PSDB d'Aécio Neves, battu aux élections de 2014), est la véritable marque du néofascisme brésilien. Il a été précédé par des années de préparation idéologique systématique et patiente, avec l'explosion des maisons d'édition de droite, des journaux réactionnaires, de l'agitation anticommuniste, etc. Le "philosophe" Olavo de Carvalho et ses élèves, propagateurs d'un anticommunisme viscéral, ainsi que de l'école autrichienne d'économie (Mises, Hayek), ont fait tourner la tête de nombreux jeunes présents au mouvement, en raison de leur critique sans concession de l'"étatisme" marxiste, automatiquement associé au PT, qui était déjà à la tête de l'État depuis plus de dix années ininterrompues.

Nous devrions parler d'"udénisme transcendantal" pour caractériser **la conjoncture historique qui a donné naissance au nouveau fascisme brésilien**. Pourquoi l'udénisme ? Il s'agit d'une référence à l'UDN (Union démocratique nationale), principal opposant aux gouvernements travaillistes de Getúlio Vargas et de João Goulart dans les années 1950 et 1960, et agitateur des campagnes de coup d'État basées sur des accusations de corruption. La similitude logique est frappante ! Bien sûr, il s'agit de situations très différentes lorsqu'on les analyse de plus près, mais il faut savoir lire les similitudes structurelles répétitives.

L'UDN, dirigée par Carlos Lacerda, a mené l'opposition à João Goulart et au coup d'État de 64, croyant que les militaires allaient bientôt rendre le pouvoir après avoir balayé les "communistes" et qu'ils pourraient enfin gouverner le pays en paix. Le PSDB en est arrivé à la même conclusion : en soutenant des coups d'État fondés sur des accusations de banales manœuvres fiscales et budgétaires (malgré la forte campagne anticorruption, ce qui a légalement motivé l'impeachment, ce sont les soi-disant "*pedaladas fiscais*", des actes comptables que tous les gouvernements pratiquaient), ils pensaient qu'ils seraient bientôt hissés au niveau du gouvernement fédéral. Comme l'UDN, ils ont été engloutis par le monstre qu'ils avaient inventé.

Quatre idées

Cette logique udéniste repose sur un quatuor d'idées intriquées.

Le problème unique du Brésil, qui l'empêche d'être prospère, est **la corruption**, favorisée par la taille de l'État et par les "politiciens" dans les entreprises publiques. La crise économique découle nécessairement d'une crise des valeurs.

Cette corruption est favorisée par **les "rouges" amoureux**, qui veulent se perpétuer au pouvoir, et visent même à soumettre le Brésil à des desseins étrangers et internationaux (en 2016, il était courant de parler de la conspiration du "Forum de São Paulo", dirigé par le Venezuela et Cuba, contre les pays de la région).

Face à cette situation calamiteuse, le seul recours reste **les grandes manifestations nationalistes contre les Rouges**, affichant un interlope salvateur, représenté par quelque acteur certifié moral (les Forces armées, le juge super-héros Sergio Moro...).

C'est dans cet environnement politique qu'est né **le néofascisme brésilien**, composé d'une myriade de forces différentes, voire opposées, mais qui se sont toutes unifiées autour du même leadership populaire de Jair Bolsonaro. Connue pour sa défense de l'héritage le plus sombre de la dictature (torture et disparitions) et pour son style "politiquement incorrect" - en fait, une série de platitudes réactionnaires en défense de la morale et des bonnes manières - qui a fait de lui un favori des talk-shows sensationnalistes, il était un membre du Congrès avec une longue carrière marquée par l'insignifiance dans ce que l'on appelle le "bas clergé" du Congrès.

Il faut noter que, contrairement au fascisme classique, Jair Bolsonaro n'a pas réussi à organiser un parti discipliné, ce qui l'a amené à s'appuyer sur **les Forces armées, véritable Parti en uniforme**, en plus d'un militantisme vert-jaune organisé via les réseaux sociaux et les leaders capillaires (leaders religieux et communicants sur les réseaux sociaux).

Contrairement à ce que croient les optimistes, il s'agit d'un phénomène politique, idéologique et de masse, sans date de péremption visible, structuré avec une seule fonction : détruire la Nouvelle République et tout ce qu'elle représente, en particulier son "gauchisme", représenté par la prédominance du PT. Quel serait son projet d'État idéal ? On ne le sait pas, mais il s'agirait certainement d'une sorte de réorganisation autoritaire. Contrairement au nazi-fascisme classique, il n'y a pas de doctrine très claire - il n'y a de clarté que du côté destructeur - ni de vision globale du monde, à l'exception de clichés religieux et anticommunistes. De même, contrairement à la dictature militaire et au fascisme, il n'y a pas d'antilibéralisme économique. Au contraire, Bolsonaro a adopté un programme ultra-libéral, représenté par son ministre Paulo Guedes, afin de séduire les marchés financiers, ce qui lui garantit des points du côté des riches mais entrave un gouvernement de réalisations populaires.

Bolsonaro est actuellement assailli par les enquêtes du STF⁴ sur son coup d'État ouvert (il a ouvertement fait campagne contre les urnes et le résultat des élections, en plus de planifier un coup d'État qui n'a pas fonctionné) et son banditisme plutôt vulgaire (il a même volé des bijoux). Mais **le bolsonarisme reste la force la plus mobilisée et la plus mobilisatrice du pays**. Le mouvement bolsonariste est apparu comme une réaction obscurantiste au pétisme tandis que la force du gouvernement Lula réside dans la "réaction à la réaction", soit une unité quelque peu lâche, sans vision claire de l'avenir, contre le mouvement grotesque, qui a été capable de catapultier un aventurier complet à la présidence, même avec plusieurs facteurs jouant contre lui en 2018 (manque de temps de télévision et de soutien de la part du parti, par exemple).

Les forces qui ont soutenu Lula en 2022 tentent, contre leur tendance naturelle, de créer un paradoxal "bolsonarisme modéré", représenté par la figure du gouverneur de São Paulo, Tarcísio de Freitas. Cela démontre la précarité et la fragilité du "front démocratique" : dès que les excès bavards et aventureux du bolsonarisme seront contenus (une nouvelle dictature n'est dans l'intérêt de personne, sauf des hallucinés de l'agrobusiness les plus extrêmes), l'ampleur de la coalition qui a élu Lula sera défaite.

V - Orientations futures

Le ton de ce texte peut paraître trop pessimiste à certains, voire défaitiste. Nous écartons ces accusations : si nous avons peu d'espoir de "restaurer" la prétendue paix démocratique du consensus de la Nouvelle République, nous pensons qu'il **existe d'innombrables initiatives** qui vont dans des directions différentes, même si elles sont très embryonnaires.

L'un des phénomènes idéologiques les plus intéressants de ces derniers temps est la grande popularité que **les influenceurs communistes** ont acquise sur les réseaux sociaux, avec des canaux très visuels et la capacité d'influencer le débat politique. Bien que très marquée par une adhésion plus idéologique - souvent nostalgique et dans certains cas non critique - que politique, axée sur la défense de l'héritage des expériences socialistes passées, **l'intérêt politique de la nouvelle génération pour les idées radicales et non standard** est remarquable. Même une certaine réhabilitation de Staline - de manière quelque peu caricaturale et problématique - indique qu'il est possible d'échapper à la banalité d'une gauche caractérisée par des vices libéraux.

Cette nouveauté est associée à une contradiction générée par les gouvernements du PT : l'expansion des universités a permis à de nombreux jeunes prolétaires de devenir des intellectuels, formés même à

⁴ Tribunal Fédéral Suprême

la littérature marxiste, sans qu'il n'y ait d'emploi garanti ou de carrière stable pour chacun d'entre eux. Le mélange de l'expérience concrète de la classe prolétarienne avec la formation politique et l'inadaptation à un ordre qui offre peu de perspectives peut être explosif et continuera certainement à porter des fruits inattendus.

La situation idéologique des jeunes est donc favorable aux idées communistes. Il faut dépasser les vices et les limites, notamment le caractère idéologique ou la formation doctrinale déconnectée des problèmes politiques concrets, pour faire un saut qualitatif dans cette dynamique. Une façon de le faire est de populariser les idées du courant maoïste des années 1960 et 1970, qui sont peu connues au Brésil. Selon nous, la critique du socialisme soviétique par Mao Zedong, ainsi que l'expérience (certes ratée) de la Révolution culturelle, sont très peu connues au Brésil. Ici, les "années rouges" (les années 1960 et 1970) ont été davantage marquées par **l'influence du guévarisme** que par l'influence idéologique et politique des aspects les plus radicaux et novateurs du maoïsme. Pour compliquer les choses, les organisations maoïstes brésiliennes sont généralement influencées par le dogmatisme violent du Sentier lumineux. C'est également pour cette raison que nous avons organisé un cours numérique sur la pensée de Mao Zedong, qui a eu un bon impact.

Un autre moyen consiste à **revisiter l'histoire du Brésil** afin de surmonter l'endoctrinement abstrait. Un effort important pour connaître la réalité nationale, l'histoire des luttes populaires au Brésil et en Amérique latine, doit être entrepris afin de reconnecter nos problèmes actuels non résolus avec les efforts des générations passées. Il convient en particulier de prêter attention aux initiatives des groupes qui ont fait l'autocritique de la lutte armée sans toutefois s'engager dans le légalisme électoral et "démocratique", ce qui les a amenés à orienter leur attention et leurs actions vers le travail de masse dans les années 70 et 80. Ces initiatives, en particulier celles qui visent **l'éducation populaire** (dans laquelle nous devrions également apprendre des méthodes des militants catholiques) et l'assistance et l'extension universitaire (les diverses expériences de liaison des étudiants universitaires avec le peuple, développées au fil des ans), méritent d'être étudiées attentivement.

Toujours sur un plan plus directement idéologique, il est nécessaire de pointer des conceptions très populaires mais nuisibles :

- a. Le mouvementisme et le "fédéralisme", qui considèrent que la somme de luttes segmentées (race, genre, orientation sexuelle, etc.) ou de mouvements sectoriels peut fournir une certaine alternative politique. La **critique de l'idéologie des "mouvements sociaux"** devrait montrer à quoi cela a conduit après tant d'années de division traditionnelle du travail (les mouvements font de la lutte sociale et les partis font de la politique) : renforcer les tendances néfastes du pétisme.
- b. Le "socialisme démocratique", épousé par le PSOL de Guilherme Boulos et des revues telles que *Jacobin*. En pratique, il s'agit d'une tentative de **"retour aux origines" du PT authentique**, sans tenir compte du fait que le mauvais usage et la mauvaise définition du mot "démocratie" ont conduit à d'innombrables illusions et déviations dans le PT. Dans le cas de Boulos, il y a une tentative de répéter l'expérience du PT, sans les mêmes qualités originales (la montée des mouvements populaires et ouvriers dans les années 80). La critique du crétinisme électoral implicite dans ces conceptions doit être ferme.
- c. Doit être ferme également la **critique de la vision "antifasciste"** qui compte rebondir face à la force politique bolsonariste laquelle est en position de force électoralement. Ce type de vision ne peut que conduire à la peur de l'innovation et de la création de nouvelles alternatives politiques.

Sur un plan plus directement organisationnel, les conditions ne sont pas encore réunies pour de grandes organisations de masse ou des forces centripètes (comme l'était le PT à ses débuts). Cela dépendra d'événements imprévisibles et de la renaissance des mouvements populaires. Cependant, il existe déjà des initiatives extrêmement intéressantes qui **relient l'intelligentsia aux secteurs populaires**. Ce lien de masse, actuellement très précaire, est une condition indispensable à toute renaissance politique.

L'un d'entre eux est le "*cursinhos populares*"⁵, qui vise à offrir des cours gratuits dans les favelas et les banlieues. Ils sont nombreux à se populariser et à se développer. Bien que leur contenu soit limité en raison de l'accent mis sur les examens d'entrée à l'université, ils constituent un moyen important de créer des liens de masse.

D'autres mécanismes intéressants de ce type sont les expériences de "cuisines solidaires" et d'autres formes d'assistance sociale à la manière des "Black Panthers", avec des réseaux de solidarité face aux

⁵ « *cours populaires* »

demandes les plus urgentes de la vie quotidienne. Cependant, ils doivent toujours être accompagnés d'un réel effort de politisation, afin qu'ils ne se transforment pas en simple philanthropie ou en clientèle exploitée par des personnes désireuses de faire une carrière électorale.

Enfin, **deux des expériences les plus récentes de notre époque** sont les tentatives d'auto-organisation des chauffeurs d'applications de plateforme, avec des grèves et la formation de dirigeants clairement conscients de l'exploitation, malgré la forte présence de l'"entrepreneuriat", et le rejet des horaires de travail 6 x 1 (c'est-à-dire six jours de travail et un jour de repos), qui sont présents dans les mouvements de jeunes gens fatigués d'une vie consacrée uniquement à un travail ennuyeux et dépourvu de sens. Même s'il s'agit de mouvements "réformistes", ils permettent des expériences de lutte qui, si elles réussissent, pourraient ouvrir des marges pour l'accumulation de forces vers quelque chose de nouveau - en particulier si une campagne pour réduire la journée de travail au niveau national ou des réglementations du travail progressistes sont couronnées de succès. Il y a des raisons d'être optimiste chaque fois que le rythme de travail éreintant et exploiteur est rejeté !

Osez lutter, osez vaincre !



[QUESTION ÉCOLOGIQUE]

FRANCIS ANCLOIS : *DOCTRINE PROVISOIRE* *D'ACUPUNCTURE MILITANTE*

I - Avance/Retard

Se poser la question écologique, c'est constater, en ce domaine comme en d'autres, que l'orientation communiste a pris quelques décennies de retard.

Le point est d'autant plus frappant que cette même orientation communiste avait tout au contraire de nombreuses longueurs d'avance au début des années 1960 : en effet, **les Communes populaires** (celles-là même qui avaient en 1958 engagé événementiellement la Révolution communiste chinoise en initiant un dépérissement communiste de l'État socialiste) avaient été confrontées dès 1960 à de graves catastrophes naturelles (sécheresse, typhons...) dont le traitement politique (en particulier l'instrumentation interne par la nouvelle bourgeoisie d'État et externe par l'URSS) allait alors conduire à une terrible famine. D'où une **Révolution culturelle** étendant aux villes et aux usines un traitement communiste des questions qu'on nomme depuis *écologiques*.

Pour illustrer le souci « écologique » qui animait la Révolution culturelle en son cœur même, c'est-à-dire parmi les ouvriers d'usine, rappelons comment la séquence consacrée à une usine de locomotives de Pékin dans les films *Comment Yukong déplaça des montagnes* de Joris Ivens et Marceline Loidan ¹ détaille combien la question de la récupération des déchets de toutes sortes y était traitée de l'intérieur de l'usine et par les ouvriers mêmes qui les produisaient.

Ceux-ci s'employaient ainsi à récupérer :

- les déchets métalliques pour les fondre en lingots,
- le bois des anciens wagons pour le transformer en aggloméré,
- le coton provenant des tampons usagés des wagons,
- l'huile grâce à des centrifugeuses,
- la poussière de charbon grâce à des dépoussiéreurs la transformant en combustible qui pouvait ensuite être gratuitement distribué aux ouvriers ;

Et pour ce faire, la mobilisation ouvrière s'étendait aux retraités qui revenaient dans *leur* usine participer à ces ateliers de récupération.

Ainsi pour les communistes, **vingt ans d'avance se sont transformés en cinquante ans de retard**, suite à l'échec, désastreux pour toute l'humanité et pas seulement pour la Chine, de la Révolution communiste chinoise.

Attaquons-nous à ressusciter aujourd'hui ce **point d'appui politique**. D'où les propositions qui suivent.

On le voit : prendre au sérieux les questions dites « écologiques » d'un point de vue spécifiquement communiste implique un travail minutieux de clarification des enjeux politiques en vue de dégager quelques perspectives militantes d'intervention sans s'enfermer dans une simple analyse critique. D'où la longueur du travail qui suit, détaillant les effets de la coupure interprétative que l'orientation communiste se propose d'opérer dans la problématique terriblement enchevêtrée des questions écologiques.

¹ Voir le film *Une femme, une famille, vie quotidienne durant la Révolution Culturelle en Chine* :

<https://www.youtube.com/watch?v=0atLFrycmtE&list=PLmWlzkZdt24-UdXuSWmjEgdSD9jekPk8s&index=6>

II - Situation

Histoire

Depuis la fin des années 1970, trois tendances politiques sont simultanément intervenues :

- l'évaporation de toute **politique communiste** véritable et l'implosion conséquente des États socialistes (censés devoir être « de transition ») ;
- le déploiement mondialisé de **politiques néo-libérales**² assurant leur hégémonie planétaire ;
- la constitution d'une **écologie politique** réactivant le vieux couple de l'anarcho-syndicalisme et de la social-démocratie pour constituer une alternative parlementaire au néo-libéralisme.

Ainsi, depuis près de cinquante ans, écologie politique et politique communiste s'avèrent « contravariantes » (la première croissant à mesure de l'effacement de la seconde) en même temps qu'écologie politique et politique néo-libérale s'apparient de manière « covariante » (leur opposition parlementaire les entretient de concert).³

Notre question

En cette situation politique, demandons-nous comment, au XXI^e siècle, l'orientation communiste peut – doit - se saisir politiquement de « la question écologique », cette question qui agite aujourd'hui les Verts parlementarisés, les collectifs non-violents et l'activisme anarchiste, un peu comme, à partir de la seconde moitié du XIX^e, la politique communiste a fait sienne « la question sociale » qui agitait alors la social-démocratie (allemande), le socialisme utopique (français) et l'anarchisme (russe).

La réponse ici avancée à cette interrogation comportera deux volets :

- **une problématisation marxiste** : en quoi « la question écologique » consiste-t-elle politiquement *pour des communistes* ?
- **une proposition communiste** : comment l'orientation communiste peut-elle faire politiquement sienne une telle *question écologique, en particulier en l'intriquant à la question sociale (entendue comme celle du partage de l'Humanité en classes sociales adverses : dominantes/dominées...)* ?

Prenant acte de notre incapacité actuelle à constituer une ligne politique à proprement parler, la proposition s'avancera sous le signe enjoué d'une *acupuncture militante*.

² Il convient ici de distinguer libéralisme(s) et néolibéralisme(s).

Succinctement posé, il y a eu deux formes de **libéralisme** :

- au XVIII^e le libéralisme classique anglais de Locke, Smith et Mill (à l'époque où la bourgeoisie ne se concevait pas encore en « classe politique ») ;
- puis à partir de la seconde partie du XIX^e, un libéralisme de combat enjoignant aux nouveaux États bourgeois un *laisser-faire* (adossé à la théorie économique néoclassique : Walras...).

Le **néolibéralisme** qui a suivi a également connu deux formes successives :

- après la crise de 1929 (qui traduisait l'échec du libéralisme du laisser-faire) et à partir de 1938 (Colloque Lippmann à Paris), un néolibéralisme (Hayek, École de Chicago...) s'opposant à la régulation capitaliste keynésienne (qui faisait face aux « menaces » socialistes) ;
- puis à partir du milieu des années 1970, un néolibéralisme de l'oligarchie (celui qui l'emporte en ce XXI^e siècle).

Pour une analyse détaillée de ces (néo)libéralismes, voir la première partie du dernier livre de Bernard Billaudot : *Néolibéralisme, mondialisation et écologie* (Classiques Garnier, 2024)

³ La *contravariance* de A et B peut se formaliser mathématiquement comme *produit*, ce qui, formulé en termes arithmétiques de *multiplication*, donnera **AxB = constante**. Soit ici : (*écologie politique*) x (*politique communiste*) ≅ *constante*.

La *covariance* de A et C peut se formaliser comme *quotient*, ce qui, formulé en termes arithmétiques de *division*, donnera **A/C = constante**. Soit ici : (*écologie politique*) / (*politique néolibérale*) ≅ *constante*.

III - Problématisation marxiste

Rappels de base

L'orientation marxiste classique part des rapports sociaux (de production, de distribution, d'échange et de consommation ⁴) tels qu'ils prévalent dans le système capitaliste :

« Dans la production sociale de leur vie, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires et indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un stade de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la **structure économique** de la société, la base réelle sur laquelle s'élève une **superstructure juridique et politique** et à laquelle correspondent des **formes de conscience sociales** déterminées. Le mode de production de la vie matérielle **conditionne** le processus de vie social, politique et intellectuel en général. » ⁵

Dans le cadre capitaliste, ces rapports sociaux prennent la forme privilégiée de rapports d'échanges marchands, donc entre des marchandises dont la valeur d'échange correspond au temps de travail socialement nécessaire pour les produire, c'est-à-dire pour les reproduire.

Deux points ici essentiels :

- Par définition, toute marchandise (bien ou service) est *socialement reproductible* c'est-à-dire que sa production doit être socialement reproductible. ⁶
- La valeur d'échange de cette marchandise est *socialement déterminée* : elle correspond à sa valeur-travail, mesurée par le temps de travail *socialement* nécessaire pour la reproduire, et non pas par le temps de travail *individuellement* nécessaire pour produire tel ou tel exemplaire. ⁷

Autant dire que la « détermination sociale » de la production marchande (détermination bien sûr toujours relative à l'état donné d'une société donnée) met au poste de commandement la reproduction sociale du processus de production : pas de production marchande qui ne soit reproductible, et l'évaluation de cette production repose sur la valeur sociale de cette reproduction.

D'où, dans les sociétés capitalistes, (néo)libéralement normées par les échanges marchands, des **angles morts** ⁸ concernant la reproduction des rapports sociaux puisque le travail socialement nécessaire pour les différentes (re)productions marchandes est évalué en le réduisant au seul travail donnant lieu à échange marchand (en oubliant donc tout autre travail non rémunéré). La logique capitaliste mesurant les rapports sociaux aux seuls rapports marchands ne mesure donc la reproduction des conditions de production qu'à ce que l'échange marchand en mesure (bien sûr dans un état social donné).

⁴ *Introduction aux Grundrisse*, dite de 1857 (*Contribution à la critique de l'économie politique* ; La Geme ; éd. sociales ; 2014, 2021 ; p. 38)

⁵ *Contribution à la critique de l'économie politique* (id. ; p. 63)

Notons que Marx parle ici de **conditionnement**, non de détermination, moins encore d'implication de causes à effets : la superstructure **émerge** de l'infrastructure, disposant ce faisant d'une **autonomie relative** (c'est-à-dire relative à son degré de dépendance vis-à-vis de ses *conditions* infrastructurelles).

⁶ Une œuvre d'art, unique par définition, n'est pas une marchandise ; un service individualisé qui ne peut être rendu que par une personne donnée ne l'est pas davantage, et ce même si la production de telle œuvre d'art ou de tel service individualisé peut toujours donner lieu à une compensation financière (commandes d'une œuvre, dédommagement pour le service rendu, etc.).

⁷ L'écart entre productivité *individuelle* et productivité *sociale* donne lieu à la plus-value *relative*.

⁸ Comme on va y revenir, ces « angles morts » tiennent au fait que l'équivalent monétaire tenu pour général mesure toute existence à sa valeur marchande et, par-là, invisibilise bien des existences sociales : celles qui ne donnent lieu à aucun échange marchand tout en étant socialement décisives. Autrement dit, les angles morts du point de vue **capitaliste** s'attachent au fait de mesurer essentiellement les rapports sociaux aux rapports marchands.

Comme on va y revenir, le point de vue **bourgeois**, lui, étant d'ordre politique et pas seulement économique-social, va par contre s'intéresser idéologiquement à ces angles morts...

Au total, la logique capitaliste **forclôt** ainsi de son espace mental :

- 1) le travail humain non marchand et non rémunéré nécessaire à la reproduction sociale des forces de travail et donc des êtres humains qui l'incarnent : en l'occurrence principalement le travail domestique non-marchand (travail privé, en majeure partie réalisé par des femmes) mobilisé pour la reproduction sociale des forces de travail ;
- 2) la reproduction naturelle (physico-biologique) des ressources naturelles (matières premières, ressources d'énergie, terres fertiles...) mobilisées dans la production sociale (l'évaluation capitaliste ne prend ici en compte que le temps de travail socialement nécessaire pour les extraire et les rendre disponibles au processus de production).

Ces **deux forclusions** sont de même type car toutes deux ignorent la reproduction non-marchande des ressources, tant humaines que terrestres, ressources qui constituent pourtant les conditions matérielles des processus sociaux de production : quand Marx pose que « *le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général* », il faut en effet s'assurer en amont que ce mode de production (de la vie matérielle) est bien un mode de reproduction (de cette vie matérielle), faute de quoi tout « *le processus de vie social, politique et intellectuel* » devient lui-même difficilement reproductible !

Obstacles

Pour reproduire socialement ses ressources (humaines et matérielles), le capitalisme a pu pendant longtemps procéder à une **double externalisation** :

- 1) externalisation du régime marchand par recours aveugle au travail domestique (travail social mais non marchand et privé) pour reproduire socialement les ressources humaines (les forces de travail exploitables) dont il a besoin ;
- 2) externalisation géographique par recours assumé au pillage de nouveaux territoires (matières premières, terres...) non occidentaux.⁹

Mais depuis le grand tournant stratégique (à la charnière des années 1970-1980) de la nouvelle mondialisation néolibérale, cette double externalisation rencontre un double obstacle :

- 1) **La généralisation de l'exploitation salariée du travail féminin** restreint les disponibilités sociales en matière de travail domestique non-marchand . Le capitalisme va surmonter cet obstacle à la manière qui le caractérise : en marchandisant les produits du travail domestique (plats cuisinés, ateliers de repassage et de couture...) et salariant ce travail (entreprises de services à domicile : femmes de ménage, soins à la maison...) ; d'où l'importation de main d'œuvre étrangère pour incorporer cet ancien travail domestique privé aux nouveaux rapports sociaux capitalistes.
- 2) **L'extension géographique des terres à brigander** bute sur les limites physiques de la Terre. À nouveau, le capitalisme va surmonter cet obstacle à sa manière propre :
 - en compensant l'extension quantitative par une intensification qualitative (engrais, OGM...) ;
 - en approfondissant la prédation des sous-sols (forages de plus en plus prononcés...) ;
 - en tirant parti des sous-sols marins et plus seulement des terres émergées.

« Limites » ?

Rappelons à cette occasion que *limite* ne veut nullement dire *finitude* et que dans la pensée moderne¹⁰, *infini* ne veut nullement dire *illimité* : qu'il suffise pour cela de rappeler qu'entre 0 et 1, il y a une infinité (bornée) de nombres (rationnels ou réels) ! Au contraire de la pensée théologique

⁹ En ce point, Alain Rallet nous rappelle, au moment de la première guerre mondiale, le débat sur l'impérialisme et la guerre introduit par Rosa Luxembourg avec son *Accumulation du capital*. Sa thèse était que le capitalisme ne pouvait fonctionner sans extérieur c'est-à-dire sans des zones non réglées par lui. S'opposaient alors à elle ceux qui pensaient que le capitalisme pouvait vivre sans expansion (Otto Bauer) ou avec expansion mais en fonctionnant uniquement à partir de lui-même (Kautsky), ce qui impliquait alors, l'impérialisme n'étant pas une nécessité intrinsèque, une possible alliance avec la bourgeoisie nationale.

¹⁰ En ce point, la ressource intellectuelle des mathématiques modernes est particulièrement décisive.

associant un unique Infini-Dieu à l'illimité d'une Totalisation intégrale, la pensée moderne se meut dans une infinité d'infinis différents ¹¹, tous intrinsèquement limités.

Confondre limite et finitude, c'est donc volontairement limiter l'infini à ce que les Grecs appelaient *l'infini potentiel* ¹² et reclure l'humanité dans ce que Hegel appelait *le mauvais infini* par exclusion de *l'infini actuel* ou du *bon infini*.

Où la résignation à la finitude oppressive avoue son caractère intellectuellement régressif et politiquement réactionnaire.

Le capitalisme néolibéral contemporain semble donc parfaitement capable, avec ses ressources internes propres, de surmonter les obstacles rencontrés par les limites physiques de ses externalisations. ¹³

Ne voit-on d'ailleurs pas combien le capitalisme sait tirer parti des nouvelles nécessités matérielles que les crises écologiques mettent à l'ordre du jour : il sait ainsi parfaitement inventer de nouvelles exploitations profitables du travail humain pour produire (du moins pour ceux qui vont pouvoir se le payer) :

- **l'air** respirable sans lequel l'être humain meurt en quelques heures : voir le marché de l'air purifié et conditionné...
- **l'eau** buvable sans laquelle l'être humain meurt en quelques jours : voir le marché de l'eau en bouteilles et containers...
- **la nourriture** comestible sans laquelle l'être humain meurt en quelques semaines : voir le marché du « bio »...
- **le microbiologique** immunisant sans lequel l'être humain meurt en quelques mois : voir le marché pharmaceutique des médicaments et divers compléments...
- **la fertilité** sexuée sans laquelle l'espèce humaine disparaît en un siècle : voir le marché des ovocytes et des spermatozoïdes comme celui des « ventres porteurs »...

Obstruction

Le point précis où la question écologique fait obstruction au capitalisme et non plus simple série d'obstacles, ce point qui structure ce qu'on appelle couramment **Capitalocène**, tient au face à face de deux réalités qui s'avèrent incompatibles.

- **La Terre n'est pas qu'un amas de ressources** ; que la somme de terres, de sous-sols, de mers et d'atmosphères ; qu'une addition d'airs, d'eaux, de végétaux et d'animaux, de bactéries et de virus nécessaires à la reproduction matérielle (physico-biologique) de la vie humaine. La Terre est un système global, physiquement et biologiquement autonome (quoique dépendant du système solaire, de notre galaxie, de son amas et finalement du reste de l'Univers). Ce système global est matériellement coordonné par ses lois endogènes propres. ¹⁴ Donc toute série d'interventions sur les éléments et parties séparées de ce monde-Terre ont des effets naturels (physico-biologiques) globaux, dont la dégradation climatique actuelle est la traduction matérielle la plus patente.
- Face à cela, on sait que le capitalisme agit sur ce monde-Terre avec **ses propres lois endogènes**, dont la nature subjective essentiellement cupide reste totalement hétérogène aux lois physico-biologiques régissant le monde-Terre : en effet, ces lois capitalistes sont d'un côté des lois de dominations, d'exploitations et d'oppressions qui partagent l'humanité en classes sociales adverses, et

¹¹ Voir ici *L'immanence des vérités* d'Alain Badiou (Fayard, 2018)

¹² L'*infini potentiel* concerne le fini qu'on peut indéfiniment étendre par ajout d'un nouvel élément (on peut ainsi toujours prolonger la liste des nombres positifs 1, 2, 3, 4...) alors que l'*infini actuel* pense l'existence simultanée de cet ensemble infiniment peuplé des nombres naturels en le nommant \mathbb{N}^+ .

¹³ Relevons au passage une différence significative au XX^e siècle entre pays capitalistes et pays socialistes : les seconds n'ont pas externalisé hors de leur pays l'exploitation des sols mais ont persévéré à l'intérieur des limites de leurs frontières.

¹⁴ Disons, dans le vocabulaire philosophique de *Logiques des mondes* d'Alain Badiou, que ce système-Terre fait monde selon son *transcendental* physico-biologique propre.

d'un autre côté des lois de concurrences, de rivalités et de guerres qui opposent les classes dominantes. Mais ce qui désormais transforme les différents obstacles en véritable obstruction tient au fait que ces lois du capitalisme sont bien incapables de faire monde pour l'Humanité : à proprement parler, il n'y a pas, il ne peut y avoir de monde-Capitalisme ¹⁵ autre qu'un monde de marchandises !

« Monde » ?

Ce faisant, qu'appelle-t-on exactement *monde* ?

Mobilisons ici les ressources de la philosophie (en l'occurrence celle d'Alain Badiou ¹⁶) et de la mathématique ¹⁷, et posons cette caractérisation synthétique ¹⁸ : un monde est un lieu délimité, infiniment peuplé d'une infinité de relations entre une infinité d'habitants, clos sur lui-même ¹⁹, doté d'une topologie ²⁰ et muni d'une logique intrinsèque d'existence mesurant les degrés d'apparaître dans ce monde ²¹.

À ce titre, détaillons les différences entre une simple situation et un monde c'est-à-dire précisons de quelles manières **un monde est une situation d'un type particulier**.

Opérateur interne mesurant les apparaîtres

Simplifions : exister dans un monde, en être un habitant, c'est y apparaître avec plus ou moins d'intensité ²². Or ce qui fait d'une simple situation un monde à proprement parler, c'est que, dans ce monde, les degrés ou intensités d'existence ou d'apparaître ²³ sont intrinsèquement normés par un opérateur interne : un monde est constitué logiquement autour d'un régime normé d'existence.

Posons ici ²⁴ qu'un monde est une situation infinie d'un type particulier ²⁵ : un monde se distingue d'une situation (bien sûr infinie) essentiellement en ce qu'il est 1) clos sur lui-même ²⁶ et 2) intrinsèquement doté d'un opérateur interne et explicite ²⁷ qui mesure ce qu'y exister ou y apparaître veut dire.

Donnons quelques exemples de tels mondes, dotés chacun de leur propre mesure des apparaîtres.

- La **musique** fait monde peuplé de morceaux de musique dont l'existence audible se mesure selon une écriture musicale – depuis le Moyen Âge, le monde-Musique existe ainsi centré sur son opérateur propre : le **solfège**.
- La **mathématique** fait monde peuplé de discours mathématiques se mesurant à leur démontrabilité – depuis les Grecs du V^e siècle avant J.-C., le monde-Mathématique existe ainsi centré sur sa logique **démonstrative**.

¹⁵ L'histoire connaît bien le fantasme d'un monde-Capitalisme : ce fut celui du super-impérialisme de Kautsky à l'époque de la première guerre mondiale ; ce fut depuis la fin du XX^e siècle celui de « la communauté internationale » (prétendant s'organiser en un cortège disparate et inconsistant : ONU-FMI-FAO-OMC-COP...), fiction qui se fracasse aujourd'hui sur la rivalité mondialisée des oligarchies

¹⁶ *Logiques des mondes* (2006) et *Topos* (2024)

¹⁷ En l'occurrence la théorie des topos (topos mathématiques de faisceaux chez Grothendieck et topos logiques élémentaires chez Lawvere)

¹⁸ L'hypothèse est ici qu'un monde est mathématiquement formalisable comme un topos.

¹⁹ On n'en sort pas par composition intrinsèque de relations entre habitants : toute composition d'existants dans ce monde existe elle aussi dans ce monde.

²⁰ structurant ses voisinages, ses parties ouvertes ou fermées, les frontières les séparant...

²¹ Badiou parle ici de *transcendental*, la mathématique catégorielle de *classifieur de sous-objets*.

²² Ainsi, par exemple, y être *invisible* sera y inexister, et réciproquement.

²³ Attention à ne pas prendre l'*apparaître* (ou *être-là* qui se dialectise à l'*être*) pour une simple *apparence* (qui s'opposerait alors à une supposée *essence*) !

²⁴ La distinction que je propose ici entre *situation* et *monde* n'existe pas dans *Logiques des mondes* d'Alain Badiou.

²⁵ Tout comme, mathématiquement dit, un topos est une catégorie infinie d'un type très particulier.

²⁶ Mathématiquement dit, on ne sort pas d'un topos-monde par limites et colimites de ses existants ou par leur exponentiation (c'est-à-dire par prise en compte des parties c'est-à-dire des regroupements et collectifs entre existants).

²⁷ Dans un monde donné, la consistance des formes d'existence prend mathématiquement la forme d'une algèbre de Heyting. Dans un topos-monde, l'existence de cet objet algébrique s'insère en quelque sorte entre l'existence d'un objet *initial* et celle d'un objet *terminal*. D'où qu'Alain Badiou parle à son propos d'*objet central*

- Un **amour** homme-femme donné fait monde de l'infinité des rencontres partagées à deux et se mesurant à l'incommensurabilité²⁸ des deux sexes – un monde-Amour existe ainsi centré sur sa logique sexuée d'**incommensurabilité**.
- Le **capitalisme** fait monde de marchandises et de leurs échanges se mesurant selon un équivalent monétaire général – le monde-Capitalisme est ainsi centré sur sa logique marchande mesurant toute chose de ce monde à un **équivalent général** (la monnaie).²⁹

« Monde politique » ?

Mais qu'en est-il alors d'un éventuel monde politique ? La question est bien plus délicate car **il n'y a de politique que dans l'antagonisme** (politique) : en un sens, dans l'Humanité, il n'y a de politique que parce que l'Humanité sociale se divise antagoniquement en oppresseurs et opprimés, en exploités et exploités, en classes dominant d'autres classes sociales. Quand cet antagonisme social prend alors forme politique – autant dire quand l'antagonisme latent se déclare politiquement et que les adversaires sociaux se constituent en ennemis politiques, cet antagonisme politique va s'expliciter en deux normes politiques contradictoires sur ce qui existe : ce qui inexiste pour l'un va surexister pour l'autre³⁰ ; les marges de l'un vont devenir les centres de l'autre³¹ ; le rien de l'un sera le tout de l'autre³².

Ainsi, dans l'antagonisme politique, à proprement parler il n'y a pas – il ne peut y avoir – de monde commun aux deux camps.³³

•

La question écologique du Capitalocène est donc celle-ci : d'un côté la Terre forme bien un monde physico-biologique, le monde-Terre ; d'un autre côté, si le capitalisme est mondialisé, il ne saurait à proprement parler former un monde autre qu'un monde de marchandises (et donc aussi de déchets) – autrement dit, pour l'Humanité comme telle, le recouvrement du monde-Terre par la mondialisation capitaliste ne fait pas monde ! L'orientation capitaliste ne peut donc organiser de manière cohérente ses rapports marchands au monde-Terre lors même que sa mondialisation modifie globalement l'équilibre interne de ce monde-Terre.

Fuite en avant

D'où que l'écologie capitaliste, loin d'atténuer les effets délétères du capitalisme, les accentue. Elle le fait simultanément sur les deux volets qui constitue le capitalisme en orientation socio-politique : d'un côté concurrence et guerre entre rivaux, d'un autre oppression et exploitation des dominés.

- Le capitalisme « écologise » son **brigandage du monde-Terre** de manière inéluctablement anarchique, au gré des cupidités oligarchiques concurrentielles qui s'en trouvent exacerbées et nullement adoucies – l'actualité mondiale en atteste à loisir.
- Le capitalisme « écologise » son **exploitation des forces de travail salariées** en une logique inéluctable de séparation sociale, de développement social séparé, autant dire d'**apartheid social**, entre les intégrés exploitables et les laissés-pour-compte inexploitable qu'on parquera en des zones réservées, qu'on bannira dans des banlieues de l'Occident prospère. Il est patent que les orientations écologiques du néolibéralisme accusent cette séparation : entre ceux qui en bénéficient et ceux qui

²⁸ Lacan formule cette *incommensurabilité* entre les deux sexes comme « *non-rapport* »...

²⁹ Corrélation pour nous essentielle : le capitalisme ne fait pas monde pour les êtres humains dont il ne connaît que la dimension transactionnelle, basée sur la marchandisation de leurs « forces de travail ». Autant dire que pour le monde-Capitalisme, un être humain n'y apparaît que dans la stricte mesure de son éventuel caractère marchandisable. D'où que les êtres humains inexploitable ou plus généralement inintégrables au régime capitaliste d'exploitation (comme garde-chiourmes par exemple) sont tenus pour inexistantes.

³⁰ Les prolétaires invisibles dans la société bourgeoise vont devenir les acteurs centraux du projet communiste.

³¹ Les usines, lieux sociaux mis au ban de toute politisation par d'infranchissables enceintes, deviennent les lieux centraux de la politique communiste.

³² « *Nous ne sommes rien. Soyons tout !* » (*L'Internationale*)

³³ D'où la problématique théorisant après la seconde guerre mondiale une guerre froide entre deux « mondes » et insérant un « tiers-monde » entre les deux.

en font les frais et qu'on désigne alors du doigt comme on a toujours désigné les miséreux : comme fainéants, bornés et attardés !

Remarquons à ce propos que cet apartheid social prend la forme d'un **zonage fractal** (c'est-à-dire à toutes les échelles) : il ne s'agit plus seulement d'une répartition continentale à vaste échelle sur terre mais d'une séparation à toutes les échelles géographiques : entre pays d'un même continent, entre régions d'un même pays, entre villes et bourgs d'une même région, entre villes et banlieues d'une même agglomération, entre quartiers d'une même ville, entre logements d'un même quartier, jusqu'à dans certains cas entre étages d'un même logement.

Cette fuite en avant est accusée par une quasi-disparition des **bourgeoisies** qui se concevaient comme classes politiques au profit (!) désormais de simples **oligarchies**, dont le modèle est devenu le promoteur immobilier (Trump) ou le banquier d'affaires (Macron), oligarchies dirigeant étatiquement des pays comme s'il s'agissait d'entreprises, sur le modèle des « start-ups Nations ».

« La question sociale » prend ainsi un nouveau tour à l'ère du néolibéralisme oligarchique : non plus seulement la question des différentes classes sociales dans le processus de production et dans la crise écologique mais aussi la question du développement social séparé, à toute échelle, entre intégrés et laissés-pour-compte du développement capitaliste, entre exploités-exploiteurs et inexploités.

•

Classes sociales et classes politiques

La bourgeoisie se constitue en **classe politique** en organisant politiquement la reproduction du capitalisme et non pas en se contentant d'en profiter immédiatement : par direction d'un État qui n'est pas seulement appareil de répression et de maintien de l'ordre propriétaire mais qui prend en charge la reproduction sociale de cet ordre capitaliste. La bourgeoisie comme classe politique affirme donc une conception proprement bourgeoise du **peuple**, en valorisant par exemple le plus grand commun diviseur des intérêts individuels (« *chacun a la chance de pouvoir devenir chef d'entreprise* »). Ainsi « *plus une classe dominante est capable d'accueillir dans ses rangs les hommes les plus importants de la classe dominée, plus son oppression est solide et dangereuse* » (Marx).

Détaillons cette différence capitale entre **classes sociales** et **classes politiques**, les secondes pouvant « émerger » en autonomie relative des premières comme on a rappelé que les superstructures idéologico-politiques émergent en autonomie relatives des infrastructures économiques qui les conditionnent.

Un fatras socialement enchevêtré de situations infinies différentes peut devenir un monde politique lorsqu'une classe politique vient le dominer en l'unifiant sous le signe d'une idéologie à ambition universelle.

Ainsi une classe **dominante** est une classe sociale qui s'est constituée en classe politique :

- une classe sociale mesure toute chose et toute relation à ses seuls **intérêts** propres ;
- une classe politique mesure toute chose et toute relation aux **idées** qu'elle forge pour donner à ses propres intérêts une forme universelle, donnant raison d'existence au peuple et à la société qu'elle veut dominer.

« Chaque nouvelle classe qui prend la place d'une autre qui dominait avant elle doit nécessairement, ne serait-ce que pour arriver à ses fins, présenter son intérêt comme l'intérêt communautaire de tous les membres de la société, c'est-à-dire exprimé de façon idéelle : donner à ses pensées la forme de l'universalité, les présenter comme les uniques pensées rationnelles et universellement valides. D'emblée, la classe qui fait la révolution, ne serait-ce que parce qu'elle fait face à une classe, entre en scène non pas comme classe mais comme représentante de toute la société. [...] De ce fait, sa victoire profite également à beaucoup d'individus des autres classes [...] dans la mesure où elle met ces individus en état de s'élever à la classe dominante. » (Marx, L'idéologie allemande ³⁴)

« Même lorsqu'un homme sans fortune obtient du crédit en tant qu'industriel ou commerçant, c'est qu'on a confiance qu'il va se conduire en capitaliste, s'appropriant à l'aide du capital prêté

³⁴ GEME, trad. Jean Quétier et Guillaume Fondu (éd. sociales, 2014 ; p. 133-135)

du travail non payé. On lui accorde du crédit en tant que capitaliste en puissance. Et même le fait, qui suscite tant d'admiration de la part des apologistes de l'économie politique, qu'un homme sans fortune mais énergique, sérieux, capable et versé dans les affaires, puisse de cette façon se transformer en capitaliste, [...] renforce cependant la domination du capital, en élargissant sa base et en lui permettant de recruter toujours de nouvelles forces dans le soubassement social sur lequel il repose. Tout comme pour l'Église catholique au Moyen Âge, le fait de recruter sa hiérarchie sans considération de condition sociale, de naissance, de fortune, parmi les meilleurs cerveaux du peuple, était un des principaux moyens de renforcer la domination du clergé et d'assurer le maintien des laïcs sous le boisseau. Plus une classe dominante est capable d'accueillir dans ses rangs les hommes les plus importants de la classe dominée, plus son oppression est solide et dangereuse. » Marx (Le Capital, Livre III, chapitre 36 ³⁵)

Au total, une classe politique n'est pas une simple classe sociale : en particulier la **bourgeoisie** n'est pas le simple **patronat**, moins encore une mafia de pillards ou une ligue armée de gangs qui imposent sans fioritures leur « ordre » propre sans encombrer leur régime oppressif d'aucune « idéalisation ».

Conséquence aujourd'hui désastreuse : tout de même que les situations dominées par de purs et simples bandits constituent des chaos qui ne méritent aucunement de s'appeler « monde » ³⁶, tout de même les situations dominées par des cartels instables d'oligarchies rapaces, sans réelles classes politiques aptes à dominer « leurs peuples », ne sauraient faire monde mais font tout au plus développement séparé et apartheid social.

Oligarchies

Force est de constater aujourd'hui qu'il n'y a plus de classes politiques se souciant de faire monde à partir de leurs propres intérêts.

- Certes, il y a toujours – plus que jamais – sur terre des **ouvriers** (par centaines de millions !), il y a donc toujours une classe sociale des ouvriers mais il n'y a plus à proprement parler de **prolétariat** s'il est vrai que la consistance de cette classe politique a imposé au cours de la Révolution culturelle ³⁷ ;

L'horizon politique du communisme est proprement obstrué par l'échec de l'hypothèse marxiste d'une classe politique nommée *prolétariat*. Cette obstruction n'a toujours pas été politiquement subsumée. Tout le propos de cette revue est d'en prendre lucidement acte pour envisager d'agir politiquement en conséquence.

- Il n'y a plus non plus à proprement parler de **bourgeoisies** s'il est vrai que, depuis la chute du Mur de Berlin, celles-ci se sont rapidement rabougries et repliées en de simples coalitions instables d'oligarchies rivales.

La seule exception, peut-être, est la Chine de Xi Jinping qui semblerait explorer la possibilité d'une **bourgeoisie de type nouveau**, armée d'une idéologie de type nouveau promouvant son capitalisme monopoliste d'État sous le signe explicite d'un bien commun à toute la Chine, à son peuple entier et par là à l'humanité tout entière. Mais une telle nouveauté peut-elle être pérenne et devenir exportable ? Claudia Pozzana et Alessandro Russo ³⁸ soulignent les particularités extrêmes de ce modèle ³⁹ qui semblent interdire sa généralisation, et qui, pour commencer, n'arrive même pas à s'exporter à Hong-Kong ou Formose. ⁴⁰

³⁵ Éditions sociales (1970) : tome II, p. 260

³⁶ Voir par exemple le Japon des *Sept samourais* ou la Chine des Seigneurs de la guerre. Voir aujourd'hui la situation paroxystique de Haïti et de bien des pays d'Afrique.

³⁷ Voir dans cette revue notre discussion avec Alessandro Russo sur la Révolution culturelle.

³⁸ Voir *Facing WW4* : <https://ir.canterbury.ac.nz/bitstreams/4652942d-3301-4bbe-9e79-7e0e4d4d5649/download>

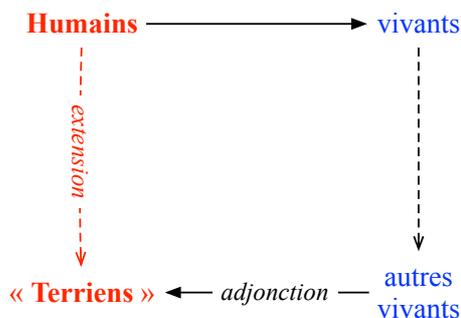
³⁹ Double autorité (autorité *prescriptive* capitaliste classique et autorité *interdictrice* spécifique gagée sur un parti-État regroupant plus de 5% de la population).

⁴⁰ Hypothèse corrélatrice et consolatrice : une telle bourgeoisie chinoise de type nouveau pourrait-elle devenir contemporaine d'un prolétariat chinois de type nouveau ?

Une alternative

Rendu en ce point, comment sortir de l'impasse du Capitalocène ? Une alternative stricte se dessine aujourd'hui.

- **Une première orientation** propose de nous intégrer, nous autres humains, au monde-Terre en nous adjoignant aux autres « vivants » pour constituer ⁴¹ le nouvel ensemble des « Terriens » apte à étendre une problématique du monde-Terre qui ne sépare plus Nature et Culture.



Cette orientation pourra s'adosser aux orientations religieuses monothéistes, aptes à garantir la compatibilité globale du projet par l'existence d'une Transcendance bienveillante créant simultanément tous les termes du problème : l'Humanité, la Terre et la Nature.

- **L'autre orientation** vise à constituer un monde-Humanité, apte à organiser collectivement un rapport politiquement émancipé (et non plus de simple saccage) au monde-Terre. C'est en ce point que peut s'affirmer l'orientation communiste en matière écologique.

On l'a rappelé en introduction : cette orientation communiste ne part pas de rien. L'Humanité a en effet prouvé qu'elle était capable de sortir durablement du capitalisme, non tant sous la forme d'un socialisme d'État (qui s'est avéré finalement se concentrer sur la construction d'un État socialiste pour se rabougir alors inéluctablement en capitalisme monopoliste d'État) que sous la forme de la Révolution communiste chinoise (1958-1976) si bien que depuis, « *Notre univers n'est plus pareil. La Chine s'est mise en Commune.* » ⁴².

Comme on sait, cette percée hors du capitalisme a été vivement combattue et a dû finalement refluer. Cette percée demeure cependant cette « *grande éclaircie* » qui titre le livre de Cécile Winter ⁴³ et qui nous indique, en ce début de XXI^e siècle, comme la Commune de Paris a pu l'indiquer au début du XX^e, que l'humanité n'est pas éternellement condamnée au capitalisme mais peut le surmonter et le dépasser.

•

Comment alors s'emparer en communiste de cette question écologique lors même qu'aucune politique communiste ne semble aujourd'hui concevable à grande échelle, à l'échelle même des immenses désastres humains, sociaux et politiques que le Capitalocène génère pour l'humanité tout entière ?

Notre proposition va être ici la suivante : faute de ligne politique concevable, organiser l'affirmation militante de quelques **points** politiques susceptibles de faire brèche dans l'hégémonie dominante du capitalisme oligarchique.

Ce travail pour **adjoindre** aux différentes situations sociales contemporaines des points de vue communistes organisés, ce travail d'activation de **points** en situation, examinons-le sous le nom d'**acupuncture**.

⁴¹ Par adjonction « parlementaire », préciserait Bruno Latour...

⁴² Voir Aragon (*Le roman inachevé* ; 1956), chanté par Léo Ferré : « *Je chante pour passer le temps // J'ai vécu le jour des merveilles / Vous et moi souvenez-vous-en / Et j'ai franchi le mur des ans / Des miracles plein les oreilles / Notre univers n'est plus pareil [...] Nous avons fait des clairs de lune / Pour nos palais et nos statues / Qu'importe à présent qu'on nous tue / Les nuits tomberont une à une / La Chine s'est mise en Commune* »

⁴³ *La grande éclaircie de la Révolution culturelle chinoise* (Éd. Delga ; 2021)

IV - Proposition communiste

Examinons

1. Ce qui obstrue aujourd'hui – on l'espère provisoirement - la perspective d'une ligne politique proprement communiste.
2. La proposition alternative d'une acupuncture militante.

IV.1 - Pas de ligne politique !

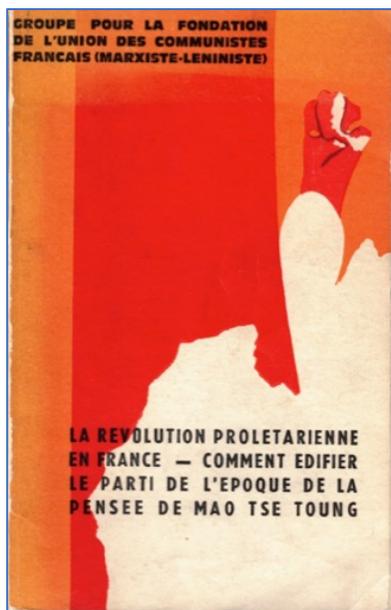
La situation actuelle des communistes se caractérise négativement par l'impossibilité de déterminer à proprement parler une ligne communiste d'intervention politique dans les situations où il s'agit pour eux d'intervenir.

« Ligne politique » ?

Comment caractériser ce qu'est une ligne politique ?

On posera 1) qu'une ligne politique intrique les quatre dimensions de l'intervention révolutionnaire en situation (confrontation politique à l'antagonisme social des manières collectives de travail, d'habiter, de peupler et de s'organiser) et 2) qu'elle les intrique en formulant le fil rouge, le *Leitfaden* (fil conducteur), l'*instress* (intension) susceptibles d'ordonner cette intrication selon un foyer principal. ⁴⁴

Prenons pour cela l'**exemple de la constitution de l'UCF(ml)** telle que formulée dans sa brochure de lancement en février 1970.



Table

INTRODUCTION	8	V. — LA BOURGEOISIE	70
I. — TIRONS LES LEÇONS DE LA TEMPÊTE RÉVOLUTIONNAIRE DE MAI 1968 : LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA QUESTION DU PARTI	11	1) Les contradictions fondamentales du monde contemporain	72
1) Depuis mai 1968, la question du Parti est posée dans les masses	11	2) L'impérialisme français est un des maillons faibles du système impérialiste mondial	77
2) La lutte de classe prolétarienne dans les usines connaît son essor ; l'idéologie syndicaliste révisionniste	11	3) Les formes concrètes de la dictature bourgeoise : exploitation et oppression	82
3) Contre l'idéologie syndicaliste révisionniste, une invention du prolétariat : les Comités de base, d'action, de lutte	23	A — Seul le point de vue de l'unité du peuple permet d'éviter un débat académique et révisionniste	82
4) Trois questions, une seule réponse : l'édification du Parti	29	B — L'essence de l'oppression bourgeoise, c'est la division du peuple	84
A — Est-ce aujourd'hui en France militer dans les syndicats réactionnaires ?	29	VI. — LE RÉVISIONNISME	87
B — Quelle est la juste conception de la lutte des classes dans l'usine ?	32	1) L'essence du révisionnisme, c'est la conception bourgeoise du monde sous une détroque pseudo-marxiste-féministe	88
C — Quelle est la forme d'organisation adéquate pour mener de telles luttes ?	33	2) Il est nécessaire de distinguer le révisionnisme du réformisme	91
II. — LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE	35	3) Le révisionnisme est une force sociale contre-révolutionnaire. Il s'appuie sur l'aristocratie ouvrière traditionnelle, sur l'aristocratie « populaire » bureaucratique et sur une fraction de la petite bourgeoisie	94
1) La jeunesse est l'enfer d'une lutte de classe acharnée entre la bourgeoisie et le prolétariat. L'issue de cette lutte est décisive pour la révolution	35	4) Le révisionnisme est matérialisé par des organisations politiques et syndicales dont la pratique — plus ou moins dominante — est le social-féminisme	98
2) Le rôle de la jeunesse dans la tempête révolutionnaire de mai 1968	38	5) Les révisionnistes sont des agents du social-impérialisme soviétique	102
A — Le rôle de la jeunesse intellectuelle	38	6) Dans le moment actuel, le but principal de la politique révisionniste est de devenir, sous la protection de la bourgeoisie, le pilier de l'appareil d'État dans la classe ouvrière. La C.G.T. est l'instrument privilégié de cette politique	104
B — Le rôle des jeunes ouvriers	44	VII. — L'ÉDIFICATION DU PARTI	107
C — La volonté d'union de la jeunesse dans le combat prolétarien	45	1) Que sera le Parti ? Un parti de l'époque de la pensée de Mao Tse-toung	108
III. — NOTE SUR LA QUESTION PAYSANNE	46	A — Les trois caractéristiques fondamentales d'un Parti Communiste authentique	108
IV. — LES GROUPES RÉVOLUTIONNAIRES SE RECLAMANT DU MARXISME, DU LÉNINISME ET DE LA PENSÉE DE MAO TSE-TOUNG	49	B — Les caractéristiques politiques du Parti de l'époque de la pensée de Mao Tse-toung	110
1) La Gauche Proletarienne	51	2) Comment créer un tel Parti ? Quelles doivent être la politique et la ligne de masse sur la construction du Parti ?	115
A — Les thèses passées et présentes de la Gauche Proletarienne sont, dans leur ensemble fausses	51	3) La création de l'Union des Communistes Français (marxiste-léniniste). Unification des sinécures révolutionnaires et orientation d'ensemble du travail communiste de masse	117
B — La Gauche Proletarienne n'est pas une organisation communiste	51	4) Deux exemples	121
2) L'ex-Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France et les cercles Humanité Rouge	59	A — Le front des usines	121
A — Répéter la pensée de Mao Tse-toung, ou l'appliquer de manière vivante et créatrice ? Tenir le plus grand compte de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, ou la reléguer dans une étape lointaine ?	59	B — Le front des quartiers	126
B — Créer le Parti et attendre patiemment que les masses le reconnaissent, ou remettre aux mains du prolétariat, aux mains des masses, l'édification du Parti ?	59	CONCLUSION	129
C — Souligner constamment la « force » du révisionnisme et de la bourgeoisie, ou s'appuyer résolument sur l'initiative des masses ?	67		

Sa table des matières expose son mouvement : les militants communistes partent d'une situation événementielle (Mai 68 en France), politiquement déclarée (plutôt que socialement constatée), nouée autour de « la question du Parti » puis parcourue à cette lumière selon ses différentes composantes, sociales (usines, jeunesse, paysans) et organisées (Comités et groupes révolutionnaires, bourgeoisie, révisionnisme) pour aboutir à la proposition organisationnelle d'un Groupe portant en France « la question politique d'un Parti de type nouveau au sein des masses ».

Ici, la ligne politique se trace, non par somme des composantes, par addition de dimensions ou par convergence de mouvements mais par **projection d'une décision politique liminaire** (cf. le point I.1 :

⁴⁴ Mathématiquement formulé, on dirait : en donnant à cette intrication la forme synthétique d'un quaternion spécifique.

« Depuis mai 68, la question du Parti est posée dans les masses. », projection dans toutes les dimensions de la situation-France qui va s'exposer linéairement (discours oblige !) en une succession de chapitres dont la conclusion ramassera l'intrication native : « créer l'organisation qui remettra à la classe ouvrière et au peuple l'édification du Parti ». Ainsi, la ligne politique s'arrime à la **décision d'une focale particulière** (la question d'un Parti « de l'époque de la pensée de Mao Tsé-toung »), au **parti pris liminaire d'un point de vue synthétique** apte à rayonner en France dans les nombreuses situations de masse.

Notons que le monde-France est ici politiquement donné par l'existence d'une bourgeoisie dominante (chapitre V) avec laquelle il s'agit de rivaliser pour révolutionner ce monde et lui donner un fondement de type nouveau (« Le monde va changer de base »). La ligne politique alors proposée met l'organisation politique de type nouveau au poste de commandement, c'est-à-dire projette d'engager la révolution de ce monde en le dotant d'un nouvel opérateur central, apte à assumer en France l'ambition centralisée de cette révolution globale.

Aujourd'hui...

Aujourd'hui, rien de tout cela n'aurait de sens, en l'absence non tant pas des mouvements de masse qui proliferaient à l'époque que de toute Idée portant un horizon politique partageable à grande échelle : rien, à l'évidence, qui tienne aujourd'hui lieu de ce point de départ qu'était à l'époque « l'enthousiasme de masse pour le socialisme »⁴⁵ et qui permette comme alors de s'enraciner dans la conviction que « notre enthousiasme est grand et justifié »⁴⁶ car « stratégiquement et tactiquement, la situation en France est excellente pour le camp de la révolution »⁴⁷.

« Points » politiques !

Si l'on ne peut donc ambitionner aujourd'hui de nous doter d'une ligne politique pour une intervention communiste se projetant en différentes localisations⁴⁸ (tout particulièrement hors de France⁴⁹), il nous faut inventer une problématique politique et militante de nouveau type en **partant cette fois de points**, points nécessairement de nouveau type (car n'étant plus points d'une ligne donnée⁵⁰) aptes à tresser quelque réseau, un peu comme on trace un graphe à partir de ses sommets.

Il s'agit ce faisant d'inventer aujourd'hui des interventions militantes dans des situations (qui ne font pas monde) en imaginant pour cela ce que nous proposons d'appeler **une acupuncture militante**, au demeurant susceptible de constituer un précieux garde-fou face au péril dogmatique, particulièrement menaçant en toute période de désorientation.

« Rêver la prolongation indéfinie des choses défuntes et le gouvernement des hommes par embaumement, restaurer les dogmes en mauvais état, redorer les châsses, recrépir les cloîtres, rebénir les reliquaires, remeuler les superstitions, ravitailler les fanatismes, remmancher les goupillons et les sabres, reconstituer le monachisme et le militarisme, croire au salut de la société par la multiplication des parasites, imposer le passé au présent, cela semble étrange. Il y a pourtant des théoriciens pour ces théories-là. » Victor Hugo (Les Misérables)

IV.2 – Acupuncture militante

« On peut ressentir, il me semble, le monde comme ce carré d'hiéroglyphes d'un problème d'échecs où un mécanisme secret est enseveli, dissous dans l'apparence, - où un certain foyer découvert bouleverse pour l'esprit la puissance des pièces, la perspective des cases, comme un coup donné dans un kaléidoscope. Il suffit de poser la pièce sur cette case que rien ne désigne pour que tout soit changé. [...] Depuis longtemps l'idée flotte dans mon esprit qu'il est un point en [ce monde] d'où tout se découvre, un certain levier qui donne

⁴⁵ p. 11 de la brochure

⁴⁶ p. 129

⁴⁷ p. 11

⁴⁸ De telles localisations, que la ligne produisait par intersection de différentes composantes socio-politiques, s'appelaient alors des « fronts » : voir « le front des usines et le front des quartiers » qui constituent les deniers développements (VII.4.A et B) de la perspective.

⁴⁹ Pour les communistes d'aujourd'hui, l'impératif de sortir de France et d'Europe est décisif

⁵⁰ Voir par exemple *La lettre en 25 points concernant la ligne du mouvement communiste international* (Réponse, le 14 juin 1963, du PCC au PCUS)

prise sur lui. On pourrait envisager très matériellement une recherche des points d'attache de la vie, des centres nerveux de la planète, une espèce d'acupuncture tellurique. »

Julien Gracq (*Un Beau ténébreux*)

« Il s'agit ici de procéder à une investigation de quelques points clés. D'où le caractère volontairement discontinu de ce travail, détaillé sur quelques questions, elliptique sur d'autres. On pourrait y voir, si l'on veut, une tentative d'acupuncture théorique. »

Robert Linhart (*Lénine, les paysans, Taylor*)

Dans une situation sociale donnée, posons qu'un travail militant d'acupuncture consiste à y **activer des points de vue politiques** c'est-à-dire d'**adjoindre** (et pas seulement d'**ajouter**) des points de vue militants ajustés à la situation de départ en sorte de la politiser et par là de l'étendre.

Que veut dire ici « adjoindre » et quels sont les « points politiques » susceptibles d'être ainsi adjoints ?

« Adjoindre » ?

Adjoindre est bien plus qu'ajouter :

- **ajouter**, c'est augmenter la situation d'un élément supplémentaire, c'est simplement apposer un nouveau terme à côté des précédents, c'est étirer une liste (on ajoute une pièce à un bâtiment existant en lui accolant une annexe ; on ajoute un élément à un répertoire existant) ;
- **adjoindre**⁵¹ par contre, c'est mettre l'élément ajouté en rapport systématique avec tous les éléments préalablement existants dans la situation, c'est le composer avec l'ensemble des constituants de la situation ; c'est le faire interagir avec l'ensemble des termes de la situation.

Par exemple, l'adjonction d'un mot d'ordre à la situation dont il s'est emparé consistera à en faire le point désormais central de cette situation, point sur lequel l'ensemble des protagonistes aura à se prononcer, ce qui présuppose bien sûr que le point en question – le mot d'ordre en l'occurrence – aura bien la capacité de devenir central dans la situation (et qu'il ne constituera donc pas une simple revendication parmi d'autres, à seulement ajouter au cahier de doléances établi).⁵²

« Points » ?

Un point politique ainsi susceptible d'être adjoint sera un **point de vue communiste** sur la situation concernée, opérant comme une sorte de foyer rayonnant une nouvelle capacité politique effective.

Avançons quatre points susceptibles de faire jour politique dans les situations où telle ou telle question écologique se pose.

V - Quatre points

Détaillons le premier point, le plus général, et mentionnons plus brièvement les trois autres (nous aurons l'occasion d'y revenir dans de prochains numéros).

a) Le point politique de la Justice

Le point le plus fondamental concerne la nécessité idéologico-politique de réaffirmer une confiance politique en **l'Humanité comme telle**, c'est-à-dire en une Humanité antagoniquement divisée sur ce dont elle est ou non collectivement capable.

Comment ? En constituant, en situations, des points politiques de Justice qui s'y adjoindront, non exactement pour les réformer ou les révolutionner mais pour les fissurer politiquement, en quelque sorte pour percer la chape de plomb qui aujourd'hui recouvre ces situations.

⁵¹ L'idée en mathématique vient d'Évariste Galois en 1830.

⁵² Le paradigme arithmétique est l'adjonction du nombre irrationnel $\sqrt{2}$ à l'ensemble $\mathbb{Q}=\{q\}$ des nombres rationnels : le simple ajout ne ferait que l'accrocher ($\mathbb{Q}+\sqrt{2}$) quand l'adjonction fait interagir $\sqrt{2}$ avec tous les q pour étendre le corps \mathbb{Q} en le nouveau corps $\mathbb{Q}[\sqrt{2}]=\{q+\sqrt{2}\}$.

Un point de Justice sera ainsi un point qui affirme concrètement, dans une situation donnée, l'existence politique ici et maintenant d'une telle Humanité en acte.

Affirmer l'existence d'une Humanité comme telle peut se faire de bien des manières : artistiquement⁵³, scientifiquement⁵⁴, amoureuxment⁵⁵. Nous nous intéressons ici aux formes spécifiquement politiques d'une telle affirmation.

Détaillons à quel titre nous mobilisons ici l'idée politique de **Justice**.

Ce que, pour l'orientation communiste, « Justice » n'est pas.

Elle n'est pas :

- la propriété de ce qui est « juste »⁵⁶, non seulement parce que la Justice n'est pas la justesse (celle des « idées justes » c'est-à-dire ajustées⁵⁷) mais surtout parce que *Justice* désigne ici un principe politique qui ne se monnaie pas en qualité affectant différents substantifs (en décision « juste », en action « juste »...);
- une affaire de « jugement », en particulier en son sens juridique convoquant alors le droit et l'appareil judiciaire (tribunaux, sanctions...);
- le concept philosophique homonyme désignant une vertu (souvent appariée au courage).

Dans l'histoire communiste des XIX^e et XX^e siècles, l'idée de Justice a été peu mobilisée comme principe politique affirmatif.

- **Marx** la traite plutôt comme notion idéaliste, idéologiquement fumeuse qu'il rattache alors au socialisme utopique français. Notons cependant que, dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875), c'est bien à ces socialistes utopiques français⁵⁸ que Marx va reprendre le principe communiste « *De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* », celui-là même qui formule le principe d'une justice communiste en matière de rapports entre production et distribution.
- **Mao** ne se réfère à la problématique de la Justice que lorsqu'il est question de l'appareil d'État du même nom (droit et tribunaux...), ou lors d'échanges internationaux formulant alors des souhaits convenus (« *la paix et la justice dans le monde entier...* »).
- Seul **Lénine** lui donne politiquement droit : comme idée politique, spécifiquement apportée par les masses, donc comme une sorte d'« *invariant communiste* »⁵⁹ que les Bolcheviks doivent recevoir politiquement des mains des masses populaires.

Deux exemples.

« Pour Monsieur Péchékhonov [du parti socialiste populiste du Travail], "justice" n'est qu'un mot. Mais pour la masse des semi-prolétaires, pour la majorité de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, ruinées, extenuées, épuisées par la guerre, ce n'est pas un mot, c'est la question la plus poignante, la plus brûlante, la plus importante, la question de la mort par inanition, la question d'une bouchée de pain. [...] La justice est un vain mot, disent les intellectuels et les gredins enclins

⁵³ Joseph Conrad : « *L'art peut être défini comme une tentative résolue de rendre la plus haute justice à l'univers visible, en mettant en lumière la vérité, multiple et unique, qui sous-tend tous ses aspects.* » (*Le nègre du Narcisse*, Préface).

⁵⁴ La mathématique par exemple rend justice de la capacité collective de l'Humanité à vivre rationnellement dans l'infini.

⁵⁵ Un amour rend justice de la capacité propre de l'Humanité (capacité qui la distingue de la pure animalité des mâles et des femelles) à activer l'irréductible différence des sexes comme heureuse puissance d'égalité.

⁵⁶ tout comme *Vérité* n'est pas la propriété de ce qui est *vrai*, *Égalité* n'est pas celle de ce qui est *égal*, ou *Femme* celle de ce qui serait *féminin*...

⁵⁷ Du point de la justesse, le contraire du *juste* est le *faux* (en tant que non conforme à une norme) et non pas l'*injuste*.

⁵⁸ En l'occurrence Étienne Cabet « *À chacun suivant ses besoins. De chacun suivant ses forces* » (*Voyage en Icarie*, 1840), disciple de Saint-Simon (« *À chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres* »).

⁵⁹ Voir Alain Badiou *De l'idéologie* (1976)

à se déclarer marxistes, sous le noble prétexte qu'ils ont "vu les petits cotés" du matérialisme économique. Les idées deviennent une force quand elles s'emparent des masses. Et c'est précisément maintenant que les bolcheviks [...] incarnent par leur politique l'idée qui anime dans le monde entier des masses innombrables de travailleurs. » (1^o octobre 1917 - Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?)

« Chaque ouvrier ou paysan mobilisé sait pour quoi il se bat et est prêt à verser son propre sang pour le triomphe de la justice et du socialisme. » (14 mai 1920 - Discours à proximité de Moscou)

Posons donc que, dans l'orientation communiste, *Justice* nomme la cible politique d'un travail communiste qui procède de son axiome d'Égalité, travail visant à adjoindre quelque Justice aux situations qu'il traite.



60

- Dans ce schéma, *Égalité* nomme un **point de départ** : une décision affirmative liminaire qui porte sur les êtres humains, sur les éléments d'une Humanité individuellement émietée : égalité de chacun et de tous. *Égalité* est le principe-**source** de la politique communiste, celui qui la constitue et qu'elle met politiquement en œuvre.
- *Justice* nomme par contre un **résultat** qui concerne cette fois l'Humanité saisie comme puissance générique, comme capacité collective (intérieurement disputée) à s'émanciper de sa préhistoire animale. *Justice* est le principe-**cible** de la politique communiste, celui qu'elle construit pas à pas, point par point, situation par situation.
- *Politique communiste* nomme alors l'**opérateur** militant inscrivant matériellement, en une situation donnée égalitairement saisie, quelque point de Justice c'est-à-dire quelque affirmation concrète d'une Humanité s'émancipant effectivement selon un acte spécifié.

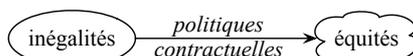
Au total, l'orientation communiste s'adosse donc à l'Égalité pour construire une politique en Justice.

Ce faisant, *Justice* désigne un réseau de points en situation plutôt qu'un régime systématique ou qu'un état – voire un État – institué (telle une société communiste qui serait devenue « juste »).

Donnons **trois exemples** de tels points inscrivant l'objectif communiste d'une Humanité émancipée sous le signe d'une Justice circonstanciée.

- Le principe populairement admis : « *Qui ne travaille pas ne mange pas !* » devient principe communiste affirmatif en matière de production et de distribution sociales : « *De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* ». ⁶¹
- Le mot d'ordre de l'UCF face aux licenciements dans la France mitterrandienne des années 1980 : « *Un mois de salaire par année d'ancienneté !* » visait à rendre justice de l'existence ouvrière passée au travail dans les usines au moment de leurs fermetures.
- Dans un travail militant au sein d'un bidonville marocain (2019-2023), le groupe *Longues marches*, face à la perspective d'une pure et simple destruction du bidonville, a proposé le mot d'ordre suivant : « *Nos baraques ne sont pas des déchets. Indemnités de tant de Dirhams par pièce ou baraque détruite !* », mot d'ordre qui visait à rendre justice de l'existence populaire, ayant créé ses propres formes d'habitation dans des villes dont l'État veut désormais les chasser.

⁶⁰ Cette dynamique s'oppose antagoniquement à la politique capitaliste qui, en sa version parlementaire de « gauche », circule d'inégalités individuelles à quelques équités (normées par de supposés « mérites ») via des politiques contractuelles appropriées :



⁶¹ Rappelons que ce principe *communiste* se distingue du principe strictement *socialiste* « *De chacun selon ses capacités à chacun selon son travail* ».

Il s'agirait donc de traiter différentes questions écologiques sous le signe de la Justice c'est-à-dire selon des points précis orientant ces questions en fonction de l'Humanité tout entière. À nous, bien sûr, d'y travailler politiquement selon des liaisons de masse appropriées.

b) Le point politique des classes sociales

On le sait, l'Humanité est divisée en classes sociales et l'inexistence aujourd'hui de classes proprement politiques (tant de bourgeoisies véritables que d'un prolétariat, les deux choses étant évidemment liées) n'y change rien. Tout traitement en Justice de telle ou telle question écologique implique donc de la croiser aux **questions sociales qui traversent les situations concernées** : qu'il s'agisse d'une question d'air, d'eau, de nourriture, de climat, de travail, d'habitat, de santé, il est essentiel que la question soit ressaisie selon les divisions sociales qui la traversent en sorte que toute initiative écologique relève à la fois d'une orientation et d'une décision de masse sur ces divisions sociales existantes.

c) Le point politique de l'antagonisme

L'Humanité n'est pas seulement socialement diversifiée ; elle est antagoniquement divisée, stratégiquement entre deux voies *capitalisme ou communisme* – en matière de questions écologiques, ces antagonismes prolifèrent, que ce soit entre classes sociales, entre villes et campagnes, entre agriculture et industrie et, intensification maximale, entre pays et entre continents. Là encore, il importe donc de mesurer toute question écologique à son **traitement effectif de ces antagonismes** : toute initiative écologique doit prendre mesure des ennemis qu'elle constitue et des antagonismes politiques qu'elle engage ; a contrario, toute initiative consensuelle ne peut que forclure les antagonismes qui opèrent pourtant au principe même de toute question écologique.

d) Le point politique de l'Afrique

Reste le point le plus circonstancié des quatre, celui qui concerne plus immédiatement les militants de France ou d'Europe : la proposition est d'évaluer toute politique en matière d'écologie à la manière dont elle va ou non concerner l'Afrique. Il s'agit pour cela d'engager des enquêtes de masse au long cours dans quelques pays de ce très vaste continent en sorte d'y apprendre comment les questions écologiques s'y donnent pour les masses africaines, tout particulièrement pour les ouvriers, paysans et femmes du peuple.

L'Afrique, si proche et si intriquée à notre propre pays comme à notre propre continent, condense en effet les contradictions sociales, écologiques et politiques de notre époque : d'un côté elle est pillée par tous les impérialismes rivaux d'Ouest et d'Est, traitée en dépotoir pour les déchets du capitalisme mondialisé, zonée et fragmentée à souhait par les oligarchies prédatrices, livrée aux « Seigneurs de la guerre » suite à la décomposition des États néocoloniaux ; et d'un autre côté, ses ressources populaires sont immenses, à l'échelle des ressources paysannes dont disposait la Chine en 1927 (ressources que les communistes bolcheviks méprisaient et que Mao a su constituer en base populaire pour la révolution chinoise). Le temps est ainsi peut-être venu pour les communistes de France et d'Europe d'engager en Afrique quelque équivalent de l'enquête menée par Mao début 1927 sur le mouvement paysan du Hounan ⁶² en sorte de constituer les masses africaines comme mesure politique singulière du traitement planétaire des questions écologiques.



⁶² Mao Zedong : « Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan » (mars 1927)
<https://vivelemaoisme.org/mao-zedong-rapport-sur-l-enquete-menee-dans-le-hounan-a-propos-du-mouvement>

[FACE AU NIHILISME]

REINE COHEN : LE POINT DE L'ÉNONCIATION EN PSYCHIATRIE

Nous publions ici l'intervention de Reine Cohen prononcée lors de la rencontre franco-tunisienne *Faire face au nihilisme* ? (3 février 2024, Ircam, Paris) ¹.

I

Les dites « *sciences humaines* », que l'on peut aussi désigner comme « *praxis et disciplines théoriques du parlêtre ou sujet parlant* », s'établissent et s'exercent dans les plans où se constituent et opèrent ce que j'appellerai les « *nouages-représentations* » entre :

- le sujet et lui-même (ce qui lui permet de s'identifier et de se reconnaître),
- le sujet et ses autres (ses modalités relationnelles),
- le sujet et le monde (sa position et son orientation dans le monde habité par ses semblables).

Psychiatrie et psychanalyse ont en commun d'une part, de s'établir dans ce champ au un-par-un, et d'autre part d'y être convoquées par les impasses que ces nouages-représentations rencontrent et constituent.

Symptômes et troubles

Elles diffèrent cependant, en ceci que

- la **psychanalyse** se tient du côté de la construction de ces nouages dont les impasses font **symptômes** subjectifs ;
- la **psychiatrie** est convoquée là où ces impasses font **troubles**.

On peut poser que troubles et symptômes sont des nominations symétriques : objective et en extériorité du côté des troubles psychiatriques, subjective et en intériorité du côté des symptômes psychanalytiques.

Rappelons que « *trouble* », dans son usage actuel en psychiatrie, est la traduction du « *disorder* », mis au goût (ou au dégoût) du jour, par le DSM ², dans les années 80. La désignation, dans ce manuel, du patient par la forme « *avec troubles xxx* » connote une grammaire qui l'assigne à son complément d'objet (« ce qu'il a ») plutôt qu'à son attribut de sujet.

Je pourrais définir – allons-y sans attendre – ma position de psychiatre comme constituée par le désir (est-ce le nom de mon point à tenir ?) de soutenir, avec chaque patient que je reçois, **la possibilité du passage du trouble objectif au symptôme subjectif**.

II

Que l'horizon de l'exercice de la psychiatrie soit ce passage (du dehors au dedans de la représentation de ce qui affecte le sujet) en fait une discipline paradoxale de la médecine, discipline qui s'organise selon deux axes.

¹ <http://www.entretiens.asso.fr/2023-2024> – Vidéo : <https://youtu.be/XyvqxA3-LeY>

² *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders* : Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux

Le premier axe se tient entre :

- le savoir médical quant aux symptômes, savoir qui autorise, organise, soutient l'intervention thérapeutique dans son acception médicale ;
- la production de la position de sujet à partir de l'insu de la situation, production qui en un sens oriente la vie psychique vers un horizon, accordé sur ce qui est, mais ouvert sur ce qui peut venir à être.

Le deuxième axe se tient entre :

- l'autorité du médecin, ce à partir de quoi il peut traiter, ponctuellement, ce qui se présente comme insoutenable, dans ce qui fait trouble ;
- la liberté du sujet-patient, conquête en construction, qui tente de desserrer les ligatures du « *il n'y a que ce qu'il y a* », dans lesquelles le sujet reste pris, pétrifié, mortifié, ligatures qui cependant entrent dans ce qui fait tenir son unité et s'opposent au morcellement psychique.

Ces deux axes sont à penser comme des fils noués, dont le nœud doit pouvoir coulisser. Leur nouage mobile est sous-tendu par le lien et la séparation entre énoncé et énonciation.

III

Je reviens sur les trois nouages-représentations que j'évoquais comme constitutifs du champ du parlêtre. Je vais me risquer à vous proposer une intuition, dont vous me direz si elle vous parle.

Ces trois nouages sont noués entre eux, peut-être sur le mode borroméen. Le nihilisme contemporain, au-delà du champ qui m'occupe, ne doit-il pas être pensé ou reconnu comme l'effet d'un dénouage entre ces trois nouages-représentations ? Cela éclairerait peut-être **la sinistre figure de l'individu moderne**.

Concernant la psychiatrie, même si cela se retrouve dans d'autres champs, je désignerai comme nihilisme, ou effets du nihilisme, tout ce qui concourt à **rabattre le sujet sur son objectivité** ; tout ce qui, en se rapportant à la vie psychique du sujet en extériorité objective, le met hors d'état, hors de position, de penser et de s'approprier l'habitat de son existence.

Il m'est arrivé de proposer de la psychanalyse (la cure) la définition suivante : « *la psychanalyse est une proposition permettant de construire, dans la pensée, un espace où puisse se penser comment on habite sa propre existence. Et parfois, il s'avère que c'est dans cet espace de pensée qu'on habite. Donc, l'analyste est celui qui, dans la présence absente, prête son espace de pensée, en attendant...* »

IV

Rencontre de la question du nihilisme

Qu'en est-il de la rencontre de la question du nihilisme dans l'exercice de la psychiatrie ?

En premier lieu, elle survient dans l'espace clinique en tant que tel, dans différentes modalités d'organisation des instances du négatif : refoulement, déni, dénégation... du côté des mécanismes pour ainsi dire « grammaticaux » ou scripturaires ; dépression, manie, mélancolie, psychose, délire, conversion... du côté des tableaux.

Cette rencontre n'est donc pas problématique en elle-même, puisqu'elle constitue la matière de ce qu'il faut accueillir et travailler dans la rencontre clinique. Et l'expérience montre que si l'on se tient fermement à ce point, le travail est possible. Quel point exactement ? Que **ce qui se présente souvent comme « Rien »**, comme nihilisme, comme demande nihiliste, dans le discours et/ou la position du sujet, **est un quelque chose**, parfois un je-ne-sais-quoi, qui a une consistance a priori inconnue, qu'il faut déplier et faire causer, dans tous les sens du terme « causer ».

Je vais évoquer une situation qui a été pour moi inaugurale, puisqu'il s'agit de la rencontre du premier patient avec lequel j'ai été au long cours aux prises avec la question du rien (je peux dire aujourd'hui que le rien était pour moi une question, alors qu'il était pour lui un destin).

Il s'agit d'un homme qui, ayant, au cours de plusieurs années d'errance, perdu tout ce qui constituait sa vie tangible – travail, compagne, enfant, domicile –, arrive, en bout de course, à l'hôpital psychiatrique pour demander asile. À cette époque, il suffisait encore de se présenter pour être accueilli. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts, sous les ponts où vivent ceux qui n'ont plus de lieu où s'ancrer au monde.

On l'accueille donc, et, à cet homme qui a tout perdu, on propose des substituts : un placement familial, solution pratique à son errance et à sa demande explicite « gîte et couvert ». Par deux fois, cette solution échoue et le patient revient à l'hôpital. Cela m'amène à tenir que, puisque les réponses « sociales » n'ont pas tenu, il faut considérer que la demande s'adresse à la psychiatrie, impératif qui prendra pour moi la forme suivante : « *quiconque s'adresse à la psychiatrie sait ce qu'il fait* »³.

S'engage alors une tentative de travail qui va durer, et qu'il me faudra endurer, pendant plusieurs mois. Je le reçois plusieurs fois par semaine pour des entretiens au cours desquels je suis envahie par le fait que lui est envahi par le rien : *il n'est rien, il ne sait rien, il ne peut rien, il ne pense rien, il ne veut rien, il ne dit rien*, et même, alors qu'il est dans une totale dépendance, *il ne demande rien*. Je m'accroche, j'essaie de trouver quelque chose (de prouver que là où il paraît qu'il n'y a rien, il y a quand même quelque chose !) jusqu'au jour où, épuisée (je sortais des entretiens comme d'un combat de boxe), n'en pouvant plus, je lui lance, d'un air goguenard : « *en tout cas, grâce à vous je vais devenir célèbre* » ; il s'étonne - « *oui, je vais écrire un article où j'expliquerai que j'ai rencontré un rien, et qu'il m'a parlé* ». Et il se passe alors quelque chose d'incalculable : il me regarde et me dit : « *avec vous, c'est pas pareil, parce qu'avec vous, j'ai une place* ». Et à partir de ce moment-là, s'ouvre un travail qui durera deux ans, travail de reconstruction de son histoire, qui lui permettra d'habiter son existence en son nom, de ne plus être l'errant social et psychique qui s'était présenté à notre porte. À partir de ce travail, je rédigerai ma thèse sous le titre « *Les SDF en psychiatrie, comment ne pas s'en débarrasser ?* » où je soutiendrai qu'il n'y a pas de cas sociaux en psychiatrie mais des cas psychiatriques, point sur lequel je n'ai pas varié depuis.

La question du suicide

Autre figure du négatif, figure radicale et emblématique de la destruction nihiliste, qui souvent écrase l'exercice, c'est la question du suicide, sur laquelle je dirai trois points.

- Le suicide, quand il aboutit, abolit la question. On peut citer ici Lacan dans *Télévision*⁴ : « *Le suicide est le seul acte qui puisse réussir sans ratage. Si personne n'en sait rien, c'est qu'il procède du parti-pris de ne rien savoir* ». Ce que j'ai mis vingt ans à comprendre : **la question du ratage** renvoie à l'acte manqué, qui ouvre à l'interprétation du sujet, et le suicide est le seul acte qui soustrait à toute interprétation, et donc à tout ratage. Le suicide effectif abolit l'espace de l'exercice clinique et nous laisse réduits à tenter de reconstituer les bribes d'un savoir imaginaire et inopérant.
- Quand il n'aboutit pas, le suicide est la manifestation de l'envahissement critique du sujet par ce qui le nie, négation à laquelle il pourra se soustraire dans son dire, fût-il affirmation du négatif, pour peu qu'il soit entendu. C'est donc sur ce point qu'il faut travailler.

J'ai eu, au cours de mes quarante ans de pratique, quelques patients que je suivais et qui ont acté une tentative de suicide. J'ai souvent pratiqué **une certaine colère** à leur égard, surtout quand il s'agissait de tentatives de suicide médicamenteuses – on ne peut quand même pas accepter sans broncher d'être fait, à son corps défendant, complice d'un crime qu'on cherche plutôt à prévenir. Cette colère a pu être un point témoignant de ma présence dans l'espace de relation, de la convocation que j'adressais au rescapé à venir prendre sa place dans cet espace, et entraîner un mouvement de relance du travail.

- Pour ce qui est de l'idée suicidaire, il faut la distinguer et de la tentative de suicide et de l'idée de mort. **L'idée qu'il serait préférable d'être mort est une représentation imaginaire** qui, me semble-t-

³ Ce point a d'ailleurs des résonances plus larges. La découverte de l'inconscient freudien s'établit dans l'espace où, rompant avec le « *Père, pardonne-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font !* », tout sujet est convoqué à répondre, quant à ce qui le concerne, de ce qui échappe à son savoir conscient, et donc de ses actes, même s'il en ignore les motifs.

⁴ Jacques Lacan, *Télévision*, Éd du Seuil, 1974, pp. 67-68

il, rejoint un « mieux vaudrait n'être pas né », protestation contre l'insupportable de l'existence. « Oh, tout finir... », l'œuvre de Beckett en est pleine, et il n'y a pas à y objecter. Il faut seulement tenter de cerner cet insupportable pour qu'il n'envahisse pas intégralement le champ du désir. Quant à l'idée suicidaire en tant que telle (ce qui est désigné, dans les procédures de prévention et les guides de bonne pratique à destination des urgentistes, comme « projet suicidaire » voire comme « projet scénarisé » à rechercher systématiquement !!!), ma position est qu'il faut la traiter comme **une idée « comme une autre »**, c'est-à-dire partir de l'énigme qu'elle doit constituer pour l'auditeur, condition indispensable pour qu'elle fasse énigme pour le sujet et l'incite à poursuivre sa tentative... d'élucliation, bien sûr !

De l'énonciation

Inciter à poursuivre, cela nécessite que **l'énonciation**, comme acte de parole, ne soit pas captive de **l'énoncé** qu'elle produit. Il n'y a pas de dernier mot, il n'y a pas de totalisation finale du dire dans le dit. Il faut tenir le point (est-ce le même ?) que **dire est un acte qui peut contredire, ou au moins limiter la portée et le poids de ce qui est dit** ; l'oubli de cette dimension, sous quelque forme que ce soit, conduit à une escalade qui précipite les passages à l'acte, côté soignant et/ou côté patient.

Je me souviens d'une déconvenue récente, avec un de mes patients pour qui je n'étais pas follement inquiète mais qui traversait des moments délicats. Il arrive à ma consultation et m'annonce qu'il a essayé de se pendre quelques jours avant. Ses explications confuses à propos des motifs et des circonstances modèrent mon inquiétude. Il finit par me dire qu'il va aller recommencer et quitte mon bureau. Je le ramène sans grande difficulté et fais appel à une infirmière « en renfort ». Cette décision, qui témoigne du fait que j'ai cessé de faire confiance à la situation duelle dans laquelle nous étions, l'empêche probablement de déplier ce dont il était question dans ses annonces et entraîne une escalade dans laquelle je finis par faire quelque chose qui ne se fait pas : je nous enferme à clé dans mon bureau. Outre le ridicule de ma position, c'était tout-à-fait contradictoire avec ce que j'attendais de la poursuite de l'entretien, à savoir que le patient « change d'avis » en acceptant de déplier ce qu'il disait au-delà de la signification apparente. Et bien sûr, la contrainte rendait tout mouvement de parole impossible : **il était enfermé dans son énoncé**, j'étais enfermée avec lui, il faisait mine d'être menaçant, les renforts sont arrivés, il est parti, allant rejouer ailleurs son « *arrête-moi ou je fais un malheur* », qui s'est résolu par une brève hospitalisation.

Nous avons pu reprendre ensuite les enjeux de cette séquence assez probante quant au fait qu'il n'y a pas lieu de confondre, pour qui écoute une parole, « *prendre au sérieux* » et « *prendre à la lettre* ».

C'est une distinction qui demande du temps. Aux urgences, où se rencontrent en première ligne les patients (se) présentant (avec) des idées suicidaires, je tenais les entretiens assez longtemps pour que, sur la ligne de l'énonciation, l'énoncé se soit déplacé, fût-ce sous la forme d'un « *c'est pas ça que je voulais dire* » qui permettait alors un « *je veux bien entendre ce que vous voulez dire* » et une sortie de la fixité des énoncés pétrifiants.

Supporter stoïquement la confrontation au travail taraudant du néant, du nihilisme, de l'anéantissement, c'est notre fonction, la matière de notre travail. Il ne faut pas s'en affoler, et tenir que, quels que soient les énoncés, aussi noirs et négatifs qu'ils puissent être, **toute parole est une parole de vivant**. Cet autre qui est là et qui parle, bien sûr, il ne faut pas le laisser repartir avec trop de pavés dans sa besace, il faut déminer le chemin par lequel il va pouvoir repartir.

V

Participer

Ce qui est plus problématique : la participation du psychiatre au mouvement nihiliste du patient ou au mouvement d'anéantissement du patient.

Participer au mouvement nihiliste du patient, précisément, ça se tient dans le fait de **donner une consistance exagérée aux énoncés du négatif**, qui viennent engluer tout mouvement d'énonciation possible. Sur ce point, il y a lieu de s'inquiéter, parce que, concernant en particulier le risque suicidaire, c'est

à ça que sont massivement formés les jeunes psychiatres et les jeunes médecins qui accueillent les patients aux urgences par exemple (au nom du « *droit des patients* », de la « *démocratie sanitaire* » et du « *principe de précaution* », tout ce qui pointe vers l'obligation de respecter et de protéger l'autre en prenant ce qu'il dit au pied de la lettre), où la consigne est d'hospitaliser toute personne qui évoque des idées suicidaires. Outre que bien sûr nous n'avons pas les moyens de suivre ces consignes, du fait du manque de places et de personnel, ce protocole officialise la transmutation d'un énoncé en acte ; on traite l'idée suicidaire comme un acte, on lui oppose un autre acte, l'hospitalisation, et **ce qui disparaît, c'est la parole en tant qu'elle est adressée**. Donner trop de consistance au négatif, au lieu de considérer que tout énoncé négatif est une affirmation du négatif avec quoi on est aux prises (un « *j'affirme que non* »), c'est une faute technique. Plus grave, c'est un défaut de confiance, ce qui est une faute éthique, puisque **la seule éthique de notre pratique, c'est une éthique de confiance**. Sans quoi, on arrose, on bétonne, on enferme, les patients survivent ; mais vivre, c'est autre chose, c'est garder tissées ensemble l'affirmation et la négation (dont le dénouage conduit à la bascule parfois mortelle de la manie-dépression). La confiance est ce qui nous permet de ne pas ajouter notre angoisse à celle du patient, de rester fermes dans la tempête, de se tenir à la conviction que tant qu'il est là et qu'il parle, ça continue. Non qu'il ne faille parfois agir, mais seulement si on a épuisé, si on a été au bout du mouvement possible dans l'espace de parole ; et ça, c'est l'engagement du praticien (outre les questions « logistiques » - temps et espace disponibles - qui contraignent sa pratique) qui seul en décide.

Pour ce qui est de **la participation du psychiatre à l'anéantissement du patient comme sujet**, il y a une figure contemporaine et qui se répand, de l'organisation de la répartition des « savoirs » entre le discours médical et la parole des sujets : cette figure engage la question du diagnostic et de son usage d'une part, la question du statut contemporain des experts d'autre part.

Diagnostic

Le diagnostic et son usage en psychiatrie, c'est **une question centrale**, qui organise les places respectives du patient et du psychiatre, et a des effets sur la situation clinique.

Il y a encore pas si longtemps, les psychiatres ne donnaient pas, n'assenaient pas le diagnostic à leur patient. On peut argumenter qu'un patient qui apprend qu'il a une pneumonie, ça ne modifie pas son statut pulmonaire. En revanche, un patient qui reçoit un diagnostic psychiatrique, cela modifie son état psychique, qui inclut sa représentation de son état psychique. Et cela, en dehors même de la question de la gravité éventuelle du diagnostic, parce que ça opère un alignement des représentations internes du sujet sur des désignations « objectives », en extériorité. Le diagnostic devient le représentant du savoir pertinent, ou du savoir contesté, et en devenant une sorte d'objet commun, objet d'accord ou de désaccord, objet d'échange ou de rivalité, il abolit la distinction des espaces de discours. Ce mouvement ne concerne pas que la psychiatrie, il concerne le monde, et ce, depuis un moment ; il s'agit du **décloisonnement des discours**, qui induit que, tout le monde étant chez soi dans tous les discours, plus personne n'est chez soi dans son propre discours.

C'est problématique pour deux raisons : d'une part, se multiplient les demandes des patients d'avoir « leur diagnostic », ce qui est très encombrant dans le travail clinique ; d'autre part, la « *démocratie sanitaire* » (qui a un bureau dédié à l'ARS et qui est soutenue par l'HAS⁵) exige que quand un patient demande son diagnostic, on le lui donne. Eh bien, **les diagnostics, c'est comme les médicaments** : si je pense que ça va leur nuire ou qu'ils vont en faire un mauvais usage, si je pense que ça va les tuer (psychiquement au moins), je ne les leur donne pas. J'ai, au fil des ans, bricolé des stratégies pour **me soustraire à cette demande**, pour expliquer pourquoi je refuse, pour dire au patient que ça me prend plus de temps de refuser que d'accepter, et que le temps que je lui consacre sur ce point, il peut en reconnaître la valeur. Actuellement, quand un patient me demande un diagnostic, je dis quelque chose qui n'est pas sans rapport avec la définition de la psychanalyse que je proposais : je dis que le diagnostic, ça permet de savoir dans quel quartier il habite, le quartier des anxieux, des déprimés, des schizophrènes, etc. Bien sûr, l'architecture n'est pas la même dans tous les quartiers, il y a des quartiers dont on peut sortir, d'autres où c'est plus difficile, on peut même habiter au croisement de plusieurs quartiers (il paraît que les états-limite, c'est là qu'ils habitent) ; mais ce qui m'intéresse, dans le travail, au-delà de savoir où il habite, c'est qu'il m'invite chez lui, m'est-il arrivé de dire (et ça n'a jamais été équivoque, personne ne

⁵ Agences Régionales de Santé et Haute Autorité de Santé sont les officines tutélaires dont on constate en pratique qu'elles se vouent quotidiennement à garantir le « droit à la santé », droit sans contenu réel, mais négligent d'assurer les moyens d'organiser effectivement le droit aux soins.

m'a invitée pour un café !), parce que si on comprend comment on habite, alors, même là où on est, on peut habiter autrement. Et c'est quelque chose que la plupart des patients entendent.

Il y a une de mes patientes, avec qui le travail a été une rude bataille pendant environ trois ans, bataille dont je comprends maintenant qu'elle portait sur sa difficile séparation d'avec une représentation d'elle-même complètement, ou presque, colonisée par le regard psychiatrique, qui la soutenait et la bordait depuis le début de son âge adulte. Son temps était d'ailleurs presque entièrement consacré aux soins, et malgré le fait qu'elle vivait de façon autonome, elle ne parvenait pas à habiter son existence en dehors du regard psychiatrique, ce qui bien sûr témoignait d'un effet paradoxal des soins. Peu à peu, sa dépendance s'est assouplie, et depuis plus d'un an, elle s'en est détachée, ainsi que de celle qu'elle entretenait aux toxiques et aux médicaments. Elle était également, bien sûr, dépendante au diagnostic. Quand, obtenant d'une institution de soins où elle était reçue depuis plusieurs années et dont elle avait pu se séparer, le compte-rendu de sortie qui m'avait été adressé et qui comportait des mentions diagnostiques, elle s'était offusquée qu'on puisse « *comme ça, balancer des diagnostics à la figure des gens* ». Elle a perçu, dans mon silence interloqué, le comique de la situation : « *C'est pour ça que vous ne vouliez jamais me répondre quand je demandais mon diagnostic ?* ». Oui, c'était pour ça, pour qu'on puisse en arriver là. À ce point où, se confrontant à l'angoisse sans immédiatement recourir aux « *tranquillisants* », elle peut me demander pourquoi elle s'inflige cette torture et m'entendre lui répondre qu'elle réussit à apprivoiser l'insupportable.

Refuser de donner au patient ce qu'il demande pour se soustraire à sa nécessaire solitude est un acte frustrant mais qui peut être libérateur.

Les « centres experts »

Autre versant de la participation de la psychiatrie au mouvement d'anéantissement subjectif des patients, un dispositif avec lequel je ne suis pas en relation et qui a des effets puissamment nihilistes : la prolifération des « centres experts ».

Ces officines, qui trustent une grande partie des budgets et fournissent aux tutelles de quoi alimenter des protocoles qui doivent s'imposer aux travailleurs de terrain, ne soignent pas les patients. Elles les reçoivent, soit à leur demande soit sur indication des psychiatres traitants, pour les **évaluer** « *objectivement* » selon des protocoles normés, puis rendent des avis experts sur le diagnostic et la thérapeutique qui doit être mise en œuvre. Ensuite, (pas)libre au psychiatre traitant d'appliquer les consignes, d'exécuter les préconisations.

Plusieurs de mes patients ont eu affaire à ces centres : l'une, reçue à sa demande, a dû remplir un protocole où elle a coché 498 réponses à des questions fermées ; un autre, adressé par un praticien qui le recevait précédemment, m'a montré, non sans humour, les conclusions d'un bilan qui énonçaient que, bien qu'il fût cliniquement asymptotique, le relevé d'anciens symptômes permettait de porter le diagnostic de XXX (congédiement explicite de la dimension clinique et révocation sans appel de la possibilité de toute évolution favorable). Enfin, plus grave, un de mes patients se présentant en mon absence aux urgences pour recrudescence anxio-dépressive, est reçu en garde par un praticien travaillant habituellement dans le *centre expert de diagnostic des troubles autistiques de l'adulte*. Ce praticien s'occupe comme il se doit de ce dont se plaint le patient, mais, lui trouvant une présentation et un contact particuliers, le convoque pour le voir en bilan d'autisme. Le patient reçoit peu après le compte-rendu du bilan et disparaît de ma consultation, malgré mes relances. Contactée par ce praticien zélé qui souhaite « *échanger avec (moi) au sujet de ce patient* », je l'informe des effets peu engageants de son intervention et de la retenue qu'il aurait fallu avoir avant d'intervenir là où il n'y avait pas d'urgence et où le patient n'avait rien demandé. Je m'entends répondre : « *nous avons des missions de dépistage et d'orientation, et les patients ne savent pas qu'ils sont malades, ils ne peuvent pas demander* » (le Dr Knock aurait acquiescé, tout pas si mal portant est un malade qui s'ignore !). Le patient n'a pas repris contact avec cet expert, qui me proposait de le solliciter pour qu'il revienne me voir, et que je puisse reprendre les soins en tenant compte des préconisations !! Je ne peux que faire des hypothèses invérifiables quant à l'absence de ce patient, perte de confiance dans les soins, au moins.



De ce que j'ai soutenu, je tire trois énoncés directifs (plus un, qui s'en déduit) de la pratique telle que je la souhaite, pour faire face au nihilisme :

- **Feu sur les centres experts** qui spolient les services de soins et organisent de façon méthodique la déssubjectivation des patients et des soignants, et donc l'abandon de la clinique vivante du sujet ;
- **Refus du diagnostic comme objet d'échange**, de transaction, de négociation entre patient et médecin, dont la circulation abolit la nécessaire séparation des discours et des places ;
- **Prééminence donnée à l'énonciation** sur l'énoncé, toujours ;
- À ces conditions, **l'autorité du médecin** (c'est-à-dire la mise en œuvre réglée de son savoir) peut et doit s'exercer quand les symptômes deviennent tellement envahissants que plus aucune énonciation ne peut se construire ; mais cette autorité ne doit s'exercer qu'à regret, sans que celui qui l'exerce en jouisse.

•••

JOSEPH AKASSANNE : *PLONGÉE EN SUBJECTIVITÉ* *DANS L'UNIVERS DE ROTHKO*

Échapper au nihilisme implique des ressources subjectives, être capable notamment de percer la redoutable épaisseur de l'existant par des trouées affirmatives qui éclairent d'un nouveau jour les situations. Les origines de ces ressources sont multiples et parfois mystérieuses. Nous avons été frappés en lisant l'article ci-dessous de Joseph Akassane combien l'éblouissement né d'une peinture peut conduire à s'y engager subjectivement selon les mots mêmes de l'auteur, à fonder une subjectivité d'engagement.

Préliminaires

Il me tient à cœur de revisiter par des mots l'exposition organisée en 2024 par la fondation Louis Vuitton sur l'œuvre de Marc Rothko. Il me tient à cœur au sens où j'aimerais pouvoir rendre compte par la parole de l'intense émotion que j'ai pu ressentir en découvrant cette œuvre qui m'a permis de m'abstraire du lieu insupportable qu'est cette fondation Louis Vuitton. Deux temps dans cette exposition ont précédé le choc émotionnel. Ces deux temps suivent l'ordre des salles qui elles-mêmes correspondent à l'ordre chronologique de la création de Rothko.

Premier temps ou première salle : la phase figurative consacrée à des scènes souterraines de métro, des portraits et la représentation d'une famille. De ces toiles, trois éléments me retiennent : la volonté de briser l'unité de la famille comme élément basique de l'ordre social établi (le père, la mère et l'enfant ne sont que corps morcelés), la représentation de l'humanité enclose dans un monde souterrain où de longs corps filiformes et aussi ternes que la lumière fusionnent et se confondent avec les murs et les piliers et enfin, troisième élément, le désir, dans certaines toiles de rails et de chemins de fer, de trouver un point de fuite par lequel s'échapper de ce monde inerte et étouffant.

Deuxième temps ou deuxième salle : la phase mythologique où un narratif brisé présente des formes flottantes et presque toutes incomplètes. Certaines évoquent Bosch, d'autres la peinture de Miro. Rothko de toute évidence cherche encore son chemin. Mais l'essentiel dans cette salle tient aux vibrations des figures. Les formes s'animent, dansent, tournent et virevoltent tout comme si le point de fuite de la première salle avait trouvé son ouverture dans un mouvement vibratoire. Cette phase n'est encore qu'un temps de gestation où certaines figures biomorphiques semblent passivement flotter dans le fond neutre d'un liquide amniotique.

Troisième temps : l'ouverture, soit le choc par l'éblouissement. À la différence des deux autres, ce troisième temps n'est plus une phase mais l'accomplissement d'une œuvre ayant transformé la vibration en production de lumière. Ce troisième temps a franchi l'impossible : passer la limite d'un au-delà qui n'était au préalable que seulement mis en perspective.

Le troisième temps : l'éblouissement.

Saisissant est cet instant où, pénétrant dans une salle ne présentant que des toiles faites de bandes rectangulaires de différentes couleurs et toutes organisées selon un axe vertical, je fus littéralement ébloui par l'intensité d'une lumière de provenance purement picturale. Comme le dit Daphné Bétard dans un article sur Rothko, cette peinture : « happe le regard et laisse sans voix ». Ce moment est présenté par la critique comme celui du passage de Rothko à un art absolument abstrait. Je prétends au contraire que rien n'est plus concret que cette peinture purement matière.

Que cette peinture laisse sans voix est une provocation à dire, tout comme est une provocation à penser la définition que Spinoza donne de la substance dans la partie traitant "De Dieu". En remplaçant substance par peinture et en paraphrasant Spinoza, on pourrait énoncer : par peinture, j'entends ce qui est en soi et est conçu par soi, c'est à dire ce dont le concept n'a pas besoin du concept d'une autre chose

pour être formé. Divine est alors cette peinture de Rothko qui, nous laissant sans voix, nous contraint à parler et donc à la penser. Mais pour la penser, encore faut-il la voir, là où justement sa lumière nous aveugle. Dire, voir, penser, il aura simplement suffi de passer d'une salle à une autre pour que je me sente engagé dans cette peinture de Rothko.

Voir pour dire que la lumière de ces toiles semble produite aussi bien de partout que de nulle part. De partout, c'est à dire aussi bien par les rectangles couleur de surface que par ceux du fond où par ceux des strates intermédiaires. Ou bien encore et pour mieux dire, toutes les strates interagissent entre elles par un effet rétroactif pour produire en une toile **cet effet d'éblouissement** qui est tel que Rothko lui-même prétend que la lumière de ses toiles serait capable d'irradier dans le noir le plus total. On pourrait parler d'**une démocratie de la peinture** en ce que ces rectangles couleur, quelles que soient leurs dimensions et leur place dans l'épaisseur des strates, sont tous d'égale valeur. Tous produisent également une lumière qui les traverse autant que la lumière les produit chacun séparément. Rien n'arrête la lumière, l'ouverture n'a pas de borne. Plus de point de fuite, plus de perspective mais un point d'infinie production de la lumière. D'une toile à la suivante, la lumière toujours rayonne dans l'immense univers de Rothko. Autant de toiles, autant d'étoiles.

Oui, autant d'étoiles si ce n'est que ces étoiles sont des étoiles parlantes ou du moins des étoiles qu'il nous faut faire parler. C'est Rothko lui-même qui nous le dit : « *Je pense à mes tableaux comme à des drames ; les formes dans les tableaux sont des interprètes, ils sont nés de la nécessité d'avoir un groupe d'acteurs capables de jouer de manière dramatique sans embarras et d'interpréter des gestes sans honte.* »

Quatrième temps : l'action dramatique.

Mise en place de la scène et des personnages.



1- No 18, 1951, huile sur toile, 207 x 170, 5 cm, coll. [Munson ou Muson Museum](#)

- Dans la partie inférieure de cette toile, un grand rectangle blanc occupe les deux tiers du tableau.
- Un rectangle rouge vermillon occupe le tiers supérieur.
- Ce même rectangle rouge vermillon est traversé dans sa partie inférieure par une étroite bande blanche presque aussi coupante que l'acier et présentant deux bandes noires à chacune de ses extrémités. Des nuances de gris, comme par absorption par capillarité des noires extrémités, diffusent le long de cette bande blanche.
- Une très fine ligne rouge sang sépare de façon tranchante le grand rectangle blanc du grand rectangle rouge vermillon.
- À l'exception du bord inférieur du grand rectangle rouge vermillon et du bord supérieur du grand rectangle blanc, tous les autres bords s'étiolent de façon vaporeuse dans un très léger fond orangé.

1. Le drame.

Un manque, une disparition, un personnage retranché sous le léger voile orangé faisant fond à tous ces rectangles. Le tranchant de la barre d'acier opère de façon lumineuse la coupe de ce retranchement dans la chair du rouge vermillon. De ce manque par disparition, cette même barre-guillotine en marque lumineusement le deuil par ses deux noires extrémités faisant office de faire-part. Brulé par la lumière, le noir devient cendres grises le long de cette barre tranchante. Le grand rectangle inférieur comme un immense nuage recouvre ce dramatique événement. La très fine ligne rouge sang témoigne de ce drame sanglant.

Coup de théâtre : les bords de tous les rectangles (à l'exception du bord supérieur du grand blanc et du bord inférieur du grand rouge) absorbent et phagocytent par leurs multiples dendrites les couleurs des rectangles qui leur sont le plus proche et en tout premier lieu, le léger voile orangé recouvrant de façon vaporeuse le drame sanglant de la perte opérée par la coupe-guillotine de la longue barre d'acier. Cette phagocytose, telle une urgente transfusion, redonne subitement vie à la chair et le disparu réapparaît dans l'éblouissante lumière de tous ces rectangles assemblés. Mais cette narration du drame en deux temps successifs fausse la réalité de l'apparaître et du disparaître qui par la conjonction ne peuvent être dissociés. Leur simultanéité est aussi invisible que les intervalles de lumière. L'instant est le seul hors-temps qui leur convient. Ce qui apparaît était déjà là et ce qui disparaît est déjà apparu. Une vie ne suffirait pas à poursuivre ce chemin avec toutes les toiles de Rothko. Le point de fuite d'une perspective s'est désormais transformé en **un point d'ouverture pour une lumière produite par l'espace non borné de la matière-peinture**. C'est là une autre définition du point que celle de l'intersection de deux droites. Ce point, qui n'est donc plus ce point de fuite des toutes premières toiles de Rothko, n'en reste pas moins un point de mise en perspective. Mais alors deux questions se posent : qu'en est-il au juste de ce point ? Et que met-il en perspective ? Je propose de répondre à ces deux questions en adaptant mon regard à une paire de lunettes hégélienne.

Un point nodal

Soit la triade : taille et disposition d'un rectangle, geste du peintre, choix pour un rectangle de sa couleur et de son intensité. Cette triade constitue un point nodal en ce que le choix de la taille et de la disposition d'un rectangle ainsi que le choix de sa couleur et de son intensité sont tous deux liés au geste du peintre. Lequel geste est dépassement du rectangle couleur précédent et par là sa négation. Mais le nouveau rectangle une fois posé devient alors en lui-même négation du geste du peintre. Le geste du peintre étant l'acte affirmatif qui par une double négation produit un affrontement entre deux rectangles couleur où chacun est extérieur à l'autre tout en intériorisant un même geste peinture. Chaque rectangle est qualitativement ce qu'il est en extériorité aux autres. L'apparition de l'un fait disparaître l'autre mais la réciproque est aussi vraie. **Le disparu réapparaît par la disparition de l'apparu**. Ce mouvement contradictoire des rectangles extérieurs les uns aux autres est dû à l'intériorisation en chacun d'un même geste-peinture. D'où un mouvement contradictoire qui, telles deux pierres frottées l'une contre l'autre, produit une étincelle par où jaillit la lumière. La très fine ligne rouge sang peut être vue comme la ligne étincelle créée par le frottement du grand rectangle blanc avec le rectangle rouge chair. La multiplication des étincelles crée cette forte intensité lumineuse qui d'un coup happe le regard. L'infini étant le geste-peinture lui-même, soit l'acte affirmatif du continuel passage en coupure par tous les gestes-peinture. À cette continuité s'associe la discontinuité des rectangles. Mais c'est **le geste-peinture** qui en tant qu'acte affirmatif est en lui-même et pour lui-même infini. C'est en cela qu'il est le point et c'est en tant que tel qu'il met en perspective une même infinité de points qui sortent de l'espace tout en le

constituant. La création s'ordonne par implosion des points qui produisent l'étonnante sensation de voir en perspective tous ces rectangles peints en aplat de la peinture de Rothko.

2. Les toiles noires.

Plus rien à voir que le noir, du moins en apparence. Juste le temps que le regard puisse lentement s'adapter à l'imposante présence de ce noir qui paraît être absence de couleur. Mais l'œil peu à peu pénètre dans cette obscurité et découvre dans le noir mille nuances de bleu sombre palpitant dans ce noir et qu'elles éclairent autant que le noir les éclaire. C'est ainsi que **le noir devient couleur-lumière ou la couleur des couleurs.**

En regardant ces toiles noires, je pense à une salle du mémorial de Berlin consacré à l'extermination des juifs d'Europe. Salle obscure et sombre mais dans laquelle chaque pas fait résonner dans le noir un son singulièrement différent de tous les autres sons de tous les autres pas.

À la différence de **Soulages** qui, tout comme les tailleurs de pierre des églises romanes, a l'art de s'approprier par ses noirs une lumière tout extérieure à sa matière, les noirs de Rothko produisent par leur matière leur propre lumière interne.

3. Les noirs et gris.

De la dernière période de Rothko, ces noirs et gris avaient pour fonction initiale d'encadrer dans un même lieu, *l'homme qui marche* de Giacometti, un bronze de 1960.

L'homme qui marche de Giacometti : l'écart entre deux jambes jointes à l'intersection du pubis.

Les noirs et gris de Rothko : l'écart en deux couleurs jointes à leur intersection. Mais à bien regarder ces deux couleurs, ni le noir n'est vraiment noir ni le gris n'est vraiment gris. Comme le remarque le peintre américain Robert Motherwell, l'un et l'autre ne sont que des combinaisons de gris et de bruns.

Si l'on met maintenant Giacometti et Rothko en correspondance, on obtient comme **équation** : l'écart entre deux jambes pour une même jonction pubienne égale l'écart entre deux couleurs faites de multiples combinaisons se rejoignant à leur intersection. Ou bien encore : les deux couleurs s'écartent d'elles-mêmes par de multiples nuances combinées et se joignent l'une à l'autre par leur proximité.

Cette impossibilité de séparer l'écart et la jonction des deux couleurs les plus proches mais multiples en elle-même fait toute la beauté de ces toiles en noir et gris.

Pour conclure.

Parcourir cette exposition consacrée à Rothko m'a donné l'impression d'être une sorte d'astronaute porté par une lumière multidirectionnelle dans un univers où chaque limite ne l'est que pour être dépassée.

Apparition, disparition, manque et plein, s'associent et se dissocient dans un même geste de création par lequel la lumière traverse par tous les pores la scintillante brillance de cette peinture solaire.



FRANÇOIS NICOLAS : *KIERKEGAARD FACE AU NIHILISME*

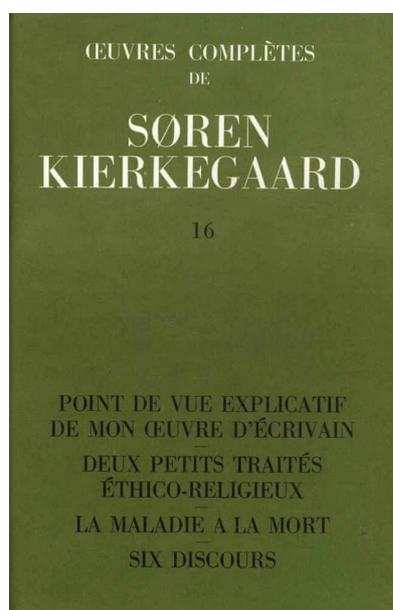
1848 !

Début 1848, cinquante ans donc après l'apparition en France du terme « *nihilisme* »⁶ mais vingt ans avant qu'il ne prenne en Russie son sens politique et quarante ans avant qu'il ne trouve avec Nietzsche un sens philosophique, Kierkegaard clarifie sa propre conception du nihilisme en le saisissant, pour les besoins propres de son antiphilosophie chrétienne, sous le nom de « *maladie à mort du désespoir* »⁷.

Kierkegaard établit sa doctrine **l'année même du Manifeste du parti communiste** en sorte que 1848 voit ainsi existentialisme chrétien et communisme marxiste rivaliser pour faire activement face au nihilisme⁸.

Cette position de Kierkegaard éclaire le nihilisme sous **un autre angle que celui de Nietzsche**⁹ : non seulement il caractérise autrement ce que *nihilisme* veut dire mais il thématise d'une autre manière comment lui faire affirmativement face. D'où l'intérêt pour cette rubrique d'examiner cette orientation kierkegaardienne de pensée. On va à cette occasion découvrir comment s'y dessinent d'inattendues résonances entre l'antiphilosophe chrétien Kierkegaard du XIX^e siècle et le militant communiste Mao du XX^e.

« *La maladie du désespoir* »



⁶ Jean-Baptiste Cloots (1793) : « *La république des droits de l'homme, à proprement parler, n'est ni théiste ni athée ; elle est nihiliste.* ». Sur l'histoire de cette notion, voir Michèle Cohen-Halimi et Jean-Pierre Faye : *L'histoire cachée du nihilisme* (La fabrique, 2008)

⁷ Et non pas donc en le nommant « nihilisme ». Mon hypothèse de travail est que Kierkegaard nomme ici « la même chose ».

⁸ Voici par exemple comment Kierkegaard conçoit cette rivalité à l'époque : « *Ce dont le communisme fait tant d'éclat, le christianisme le tient pour allant de soi, à savoir que tous les hommes sont égaux devant Dieu, donc par essence égaux.* » Kierkegaard (Journal, 29 janvier 1848)

⁹ Pour qui, d'ailleurs, le christianisme n'était qu'une forme passive de nihilisme.

Sous pseudonyme, Kierkegaard fait paraître en 1849 « *La maladie à la mort* », improprement traduit en français par « *Traité du désespoir* ».

« *Maladie à la mort* »

*La maladie à la mort*¹⁰ dont il est ici question est le désespoir¹¹.

Plus précisément elle est « maladie *ad mortem* » (comme on parle d'amour à *la folie*), c'est-à-dire maladie conduisant à la mort sans pour autant être exactement une maladie mortelle (tout de même qu'un amour à *la folie* n'est pas exactement un fol amour ou l'*amour fou* d'André Breton¹²). Disons qu'elle est **une maladie-pour-la-mort** qui, comme l'être-pour-la-mort, mesure toute chose à la mort. La maladie à la mort a ainsi la mort pour étalon.

Trois déplacements

Le texte de Kierkegaard est philosophiquement très enchevêtré, selon des catégories de pensée qui lui sont propres : *corps, âme et esprit ; paradoxe et unique ; individu et moi ; stades esthétique, éthique et religieux ; génie et apôtre ; être-là, vie et existence...*

Sans nous engager ici dans une analyse philosophique détaillée de cet essai, présentons synthétiquement ce qui nous intéresse directement : la manière dont Kierkegaard va déplacer, à rebours de la chronologie, la problématique nietzschéenne du nihilisme.

Il va le faire de trois manières :

- I. en substituant la question « **espérer ?** » à celle d'un « *vouloir ?* » ;
- II. en distinguant une troisième forme de nihilisme¹³ qu'on proposera ici d'appeler **nihilisme de la neutralisation** (cette forme neutralise en effet le verbe, une fois neutralisée l'alternative de ses voies *active et passive*) ;
- III. en recentrant, via cette nouvelle forme, le noyau subjectif du nihilisme sur une logique réactive : celle d'un **désespérer**, qui s'oppose (*dé-espérer*) alors à un *espérer* premier, celui-là même qu'il s'agit donc de réactiver face au nihilisme.

I. *Espérer* plutôt que *vouloir*

Premier déplacement.

Le rien du nihilisme se trouve couplé par Kierkegaard à un *espérer* et non pas, comme chez Nietzsche, à un *vouloir*. Là où Nietzsche examine les pathologies du *vouloir-le-rien* et du *ne-rien-vouloir*, Kierkegaard examine les maladies du *espérer-le-rien* et du *ne-rien-espérer* (ou *espérer-en-rien*).

Ainsi l'enjeu de la constitution subjective n'est plus pour Kierkegaard le vouloir ou la volonté (faculté dont on connaît l'incertitude psychologique mais que Nietzsche a philosophiquement magnifiée en *Volonté de puissance*) mais l'espérer en sa figure spécifique d'**espérance**, qu'il nous faut alors soigneusement distinguer de l'**espoir**.

¹⁰ plus précisément « maladie *ad mortem* » (comme on parle d'amour à *la folie*), c'est-à-dire maladie conduisant à la mort sans pour autant être exactement une maladie mortelle (tout de même qu'un amour à *la folie* n'est pas exactement un fol amour ou l'*amour fou* d'André Breton).

¹¹ à entendre comme *fait de désespérer* ; mais attention : pas plus que le verbe *espérer*, le verbe *désespérer* ne différencie l'espoir de l'espérance. Or comme on va y revenir, pour Kierkegaard, il s'agit ici de désespérance plutôt que de désespoir (tant l'espoir lui-même s'avère en fait secrètement apparié au nihilisme).

¹² Au demeurant, n'est-il pas vrai qu'un amour fou tel celui de Sören Kierkegaard pour Régine est en fait un amour mort ? Voir Yves Depelsenaire : *Une analyse avec Dieu. Le rendez-vous de Lacan et de Kierkegaard* (Bruxelles ; éd. de La Lettre volée ; 2004 ; p. 26)

¹³ Plus exactement, Kierkegaard va exhauser une troisième forme de nihilisme qui n'est pas centrale chez Nietzsche et reste chez lui plus latente.

L'espérance espère en des victoires à venir à partir de défaites persistantes. L'espérance espère en des lendemains qui chantent à partir d'un passé et d'un présent faits de sueurs et de larmes.

L'espérance par contre espère qu'un succès localisé déjà remporté aura les prolongements globaux dont il est potentiellement porteur.

L'espérance procède donc d'une réussite subjective, advenue et attestée, quand l'espérance compte sur une victoire objective à venir que rien ne garantit.

D'où, comme l'écrit Paul de Tarse ¹⁴, que l'espérance ne trompe pas ¹⁵ quand l'espérance est essentiellement porteur d'illusions.

Ce faisant, la question subjective posée au nihilisme n'est plus tant « *vouloir ?* » que « *espérer ?* » ¹⁶.

II. Trois formes de nihilisme

Second déplacement.

Là où Nietzsche oppose avant tout deux formes de nihilisme (la forme *passive* d'un ne-rien-vouloir et la forme *active* d'un vouloir-le-rien), Kierkegaard distingue plus clairement trois formes : non seulement ne-rien-espérer et espérer-le-rien (i.e. espérer la mort, la destruction) mais également une troisième forme, en amont, qui n'épouse pas la question « *espérer ?* » mais l'ignore ou la déqualifie ¹⁷, forme que l'on pourrait formuler ainsi : « *espérer n'est pas une question car **espérer n'est rien*** ».

« *C'est précisément une forme de désespoir que de ne pas être désespéré, ou que de ne pas avoir conscience de l'être. [...] Ne pas être désespéré peut justement signifier qu'on l'est.* »

« *Tant s'en faut que l'ignorance du désespoir le supprime ou le transforme en non-désespoir qu'elle peut au contraire être la forme du désespoir la plus dangereuse.* » ¹⁸

Ce nouveau déplacement attire l'attention sur une forme (subjective) qui désobjective l'idée même d'espérer : la question « *espérer ?* » ne s'y pose même plus, elle n'y appelle aucune réponse mais seulement ignorance et oubli au profit d'une vie qui s'économise ce souci :

« *Cette manière de vivre sans prendre nettement conscience d'être déterminé comme esprit, ce prétendu contentement de la vie, c'est précisément le désespoir.* »

Au total, il y a donc pour Kierkegaard trois valorisations du rien :

1. ne rien espérer ou espérer-en-rien ;
2. espérer le rien ;
3. espérer n'est rien.

Dans les deux premières, « rien » est l'objet du verbe *espérer* (le verbe y est donc sans objet, il est évidé mais il n'est pas pour autant nié comme tel, s'il est vrai que le vide n'est pas le néant) quand dans la troisième, « rien » affecte le verbe *espérer* comme tel.

Pour le dire, un peu autrement : les deux premières formes de nihilisme portent sur **les énoncés**, la troisième affecte **l'énonciation**, ce qui apparaît plus clairement si on les reformule ainsi :

¹⁴ *Épître aux Romains*, chapitre 5, verset 5

¹⁵ Comme l'angoisse également (Lacan) est « ce qui ne trompe pas », on pressent que l'espérance véritable relèvera nécessairement d'un courage, le seul à même d'assumer l'angoisse en question.

¹⁶ On sait qu'à la fin de sa *Critique de la raison pure*, Kant se demandait : « *Que puis-je savoir ? Que dois-je faire ? Que m'est-il permis d'espérer ?* »

¹⁷ Ce faisant, je fusionne, pour les besoins de cette démonstration, deux figures subjectives (celle qui nie ouvertement la question « *espérer ?* » et celle qui l'ignore sans même en avoir conscience) en une seule logique subjective qu'on dira de **neutralisation**, sans guère distinguer neutralisation active (« nier ») et neutralisation passive (« ignorer »). Je m'autorise ici cette simplification par les considérations qui vont suivre, mettant en avant que tout nihilisme n'est en vérité qu'une réaction seconde à une affirmation première.

¹⁸ Comme toutes les citations sans autre précision, celles-ci proviennent de « *La maladie à la mort* ».

1. en matière d'espérance, il n'y a rien ;
2. en matière d'espérance, il n'y a que le rien ;
3. la matière même de l'espérance n'est rien.

Examinons donc plus en détail ce qu'il en est exactement de cette troisième forme.

Un nihilisme de la neutralisation subjective

Son paradoxe proprement subjectif tient à l'**opposition entre une énonciation subjectivée et un énoncé désubjectivant** : l'énoncé nihiliste affiche ici un néant de l'espérer (« espérer n'est rien ! »), laissant au passage dans l'énoncé une trace de son énonciation par un « ne » (qui distingue les deux énoncés : « espérer n'est rien » et « espérer est rien »). Autrement dit, l'énonciation subjective une opération de négation dont le résultat énoncé garde la trace : au terme de cette opération, il ne s'agit donc pas d'un simple constat objectif (« espérer est rien ») mais bien d'un effet subjectif.

Réduplication

Où l'on voit que l'énonciation est ici subjectivement intriquée à son énoncé, et qu'en le rédupliant ainsi, elle verrouille la subjectivité » nihiliste.

On retrouve donc ici l'**importance subjective du principe kierkegaardien de *réduplication*** : la *réduplication* accorde subjectivement la position d'énonciation aux énoncés qu'elle formule – Kierkegaard emprunte son exemple princeps à Pascal : parler, *en vérité subjective*, de l'humilité implique d'en parler humblement et non avec arrogance.¹⁹

Nihilisme du neutre

Nommons cette troisième forme de nihilisme celui du *neutre*²⁰ (dynamiquement entendu comme *neutralisation*).

On connaît l'**importance idéologique d'une figure moderne du neutre**, en particulier dans un certain type de modernité littéraire²¹. Mais ajuster systématiquement cette figure à une problématique nihiliste serait inapproprié²². Renvoyons donc à d'autres études l'examen détaillé des différentes manières par lesquelles ce nihilisme du neutre peut venir s'infiltrer, corroder et rompre différentes problématiques intellectuelles du neutre.

Laissons également de côté la délicate question de savoir comment cette troisième modalité kierkegaardienne de nihilisme retentit en une troisième modalité nietzschéenne²³, pour examiner comment Kierkegaard s'échappe de ces trois nihilismes en dégageant leur commune logique réactive.

¹⁹ Relevons au passage que, dans la seconde moitié du XX^e siècle, le philosophe et compositeur Adorno soutiendra de même que la philosophie de la *nouvelle* musique qu'il appelait de ses vœux devait être une philosophie *nouvelle* de la musique : en effet selon lui, pas moyen de saisir philosophiquement la nouvelle musique (celle de Schoenberg et Stravinsky...) avec les vieilles orientations philosophiques d'Aristote, de Descartes ou de Hegel ; pour énoncer philosophiquement sur la nouvelle musique, il fallait une nouvelle position philosophique d'énonciation. Adorno assumait cette exigence en dégageant cette nouvelle orientation philosophique qu'il nommera « dialectique négative » apte, pour lui, à caractériser la nouvelle musique comme « musique informelle » : ainsi, philosophiquement, la nouvelle énonciation « dialectique négative » rédupliquait l'énoncé d'une nouvelle « musique informelle ».

²⁰ *Neutre* (du *ne-utrum* latin qui signifie un « ni l'autre » venant s'ajouter à un précédent « ni l'un ») désigne un « *ni l'un ni l'autre* » qui prend ici la forme d'un « ni nihilisme actif, ni nihilisme passif ».

²¹ Maurice Blanchot, Roland Barthes...

²² À commencer par la musique qui ne pratique pas plus la contradiction hommes-femmes qu'elle ne pratique l'antagonisme et qui, ce faisant, les neutralisent donc de fait : une œuvre musicale peut musicalement formaliser la différence des sexes (musique d'opéra) ou les antagonismes (musique des batailles) mais, nommant ainsi musicalement l'unité des contraires concernée, pour autant elle ne se divisera pas elle-même sexuellement ou antagoniquement !

²³ L'intrication du rien à l'espérer est-elle homologue à celle du rien au vouloir ? Quelle est la portée subjective exacte d'une neutralisation du vouloir comme tel ?

III. Caractère réactif du nihilisme

Troisième déplacement.

Son principe va alors le suivant : les différents nihilismes dotent leurs propres négations de formes hyperboliques – celles du « rien » - pour mieux asséner qu'en vérité, elles nient l'existence de possibilités subjectives parfaitement situées. Ce faisant, **le nihilisme s'avère une dénégation**. Conséquence précieuse : le déqualifier subjectivement ne se fera pas en niant sa dénégation mais en repartant des possibilités qu'il dénie secrètement, en reprenant ²⁴ ce contre quoi il s'acharne.

L'impuissance de la résistance

En premier lieu, pour Kierkegaard, toute posture **oppositionnelle** de résistance au nihilisme reviendrait de facto à lui accorder quelque précéllence et conduirait, ce faisant, à s'enfermer soi-même dans une négation stérile du rien (n'est-il d'ailleurs pas vrai que la déclaration « il n'y a pas que le rien » en fait ne mobilise... rien !).

Choisir de s'opposer au nihilisme en lui résistant, ce serait donc adopter dès le départ **une posture réactive**, autant dire une orientation subjectivement défaite, victimaire, ultimement stérile.

Où l'on retrouve **la différence entre résistance et défensive** face à un adversaire ou un ennemi : lui résister, c'est le rendre maître du jeu (des enjeux, de l'espace et du calendrier), c'est lui accorder l'initiative et nous disposer en réaction seconde à son action ; se défendre, au contraire, met au poste de commandement nos propres enjeux en sorte de conserver la maîtrise *stratégique* de la manière, du lieu et du moment où livrer *tactiquement* bataille.

La réaction nihiliste

Pour échapper à cette tutelle du rien, pour s'en émanciper donc, il faut selon Kierkegaard renverser la chose et prendre mesure que **le nihilisme n'est lui-même qu'une opposition**, qu'une résistance à des affirmations premières ; et c'est bien parce que le nihilisme n'est lui-même qu'une telle réaction que réagir à cette réaction ne saurait dynamiser quelque existence subjective autre que victimaire.

Pour faire face au nihilisme, il ne faut donc pas partir de lui mais plutôt repartir de ce à quoi implicitement il réagit.

« *S'il n'y avait en l'homme rien d'éternel, il ne pourrait aucunement désespérer.* »

« *Le désespoir consiste à s'être spirituellement châtré.* »

L'affirmation de possibilités

Les affirmations premières auxquelles le nihilisme (en ses trois formes) résiste portent sur des *possibilités subjectives* plutôt que sur des faits objectifs : en matière de nihilisme, tout se joue en effet sur **la question des possibilités** et donc, corrélativement, sur celle des nécessités.

« *La liberté est le ressort dialectique des notions de possibilité et de nécessité. [...] Le possible et le nécessaire sont également essentiels au devenir. [...] Un moi dénué de possibilité est désespéré, et de même un moi dénué de nécessité. [...] Manquer de possible, c'est être muet. Le nécessaire est semblable à de pures consonnes ; pour les prononcer, il faut un apport de possibilité. [...] Quand un homme s'abandonne au désespoir, lui trouver une possibilité est la seule voie du salut. Est-elle trouvée, le désespéré retrouve la respiration car, sans possibilité, l'homme ne peut pas pour ainsi dire respirer. [...] La possibilité est au moi ce que l'oxygène est à la respiration.* »

Ce type d'affirmation sur les possibles est précisément ce qui donne à espérer car espérer est affaire de possibilités, autant dire d'imagination (sans imagination, pas de possibles) et d'infini (tout possible se détache sur fond vertigineux d'une infinité de possibilités).

« *L'imagination est le médium qui donne à l'infini.* »

²⁴ On sait l'importance chez Kierkegaard de cette notion de *reprise* souvent mal traduite en « répétition ».

« Le manque d'infini, c'est le désespoir où l'on est limité, borné. [...] C'est le désespoir de la finitude. »

Le possible n'est pas le probable

Ce faisant, Kierkegaard attire notre attention sur la différence du *possible* et du *probable*.

« L'esprit boutiquier et terre à terre se conforme à une certaine somme d'expériences vulgaires sur la façon dont les choses se passent, sur les éventualités, les habituelles incidences, que l'on soit d'ailleurs cafetier ou ministre. [...] Il croit disposer de la possibilité, avoir capturé son immense élasticité dans le piège où la maison de fous du **probable**, il croit la tenir prisonnière, il la promène de tous côtés enfermée dans la cage du **probable**. [...] L'imagination doit arracher l'homme à l'atmosphère du **probable**, aux maximes de perroquet de la banale expérience. »

Le probable enferme les possibles dans les rets d'un calcul ; il dispose leur imagination sous tutelle du répétable et du vérifiable ; il emprisonne l'infini des possibles dans la délibération prévisionnelle ; il éponge le courage d'affronter le vertige angoissant des infinies possibilités en agiotant les risques encourus²⁵.

N'est-ce d'ailleurs pas pour cette raison précise qu'au milieu des années 1960 Mao pouvait considérer que la perspective d'une **probable** défaite de la Révolution culturelle²⁶ n'annulait aucunement la **possibilité** de son succès politique ?

Oser réussir !

Si espérer est bien affaire de possibilités plutôt que probabilités, c'est parce qu'il faut également distinguer **succès** et **victoires** : les possibilités validées par un succès donnent à espérer là où les possibilités ouvertes par une victoire demeurent grevées d'illusions.

Ainsi pour Kierkegaard, ce qui importe est le **succès** : il y consacre d'ailleurs, la même année 1848, tout un discours intitulé « *La joie de penser que l'adversité est le succès* »²⁷, discours dans lequel Kierkegaard entend l'adversité en un sens existentiel en sorte que le succès en question va relever d'un processus intérieur dont la réussite sera obtenue *sur soi*, non sur un autre. Par contraposition, l'insuccès du désespoir relèvera de même d'une intériorité existentielle :

« Le désespoir au sujet d'une chose n'est pas le désespoir véritable. [...] Désespérer au sujet de soi-même est la formule de tout désespoir. »

Tout de même que l'espoir est un calcul trompeur quand l'espérance est une confiance « qui ne trompe pas », le désespoir (en un calcul s'avérant faux) sera subjectivement moins grave qu'une désespérance (cette fois par méfiance en une capacité subjective pourtant avérée).

À l'inverse, la **victoire** est emportée sur un adversaire extérieur en sorte qu'elle constitue, *nolens volens*, un processus gros d'illusions puisque ce qui y est gagné reste toujours susceptible, ultérieurement, de remise en question par l'adversaire vaincu ou par un autre prenant sa relève.

Le succès est réussite subjective interne gagnée sur soi ; la victoire est triomphe objectif externe gagné sur un autre²⁸. Le succès produit l'espérance, « *la victoire est la mère de beaucoup d'illusions* » (Mao !) ²⁹.

Étendons un instant le rapprochement inattendu entre existentialisme chrétien du XIX^e et communisme marxiste du XX^e.

²⁵ Voir, par exemple, la déplorable « *politique publique de réduction des risques* » en matière de gestion étatique des toxicomanies.

²⁶ Voir le précieux livre d'Alessandro Russo sur la Révolution culturelle.

²⁷ jouant ainsi sur l'euphonie des mots danois *Modgang* (adversité) et *Medgang* (succès)

²⁸ On passe avec succès un examen et on réussit une épreuve mais on remporte la victoire dans un concours ou une compétition.

²⁹ Il va de soi que ceci ne saurait pour autant constituer un éloge des défaites !

Succès-échecs/Victoires-défaites vus par Mao

Un an avant la Révolution culturelle (3 août 1965), Mao s'ouvrait devant Malraux ³⁰ de la relativité probable des victoires et des vertus possibles des défaites :

« [Nous avons tiré grand parti de nos défaites] *plus que nous ne l'avions prévu. À certains égards, la Longue Marche a été une retraite. Pourtant ses résultats ont été ceux d'une conquête parce que partout où nous sommes passés, les paysans ont compris que nous étions avec eux.* »

« *La victoire est la mère de beaucoup d'illusions. Si les contradictions que nous devons à la victoire sont moins pénibles pour le peuple que les anciennes, heureusement !, elles sont presque aussi profondes.* »

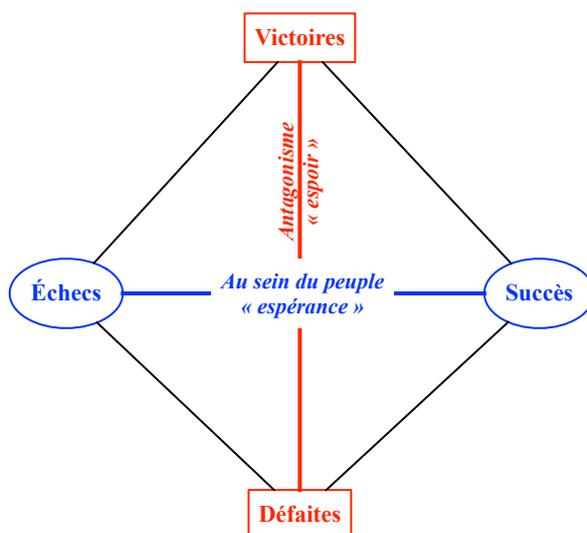
« *Notre révolution ne peut pas être seulement la stabilisation d'une victoire.* »

Ainsi, une défaite face à l'ennemi peut correspondre à un succès révolutionnaire, et une victoire se transformer en échec.

Il y a ainsi deux axes politiques :

- celui des contradictions non antagoniques au sein du peuple : celui des succès et des échecs, donc de l'espérance ;
- celui des contradictions antagoniques avec les ennemis : celui des victoires et des défaites, donc de l'espoir.

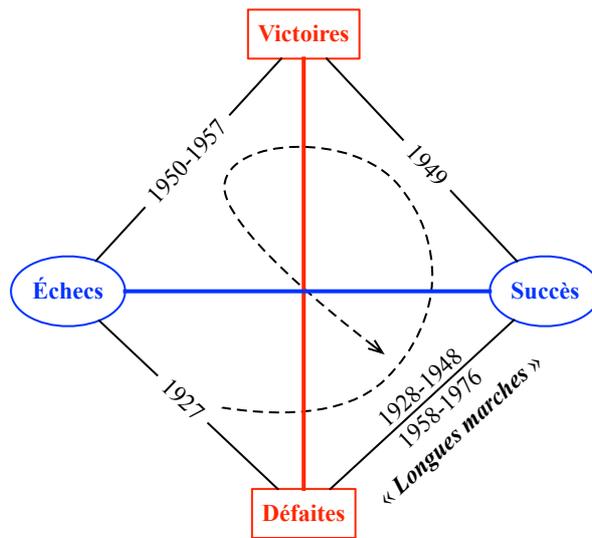
On peut diagrammatiser ces deux axes orthogonaux selon le quadrilatère suivant :



Aux risques d'une simplification excessive, illustrons très librement les quatre côtés de ce quadrilatère par les séquences successives de la révolution chinoise :

- 1 1927 : **défaite** et **échec** des insurrections ouvrières et urbaines ;
- 2 1928-1948 : **défaites** et **succès** de la Longue marche et de la défensive stratégique ;
- 3 1949 : **victoire** finale et **succès** terminal de la Révolution démocratique ;
- 4 1950 -1957 : **victoires** dans une « construction du socialisme » progressivement corrompue par les **échecs** politiques de l'orientation communiste ;
- 5 1958-1976 : **succès** dans une révolution communiste s'avérant progressivement **défaite**.

³⁰ André Malraux : *Antimémoires (Le Miroir des limbes ; Pléiade ; pp. 421-447)*



On inscrira une problématique globale des « **longues marches** »³¹ sur ce dernier côté : celui des défaites qui, dans la persévérance, deviennent cependant des succès (réussites ou conquêtes) méritant alors d'être stratégiquement défendus.

Les deux corrélats de l'espérance

Ce faisant, l'espérance s'avère un entre-deux, le passage d'une confiance première à sa cible : un partage universalisant.

1. La confiance, en amont de l'espérance

Pour Kierkegaard, l'espérance s'enracine en amont sur la confiance : plus précisément (voir Paul de Tarse³²), l'espérance se fonde sur **une confiance éprouvée**, c'est-à-dire une confiance mise à l'épreuve avec persévérance et validée par quelque succès dont l'espérance vient alors retenir moins le simple résultat objectivable (toujours susceptible de devenir corrompu ou raturé) que le processus subjectif qui y a conduit.

Tout de même pour Mao, la victoire de 1949 pourra tromper si on la mesure essentiellement au nouvel État socialiste mis en place et toujours susceptible de retourner au capitalisme (sous forme d'un capitalisme monopoliste d'État). Par contre, elle autorisera d'espérer en cette confiance politique, éprouvée avec persévérance pendant vingt ans, envers les masses paysannes de Chine, confiance qu'il s'agira, encore et toujours pour Mao, de mettre à l'épreuve des nouvelles Communes populaires et de leurs immenses conséquences politiques.

Ainsi espérer repose sur le socle des succès auxquels une confiance persévérante a su établir.

2. Le partage, en aval de l'espérance

Cette espérance va alors se disposer à l'épreuve d'un aval qui vise à partager, à grande échelle, cette confiance en sorte d'en faire un succès pour tous, le succès de tous.

³¹ Chou En-lai à Malraux : « Nous avons commencé en 1949 une nouvelle Longue Marche. »

³² « Nous mettons notre orgueil dans nos détresses mêmes, sachant que la détresse produit la persévérance, la persévérance la fidélité éprouvée, la fidélité éprouvée l'espérance. » (Romains, 5, 3-4)

Paul de Tarse appelle *charité* ce partage ; Mao l'appelle *fraternité* : « *Nous avons apporté l'espérance. Nous avons gagné le peuple en développant l'espoir* ³³, *la confiance et la fraternité.* » (Mao à Malraux, août 1965)

Ainsi, espérer tire à conséquences : l'espérance engage à **transmettre à vaste échelle la confiance dont elle procède**, car cette transmission sera le mouvement même par lequel le succès, localement emporté, va éprouver sa portée globale potentielle.

Au total, le nihilisme, c'est désespérer.

Le nihilisme s'avère ainsi constituer une réaction à ces possibilités en acte (possibilités de confiance, d'espérance et de partage universalisant ³⁴) : le nihilisme adosse ainsi sa force subjective à une négation de ces possibilités en sorte que ses trois modalités du *rien* prennent source dans des négations circonstanciées :

- n'espérer aucun possible et se résigner subjectivement au probable et à l'effectif ;
- espérer la fin du tourment vertigineux des possibles et par là la fin du questionnement ;
- neutraliser ce questionnement pour simplement survivre en animal terrien.

En ce sens, le nihilisme de l'espérer opère en amont du nihilisme du vouloir : c'est parce que l'on désespère qu'on ne veut plus rien, qu'on veut le rien ou qu'on ne veut plus vouloir ; **la négation de l'espérer introduit celle du vouloir.**

Le courage d'espérer en l'Humanité

« *Nous avons gagné le peuple en développant l'espérance, la confiance et la fraternité.* »
Mao à Malraux (août 1965)

« *Faire renaître l'espérance communiste, c'est d'abord revenir sur les raisons de son effondrement.* »
Emmanuel Terray (février 2014)

Leçons aujourd'hui, pour nous militants de la cause du communisme : faire face au nihilisme ne saurait procéder en niant sa négation, en réagissant à sa réaction, en résistant à sa résistance mais en affirmant nos propres principes matérialistes de confiance, ceux dont la mise en œuvre persévérante va autoriser ici et maintenant d'espérer pouvoir partager à grande échelle dans le monde contemporain les premiers succès politiques du communisme.

Le point subjectif décisif touche donc au courage : le courage d'espérer, plus précisément **le courage d'espérer en l'Humanité** (au lieu même où elle se déchire dramatiquement ³⁵ sur ses propres capacités d'émancipation collective et au moment même où ces déchirements lèvent de terribles angoisses), espérer en ses capacités, collectivement à l'œuvre ici et maintenant :

- espérer **musicalement** en l'Humanité, en les affects créateurs de ses pensées sensibles ;
- espérer **mathématiquement** en l'Humanité, en les idées créatrices de ses pensées intelligibles ³⁶ ;
- espérer **amoureusement** en l'Humanité, en la capacité créatrice de sa différenciation en hommes et femmes ;

³³ Il n'est pas sûr que la traduction (de quels termes chinois d'ailleurs ?) est ici bien attentive à la différence française entre *espérance* et *espoir*.

³⁴ On retrouve ici chez Kierkegaard les trois vertus dites *théologiques* du christianisme : *foi, espérance et charité*.

³⁵ Plutôt que *tragiquement* : les déchirements du XXI^e siècle sont éminemment circonstanciés ; ils tiennent à ce qui est arrivé à la fin du siècle précédent : à de terribles échecs et défaites stratégiques qui obstruent provisoirement les horizons collectifs mais qui n'effacent pas pour autant les immenses succès collectifs déjà obtenus. N'inscrivons donc pas aujourd'hui nos légitimes angoisses sous le sceau infranchissable d'un tragique destin !

³⁶ « *Le but unique de la science, c'est l'honneur de l'esprit humain* » Jacobi (lettre à Legendre du 2 juillet 1830)

- espérer **politiquement** en l'Humanité, en sa puissance collective d'émancipation, ultimement relancée par la Révolution communiste que les Communes populaires chinoises ont mis à l'ordre du jour.³⁷

Ironie

Reste un rapport *secondaire* au nihilisme mais pour autant non négligeable : l'ironie, cette ironie dont Kierkegaard a souvent fait l'éloge. La meilleure manière de déqualifier directement la figure réactive du nihilisme est en effet de manier à son égard l'ironie, comme Pascal a su si bien le faire dans ses *Provinciales* à l'égard de Jésuites qu'il considérait comme emblème chrétien du nihilisme passif³⁸. À la suite de Marx, ironisant dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1851) sur le nihilisme actif du bourgeois français s'écriant « *Plutôt une fin effroyable qu'un effroi sans fin !* », concluons donc en ironisant sur le récent graffiti nihiliste de Nanterre « *une autre fin du monde est possible* »³⁹ comme Goscinny et Uderzo s'amusaient à le faire à l'égard du « pirate » Barbe-Rouge, grand-chef des « rebelles » de haute-mer :



•••

³⁷ « *Faire renaître l'espérance communiste, c'est d'abord revenir sur les raisons de son effondrement.* » Emmanuel Terray (février 2014)

³⁸ La figure des nihilistes *actifs* était pour lui celle des *libertins*.

³⁹ Voir l'éloge inattendu qu'en a fait Patrice Maniglier le 3 juillet 2016 : « *Une autre fin du monde est possible* ». *Lecture d'un graffiti de Nanterre* » - <https://www.youtube.com/watch?v=vWzghlXH1dg>

[ARTS]

ÉRIC BRUNIER : *PERSPECTIVES SUR LES COULEURS (2)*

Delaunay

Les couleurs, alors qu'elles sont seulement en relations internes, ont puissance de figure. J'appelle cela **CouleurS**.

Certains, après Newton, et tributaires du même principe, approfondissent l'expérience où se décompose la lumière en couleurs ou inversement s'en opère la synthèse, soit dans les lentilles ou encore dans l'œil depuis un disque rotatif : l'expérience optique génère les couleurs et la lumière est cause de l'œil. Ainsi leurs débats norment l'accord ou les lois par lesquelles les couleurs s'assemblent.

Mais une autre expérience, de laquelle nous sommes toujours contemporains, montre que **les couleurs génèrent une vision**. Il a suffi à l'humanité l'électricité, que la ville s'éclaire des placards publicitaires, des panneaux lumineux et clignotants, des bouches métalliques et courbes du métropolitain et qu'enfin sur les trottoirs et dans les bals les robes et les costumes tournent en rythme.

Alors qu'éclairer la ville, la transforme, décider dans un tableau que les couleurs sont une vision crée un monde. Ainsi, vers 1912-1913 un nouveau discours de la peinture se fait entendre. Pourtant, alors qu'il semble au plus loin du monde, Robert Delaunay, quand il peint ce qu'il nomme son tableau « coup de poing » (Fig. 1), met en œuvre picturalement ces couleurs génératives de vision. Ce n'est pas que le tableau-cible tape dans l'œil sans rien lui donner, au contraire : il affirme la force des couleurs à créer une vision.

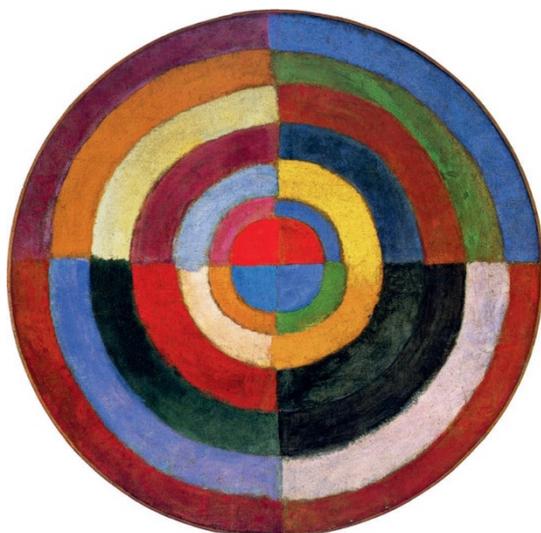


Fig. 1 *Disque simultané*, Robert Delaunay, 1913
(collection privée)



Fig. 2 *Prismes électriques*, Sonia Delaunay, 1913
(© Musée d'art moderne, Paris)

Les Delaunay, car Sonia peint avec les mêmes capacités et convictions, (Fig. 2) ont développé leur œuvre selon les deux directions de cette approche : d'une part les couleurs participent au vitalisme de la grande ville, à son décor, à son rythme, et la peinture est un moyen de le renforcer en imposant ses couleurs sur les couvertures de livres, les tissus des robes et même les carrosseries des voitures ; d'autre part la peinture de la *CouleurS* élabore une vision subjective, interne au monde de la peinture, elle rend infini la surface du tableau et propose de s'y incorporer. L'expérience n'est plus alors celle du vitalisme, de la symbiose ou de la dispersion. Elle est **agrandissement du possible**, une intégration à

l'inconnu. Ceci explique que chaque tableau soit nouveau, une recherche toujours subjectivement menée.

La ville, les vitrines, les placards et l'architecture de fer et de verre montraient à la peinture sa possible action sur un autre théâtre que celui de la littérature. Peintres et commentateurs parlèrent de musique des couleurs, parce qu'il y avait, au sein du tableau, un concert.

Même si Delaunay n'emploie pas cette métaphore, le concert a lieu, non musical. **Concert des couleurs** seulement qu'il appelle « contraste simultané ». Comme une partition lie les instruments de l'orchestre, le contraste lie les couleurs. Je retiens que l'opération est abstraite. Sur le disque, elle repose sur la symétrie des arcs opposés de rouille et de bleu convergeant vers le centre, et encore, par les éclaircies de jaune, elle guide l'œil vers la périphérie. Dans tout cela Delaunay approprie à la peinture la transformation en cours de la ville.

Car ceci chez lui est lié à la figure de la fenêtre peinte, du regard à travers. La *CouleurS* invente un monde à mesure même que le tableau donne à voir le monde. Dans la première livraison de cette revue, j'ai montré que la fenêtre dans le tableau romantique effectuait la dialectique du proche et du lointain. *J'habite un monde qui recueille l'infini en fonction de mon retrait* disaient ces peintures. Avec les fenêtres symbolistes de Delaunay, **la dialectique est celle du soleil et des choses**. À une dialectique de l'habitat succède une dialectique qui organise l'existence des couleurs. Sortie de la retraite, l'œuvre appelle à l'intervention, et s'énonce : *Cherchons à voir*.

Cherchons à voir

Cherchons à voir écrit Robert Delaunay en 1912 pour l'article « La Lumière » de la revue *Der Sturm*. *Cherchons à voir* est le mot d'ordre qu'il met en œuvre dans *Les Fenêtres*, série de vingt-deux tableaux en cours de réalisation.

Cherchons à voir ne s'arrête pas à l'exaltation de l'œil sensible, à l'hédonisme chaleureux du décor plaqué de couleurs vulgaires, aux rigueurs froides des entrelacs serrés de nuances lavées, car il pose l'égalité : l'œil sensible est une mathématique.

Cherchons à voir. Depuis la nouvelle peinture des impressionnistes, le bruit court que les couleurs se sont trempées dans les sources féériques et quotidiennes de l'éclat du plein air ; la lumineuse innéité du jour suggère sur la toile le battement d'un coup d'aile ; les signes sont avérés matériels.

Cherchons à voir ne lance nul appel à la perception et à la conscience mais invite à **poétiser depuis l'art des peintres** : art des surfaces rythmées où la tour Eiffel est le simulacre de la hauteur, où les rails indiquent la longueur, où la Grande Roue tourne tel un disque-hélice. Il ne suffit pas au tableau de répliquer les relations des objets finis en un kaléidoscope rotatif, hauteur, longueur, profondeur. Si les proportions sont nécessaires, si les juxtapositions s'aiguisent, la clarté des couleurs crée entre elles le rythme, forme l'alliage qui rend infinies leurs révolutions. Dynamisme scandant les tableaux nouveaux. Courbes centrifuges dans l'orbe non tracée des couleurs, aucune ne décrivant rien car elles interagissent toutes.

Cherchons à voir par les couleurs sensibles et formelles **comment le peuple s'organise, avance dans le réel** pour en faire l'ode. Cendrars, plus qu'Apollinaire, aura réussi à se mettre à **l'école poétique de cette peinture** quand il écrivit dans « Contraste » (repris dans *Dix-neuf poèmes élastiques*, 1919) : « *Les fenêtres de ma poésie sont grand ouvertes sur les Boulevards et dans ses vitrines / Brillent / Les pierreries de la lumière.* » Par les fenêtres, on voit l'accordéon du ciel, et des voix crépitent, et dans l'arc-en-ciel les dissonances midi minuit. À tous les coins les nationalismes s'affrontent, déjà ça pète. Très vite il n'y a plus eu de futurisme, il n'y a plus eu de simultanisme, il n'y avait même plus l'Esprit nouveau n'en déplaie à Apollinaire.

Pourtant, **un poète était venu** par ses voyelles colorantes montrer qu'à même les coupures de journaux, aujourd'hui luit. **Un peintre est venu** dans ses fenêtres rayonnantes exposer le soleil. Tout est éclairé et la clarté est le Sujet, un index vers l'Éternité. Quand l'œil-fenêtre perçoit la lumière, tout se colore. Quand le tableau est dans la dominante *CouleurS*, l'œil est fenêtre, l'âme est dehors.

Fenêtres modernes

Les *Fenêtres* et les *Prismes* des Delaunay affirment l'existence d'une peinture colorée abstraite de toute imitation. Si le contraste simultané se diffracte en fenêtre, c'est que celle-ci révèle une architecture, peut-être une géométrie, des couleurs.

La fenêtre : une figure

La fenêtre est certainement une manière de **métaphoriser ce qu'est l'opération de la peinture**.

Dans la manière classique, c'est le regard imaginaire sur le monde qui est ainsi métaphorisé, une sorte de puissance traversière du regard. Devant un tableau classique, j'imagine voir à travers le mur percé de ma situation un monde où les hommes ont des ailes colorées, où une pluie d'or tombe entre les cuisses d'une femme étendue. J'imagine un infini qui me vient du dehors.

Dans la manière moderne de peindre, la métaphore de la fenêtre porte sur le symbolisme pictural. **Le tableau est d'abord un cadre**, c'est-à-dire une surface autolimitée et orientée. Il y a un haut et un bas, une gauche et une droite, largeur et hauteur. Dès la première touche de couleur, une profondeur. Cela définit **le territoire des couleurs**, une sorte de diagramme où elles se coordonnent. Ici, dans le tableau de Delaunay (Fig. 3) la surface est presque un ovale où apparaissent de manière simultanée plusieurs profils de la tour Eiffel. Toutes les opérations concrètes de la peinture sont aussi finies que l'est sa surface. Au centre de la toile, la matière un peu vaporeuse d'un crépi crème, recouvrant un vert de feuille tendre qu'alors elle ternit, et ce beige ensuite recouvert par le brossage rapide d'un vert encore plus tendre. Le rectangle crème est bordé de bleu cobalt, de différentes nuances de vert et de blanc. Les aplats de couleur sont des figures aux angles souvent aigus ou droits. Mais le fractionnement de la surface qui serait une opération fastidieuse, comme l'inventaire des éléments d'un ensemble fini ouvre sur des relations colorées et colorantes, ouvre sur la *CouleurS*. Ce sont échos internes, recompositions, mouvements. **La toile** n'est pas seulement une surface froissée puis tendue où les couleurs s'entrechoquent. Elle **est un monde profond** où un morceau crème se colore de vert. Et cette exécution s'accomplit inexorablement avec des gestes précis et méticuleux, ou plus amples presque à l'aveugle, des gestes uniquement guidés par les couleurs voisines et le canevas très général de la tour Eiffel qui se répète et se fragmente. Plus d'imaginaire ici, plutôt le labeur d'un tisserand. La fenêtre est le nom de la structure par laquelle la peinture se déploie dans les limites d'une surface et la fait pointer vers le ciel.



Fig. 3 Fenêtres ouvertes simultanément, 1^{ère} partie, 3^e motif, Robert Delaunay, 1912
(© Guggenheim, Venise)



Fig. 4 Delaunay, détail

Ainsi la limite n'est qu'apparente. Elle est forcée par les couleurs. J'ai montré dans un premier texte comment le forçage pouvait se faire par le surgissement des couleurs au premier plan, à l'intérieur, forçage qui conduisait le regard vers le lointain où flamboient toutes les couleurs possibles et dont le tableau, dans son intériorité, recueillait des éclats. Le forçage se faisait par la contiguïté et la localisation des couleurs. Il se fait, chez Delaunay, par le basculement en profondeur des interactions de surface.

La fenêtre nomme, c'est-à-dire qu'elle figure, elle sémantise une opération propre de la peinture qui de la multiplicité des couleurs fabrique une unité : un tableau aux bords limités, encadrés. La fenêtre peinte est un équivalent pictural du nom *fenêtre*. C'est **un nom d'emprunt**, parce que l'opération picturale n'est

pas nominale. Elle ne se laisse pas nommer, bien qu'elle se laisse voir ; et ce qu'elle laisse voir, le peintre a décidé de lui donner le nom de *fenêtre*. Il faut se méfier du nom, de la métaphore qu'il crée et revenir à la visibilité car toutes les fenêtres peintes ne figurent pas la même opération.

Pour la manière moderne, je les schématiserai selon **deux dynamiques** : celle qui part de la multiplicité extérieure, essentiellement colorée, et la capte dans l'unité d'une surface. C'est ce qu'ont fait Goya et Friedrich, c'est ce que fait Matisse (Fig. 5). La fenêtre opère ainsi à la manière d'un foyer, d'une lentille et chez Matisse l'éclat de la lumière du plein air crée un aveuglement noir qui obscurcit les formes. L'autre dynamique est inverse. Elle part de la situation fermée de la peinture, le tableau aussi encadré et limité qu'une fenêtre ; et soit elle répète cette situation comme O'Keeffe (Fig. 6), soit elle l'ouvre, et y inscrit une autre multiplicité comme le fait Delaunay (Fig. 3).



Fig. 5 *Porte-fenêtre à Collioure*, Matisse
(© Centre Pompidou, Paris)

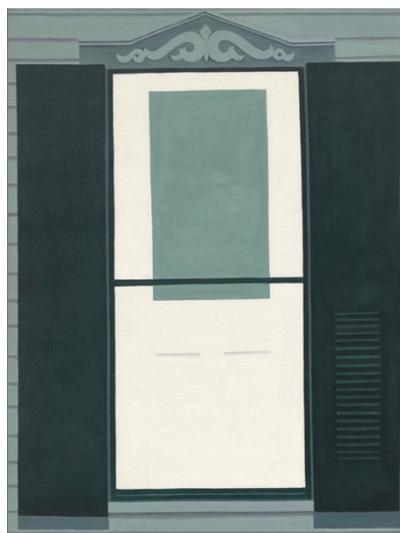


Fig. 6 *Porte et fenêtre de ferme*, O'Keeffe, 1929
(© Moma, New York)

Il est intéressant de noter **le rapport de ces trois œuvres au multiple** : le motif de la fenêtre est récurrent dans l'œuvre de Matisse, et le tableau de la *Porte-fenêtre à Collioure* est un point d'orgue dans sa production, un cas limite. Chez O'Keeffe, il n'y a à ma connaissance qu'un seul exemple de ce motif. C'est une impasse ou une situation sclérosée. Les couleurs sont pour elle soumises à la force de la découpe lumineuse. Sa peinture s'apparente ainsi aux procédés du photogramme et elle n'est pas dans le dominante *CouleurS*. Enfin Delaunay développe dans la série des *Fenêtres* toute une méditation picturale partant de la primauté des couleurs sur l'apparence des objets qui le conduit à l'abstraction.

Division

La comparaison entre Matisse et Delaunay amène aussi à identifier deux orientations quant aux **rapports de la peinture au décoratif**. Delaunay, dès 1912, voit dans l'unité rythmique du tableau un élément supérieur à l'architecture sans pour autant s'émanciper de la peinture de chevalet. Les grands décors qu'il produira à partir de 1930 cherchent à illimenter l'expérience de l'espace à partir du tableau. Cependant, ce développement décoratif n'a pas la force hypnotique des petits tableaux des années 1910. Matisse, quant à lui, fait du décor le sujet même de la peinture et lui ouvre ainsi de nouvelles perspectives.

Il faut donc comprendre que **la fenêtre moderne peinte est double, divisée**. Elle est d'une part **une médiation entre l'intérieur et l'extérieur** qui conduit à l'invention d'un sujet décoratif dans la peinture de Matisse. Cette invention est liée à l'éclat du noir, au noir éblouissant. Le prix à payer est que la peinture perd toutes ses capacités de transitivité. D'autre part **elle est une résonance**, manifeste chez Delaunay mais aussi chez les futuristes italiens, du rapport de la peinture avec le monde de l'ingénieur, avec la manière moderne de construire le monde.

Fenêtre est la figure manifeste de la structure relationnelle des couleurs, ce que je nomme *CouleurS* pour insister sur cette situation où toute couleur, même seule dans le cas du monochrome, est en

relation avec d'autres. Cette *CouleurS* intervient dans le monde pour le penser comme relations. La peinture garde alors sa puissance transitive. Dans le tableau de Delaunay, la conception relationnelle des couleurs mise en résonance avec le travail de l'ingénieur est exhibée dans la présence du profil de la tour Eiffel dont le treillis métallique est étendu au treillis des couleurs. Cela signifie que **la CouleurS se géométrise**, qu'elle se déploie sur la surface, non comme une décomposition du spectre lumineux, mais selon l'extension de rapports géométriques. Delaunay sait bien que la forme de la tour est un effet du calcul de l'ingénieur. Il s'agit pour lui de remplacer la technique divisionniste par la grille colorée, d'inventer ainsi une nouvelle peinture des couleurs en écho aux temps nouveaux.

Les fenêtres colorées de Delaunay sont un milieu que la *CouleurS* traverse, où elle acquiert une nouvelle dimension : le contraste simultané en surface s'ajoute à l'éclairage en profondeur, par le jeu des facettes feuilletées. Le tableau exemplifie ainsi **la capacité de la peinture à se présenter comme un plan** alors même que la force des couleurs par leur densité et leur saturation est cause de relief. Ceci est accru par le traitement charnel, presque en chair de poule, de la matière colorante. Mais cela vient aussi de la trame souple et rompue des lignes par lesquelles les plages colorées s'assemblent. La tour Eiffel dont on devine la courbe de la flèche et l'évasement des piliers s'approche et s'éloigne dans le tableau. Sa forme est comme le lettrage que les cubistes Braque et Picasso ont introduit dans leurs tableaux, une métonymie qui regarde un monde. Les couleurs non-objectives elles aussi sont des lettres mais en tant que d'autres lettres figurent sur le tableau. Lettres abstraites et lettres iconiques se répondent, elles marquent le tableau à l'égal d'un caractère sur la feuille et elles le trament comme un texte. Le sensible et l'abstrait se répondent. Dans les tableaux de Delaunay apparaît alors **le discours pictural sur l'architecture**, sur le travail de l'ingénieur qui est le symbole du monde nouveau. Il milite pour une Humanité des relations sensibles et rationnelles.

Qu'est-ce que ciel ? demande le tableau de Delaunay de sa flèche qui pointe. C'est là, dans ce que les hommes construisent, répond la *CouleurS*.

•

Les *Fenêtres* de Delaunay ne sont pas un objet décoratif ou un dispositif technique. Elles nomment **un milieu**, celui où ruisselle sur le carreau parfois la pluie ou les rayons du soleil. Sur ces fenêtres, les deux faces de la vitre, celle du monde et celle du regard, ont à la pénombre grandissante mêlé leur lumière.



Fig. 7 Sans titre, Simon Ling (© Greengrassi gallery)

Les fenêtres aujourd'hui sont une peinture faite dans la rue, le long regard sur le pittoresque du monde, quand quelque promeneur ou un enfant qui joue interpelle Simon Ling (Fig. 7) sur ce qu'il regarde ainsi, pinceau à la main face à son chevalet. Les fenêtres en plein air possèdent à la fois **l'éclat du jour et la permanence des choses**.

•••

HUBERT GAND : *LA VIERGE AU CHANCELIER ROLLIN OU UNE TOILE DU X^{VE} VUE PAR UN ŒIL DU XX^{IE}*



Trois raisons m'amènent à écrire sur cette œuvre qu'est *La Vierge au chancelier Rollin*, ce tableau peint par Yan Van Eyck entre 1430 et 1436. La première est que cette toile est splendide ; la seconde est qu'elle vient d'être restaurée ; la troisième, et non la moindre, est que ce panneau de 62 sur 66 centimètres accomplit comme une révolution copernicienne dans sa présentation de la perspective.

La toile, à première vue, ne semble être qu'une œuvre religieuse de plus. Sur le thème on ne peut plus classique des peintures du Moyen âge, un homme, le chancelier Rollin, s'agenouille sur son prie-Dieu pour prier la Vierge Marie d'intercéder en sa faveur pour lui ouvrir le Paradis. Face à lui, mais à distance, la Vierge, assise sur une banquette recouverte d'un coussin, tient sur ses genoux l'enfant Jésus qui de la main droite fait un geste de bénédiction. Un ange aux ailes couleur arc-en-ciel soutient au-dessus de la Vierge une imposante couronne d'or ornée de multiples diadèmes.

La scène se passe dans la chapelle privée du chancelier Rollin. Chapelle dont le sol est dallé par une multitude de carreaux, blancs, gris ou décorés par une polychromie de motifs hexagonaux. Carrés et hexagones sont des passages vers le cercle qui symbolise le Céleste, cercles également présents par les piliers en marbre de cette chapelle. Trois hautes arcades imposantes ouvrent sur un paysage d'où l'on voit successivement se déployer un jardin attenant à la loggia, puis un pont enjambant une rivière qui elle-même se prolonge vers le lointain d'une brume bleutée enveloppant des montagnes enneigées.

Sur le pont deux petits personnages dont l'un penché sur un créneau regarde on ne sait quoi sur la surface de l'eau. Le pont relie la marchande ville bourguignonne à la ville d'églises et de clochers de la Jérusalem Céleste.

Abstraction faite de Marie, de l'Enfant Jésus et de l'ange, il n'y a là qu'un puissant personnage, un homme d'affaires, un financier et pour tout dire un arriviste parvenu par ses manigances au sommet de l'État bourguignon. Pour ce grand bourgeois tout s'achète, y compris le Paradis. La chapelle et cette commande faite au peintre en sont le prix payé. Avec son regard dur et sa coupe de moine qu'il s'est fait faire pour l'occasion, ce chancelier Rollin n'a strictement rien d'avenant. Regardant droit devant lui, il ne voit pas la Vierge. Elle ne pourrait d'ailleurs apparaître que dans la seule vision d'un regard extatique tout à l'opposé du sien. Si de plus on admet qu'il n'est pas délirant, ce Rollin ne voit rien que ce qu'il a devant lui. Seul Van Eyck peut voir la Vierge ou plus exactement la découvrir touche par touche mais dans le seul après coup du passage de son pinceau à travers un certain créneau créatif comparable à ceux qui se découpent sur le pont. En dehors de vouloir s'acheter sa place au Paradis, ce chancelier Rollin se paye également le luxe de s'offrir une toile par l'un des plus grands peintres de son temps. Toile qui, pense-t-il, permettra de lui garantir une glorieuse postérité. Noblesse oblige pour cet homme issu d'une famille bourgeoise enrichie par héritage, il a tout spécialement revêtu afin de célébrer sa gloire, une robe de brocart toute tissée de fils d'or, telle qu'en porte le duc de Bourgogne. Il se montre dans tous son éclat comme pourrait le faire le paon, situé sur sa gauche dans le petit jardinet, s'il faisait la roue. Mais Rollin sait-il que lorsque le paon fait la roue, il dévoile en même temps la face nue de son cul ? Tout à côté du paon, symbole de l'immortalité, des pies autour d'un grand lys blanc qui symbolise la mort et ainsi neutralise celui de l'immortalité représentée par le paon.

L'ange, la Vierge et l'Enfant Jésus n'apparaissent qu'aux contemplateurs de cette toile. Rollin lui, n'en voit strictement rien. L'éternelle beauté de cette œuvre relève donc d'un domaine étranger à Rollin. Avant d'examiner d'où provient cette beauté, il nous faut regarder les contrastes qui opposent l'apparition de ce groupe à la représentation du chancelier.

Tout d'abord, ni la Vierge ni l'Enfant Jésus n'ont d'yeux pour cet homme de pouvoir. Le regard de la Vierge est baissé vers le sol et celui de Jésus est marqué par un certain strabisme qui le fait franchement loucher vers l'ouverture des arcades. Ensuite, la grande simplicité du manteau rouge de la Vierge qui s'épanouit vers le sol en de multiples plis, contraste avec la rigidité du vêtement de brocart du chancelier qui, sans le moindre pli, retombe aussi lourdement qu'un rideau. Enfin et pour finir, le beau visage ovale de la toute jeune Marie oppose sa fraîcheur au dur visage carré de ce quinquagénaire agenouillé auquel la coupe de moine, ratée par une large échancrure, ajoute une note quasi comique.

Toutes ces oppositions ne nous disent pas encore d'où provient la beauté de cette toile. Il faut, pour la situer, obliquer dans la direction de la main bénissante du petit Enfant Jésus assis sur les genoux de sa mère. Sa main et son strabisme nous dirigent vers l'un des deux personnages debout sur le bord du pont enjambant la rivière séparant les deux villes. Ayant passé sa tête dans l'un des créneaux du pont, ce petit personnage qui tourne le dos à Rollin ne regarde rien de précis. En tout cas, ce qu'il regarde nous échappe et nous reste énigmatique. Mais ce que nous, par contre, voyons en nous penchant comme lui sur ce pont de rivière, c'est l'infinie multitude des rides et des rondelets qui ne cessent de se reformer sur la surface de l'eau. C'est là, par le créneau du pont et en cette multitude, qu'est la source de la création.

Au milieu de la rivière une île. Une île ou un "il" et non un je ou un moi mais le "il" anonyme de la touche créative. Anonyme en ce sens qu'il échappe à Van Eyck lui-même pour n'être que celui d'un autre. Ne parvient à la conscience du peintre que le modeste "Je fais ce que je peux" que Van Eyck aime à dire en découvrant son œuvre et dont il a fait sa devise. Mais à peine le pinceau a-t-il posé sa touche que dans le même instant s'écarte la distance séparant le fini de l'infini. C'est ainsi que je vois l'écart irréductible entre la céleste couronne d'or portée par les mains de l'ange et la blonde chevelure de Marie s'écoulant vers sa nuque en de multiples tresses. Ce fragment de fini peut être aussi microscopique que les deux ou trois millimètres difficilement perceptibles d'un oiseau aux ailes déployés et presque totalement noyé dans l'immensité brumeuse d'un ciel uniformément bleu-gris. Ce ciel sur lequel viennent mordre les nombreuses cimes dentelées des montagnes enneigées.

Là se pose **la question du cours de la rivière.** Suit-il le creusement de la mise en perspective et donc va-t-il vers le fond ou bien vient-il vers la chapelle ? Opérant une sorte de forçage sur cette question indécidable, je prends ici le parti d'affirmer que prenant source dans les montagnes, le cours de cette rivière se dirige vers la chapelle. Une telle décision implique que ce cours suit le mouvement inverse de la mise en perspective en allant de l'avant vers le fond. Une telle décision n'est pas neutre quant à la tendance spontanée de la mise en perspective comme représentation mimétique et n'est pas neutre non plus

quant à la peinture elle-même dans sa pure matérialité car ce sont alors tous les gris bleutés des montagnes et ciel qui remontent vers la chapelle pour présenter dans leur limpide transparence toutes les oppositions couleurs de la surface du premier plan. Reste à l'œil de les faire travailler comme il pourrait les faire travailler pour n'importe quelle peinture non figurative. Cette prise de décision impliquerait sur ce double plan de la représentation et de la peinture, une véritable révolution de type copernicienne.

Sur le plan de la figuration, *La Vierge au chancelier Rollin* est comme une toile tendue entre les deux extrêmes de l'infiniment grand et de l'infini petit. Notre œil tout comme la rivière suit avec ce tableau le cours d'une création prenant source dans ces cimes dentelées qui mordent à même l'immensité de l'homogène ciel bleu-gris. À cette immensité s'adjoint, comme incluse en son infinité, l'infime multitude des rides et rondelets formés sur la surface de l'eau. Pascal pourrait parfaitement dire en regardant ce tableau que Jan Van Eyck : « *Veut peindre non seulement l'univers visible mais l'immensité qu'on peut concevoir de la nature dans l'enceinte de ce raccourci d'atome.* »

Mais alors qu'est-ce que devient Rollin qui ne cherche qu'à doublement s'assurer l'éternelle postérité de sa réussite sociale et de son accès au Paradis ? Cette *Vierge au chancelier Rollin* associée à la plume de Pascal répond à l'unisson : « *Un néant à l'égard de l'infini, un tout à l'égard du néant, un milieu entre rien et tout.* »

Que Rollin soit un néant, le grand lys blanc en témoigne par son symbole de la mort. Mais si nous nous situons au milieu, juste en rien et tout, soit en cette île de la rivière, nous rejoignons cet "il" qui ne cesse d'outrepasser la mort pour faire éternellement revivre pour chaque regard qui la contemple, cette *Vierge au chancelier Rollin*.



Guillaume NICOLAS : *L'ARCHITECTURE VERNACULAIRE (2) - LE CAS DES CLOS-MASURES*

Suite à l'annonce dans le numéro 1 des *trois raisons communistes d'étudier l'architecture vernaculaire*, je propose une étude monographique pour discuter ces raisons qui sont, pour mémoire :

- « une forme d'architecture émancipatrice »,
- « croiser habiter et travailler »,
- « polariser les questions écologiques ».

Le cas proposé est celui des *clos-masures*, les fermes traditionnelles normandes du pays de Caux.

En réalité, nous allons étudier simultanément **deux objets** : d'une part, les clos-masures historiques, de l'ère préindustrielle, tels que décrits dans la littérature et dont l'origine remonte au Moyen-Âge, voire à l'époque gallo-romaine ; d'autre part, les clos-masures dans leur configuration actuelle, tels que mis au jour par une enquête de terrain que j'ai menée entre 2022 et 2023 auprès d'une quarantaine d'agriculteurs de Seine-Maritime (76). Cette double lecture permet d'envisager l'architecture vernaculaire non pas sous un angle nostalgique (les traces d'une civilisation paysanne désormais disparue) mais dans une perspective en prise avec le contemporain.

L'étude sera découpée en **trois articles**, correspondant chacun à une des trois raisons exposées dans l'article d'ouverture.

Pour commencer, je propose d'aborder les clos-masures par l'angle sous lequel ils me sont apparus en premier : une architecture vernaculaire *écologique*.

Circonscrire la question écologique

Rappelons que *l'écologie* en tant que science est l'étude des êtres vivants en relation à leur habitat (*oïkos*) et à leur environnement. Par extension, **une architecture sera qualifiée d'écologique** en tant que fabriquée et habitée par des humains en lien étroit avec les conditions naturelles et culturelles de leur milieu, ici le pays de Caux.

Et si la question écologique est tellement présente dans le discours contemporain, c'est bien que notre époque connaît une crise dans la relation entre les êtres vivants - à commencer par nous, les humains - et leur environnement : dérèglement climatique, chute de la biodiversité et raréfaction des ressources naturelles¹, le tout engendré par le capitalisme productiviste.

Il me semble ici important de souligner que, si le capitalisme est bien responsable de cette nouvelle ère géologique - soit le *Capitalocène* plutôt que l'*Anthropocène* -, il faut aussi noter que c'est bien **la phase moderne du capitalisme**, liée à l'industrialisation productiviste et extractiviste qui en est la raison, et non un capitalisme primitif qui remonterait au Bas Moyen-Âge.²

Par ailleurs, si nous étudions avec autant d'intérêt l'architecture vernaculaire préindustrielle, c'est pour tenter de déceler comment les gens de l'époque avaient réussi à réaliser des architectures écologiquement vertueuses grâce à des moyens rudimentaires obligeant à une certaine intelligence de la situation, à l'opposé donc des moyens industriels qui conduisent à la paresse du bulldozer qui aplanit tout, contre

¹ Pour être plus rigoureux et exhaustif sur ses indicateurs, il faudrait envisager la crise environnementale sous l'angle des neuf limites planétaires : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore, le changement d'usage des sols, le cycle de l'eau douce, l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère, l'acidification des océans, l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'augmentation de la présence d'aérosols dans l'atmosphère.

² **Le communisme contemporain** devrait donc, à mon sens, prendre en charge sa propre analyse critique du productivisme. Si le communisme vise un développement des forces productives pour augmenter les valeurs d'usages utiles à la population, la question de *l'utilité* devrait alors être constamment au centre des débats et envisagée au sens large afin de maintenir la production à sa place, comme un moyen, et non comme une fin en soi (ce qui pourrait être une définition du *productivisme*).

la doxa moderniste qui pratique la table rase et contre le *style international* qui manie le béton et la climatisation pour ensuite créer des formes, soi-disant libres.

Je propose donc d'aborder le sujet écologique en examinant les trois thèmes cités plus haut - **climat, biodiversité, ressources** -, en analysant en quoi ces clos-masures sont historiquement adaptés à leur environnement, et comment aujourd'hui les agriculteurs tentent de les réadapter à l'ère de la crise écologique. La conclusion tentera d'avancer quelques pistes sur la polarisation des questions écologiques.

Environnement du pays de Caux

Le pays de Caux est à la fois une *région naturelle* normande et un *pays traditionnel*³. Géographiquement, il constitue une sorte de triangle situé entre Rouen, le Havre et Dieppe, délimité au Nord et à l'Ouest par la Manche, au Sud par la Seine. Sa frontière à l'Est est plus floue, mais il est bordé ensuite par le pays de Bray (lui-même défini par sa géologie, une boutonnière). L'article qui lui est dédié sur *Wikipédia* résume bien la situation géologique :

« *Le pays de Caux est un vaste plateau sédimentaire à la surface légèrement ondulée. Il s'élève doucement vers l'est, passant de 100 à 180 mètres d'altitude. Il se termine par le plus bel ensemble de hautes falaises en France, qui atteignent les 110 mètres de hauteur au cap Fagnet, à Fécamp. Ce sont de véritables murs verticaux de craie et de silex.* »

Étant bordé par la mer et situé en altitude, le pays de Caux est sujet à des vents forts et réguliers. Au-dessus de la craie et du silex se trouve une épaisse couche de limon faisant de cette région une des plus fertiles de France. Pour terminer le portrait des éléments naturels, l'eau y est régulièrement présente sous formes de pluies abondantes. Mais elle ne reste pas en surface et pénètre rapidement dans le sol (eau verte) pour rejoindre la nappe phréatique très profonde, ce qui fait du plateau un endroit étonnamment aride, sans rivières ni étangs (eau bleue). Le pays de Caux est toutefois parsemé de quelques petites vallées au fond desquelles coulent des rivières et où se situent les principaux bourgs.

Habiter le plateau

Comment les Cauchois ont-ils fait historiquement pour habiter ce plateau ?

Ils l'ont d'abord défriché pour gagner les terres sur la forêt et les cultiver. À tel point qu'aujourd'hui, **le pays de Caux semble être un openfield**. L'arbre y est toutefois présent sous deux formes. **La première**, plus ou moins naturelle, est celle des bois préservés et entretenus sur les terres localement les moins cultivables, notamment à flanc de vallée. **La seconde**, totalement artificielle, est celle de nos fameux *clos-masures*. En effet, en été, quand les arbres sont bien fournis en feuilles, les fermes cauchoises prennent l'apparence d'un petit bois. Il s'agit en réalité d'une plantation d'arbres assez dense qui fait le tour de la ferme et qui en délimite la *cour* dans laquelle sont réunis et éparpillés les bâtiments. Ces arbres sont plantés au sommet d'un talus d'une hauteur d'environ deux mètres qui, comme un mur de terre, entoure et enclot la ferme et lui donne une partie de son nom.

³ Cette double définition souligne le fait que l'unité des *pays*, entité éminemment culturelle, était historiquement basée sur des homogénéités géographiques. Et donc que la culture avait la nature pour fondation (pour infrastructure dirait-on en langage marxiste ?).



Paysage de la *plaine* du pays de Caux (photo CAUE 76)

Climat

Ce talus planté remplit plusieurs rôles, dont deux en particulier concernent le climat : la création d'un microclimat à l'intérieur du corps de ferme, et la gestion des eaux qui ruissellent en surface lors des forts orages où les sols sont temporairement gorgés d'eau. Détaillons.

Les arbres sur le talus, par leur hauteur et leur densité, fabriquent une haie brise-vent dont l'effet se fait ressentir sur quinze à vingt fois la hauteur des arbres, soit sur environ 450 mètres. En hiver, les températures à l'intérieur du clos-masure sont donc plus douces, et, en été, l'ombrage et la réduction de la vitesse du vent maintiennent une humidité rafraîchissante. Ce microclimat permet de faire paître une partie du troupeau dans la cour, d'y faire pousser des pommiers qui seraient sinon arrachés par le vent et de protéger les couvertures des bâtiments qui étaient historiquement en chaume. Le dispositif à la fois artificiel et végétal du talus planté est donc la base de la différenciation des pratiques agricoles entre la *plaine*, lieu de la culture des céréales, et la *cour*, siège de l'élevage et de l'habitation humaine.

La partie basse du dispositif, **les talus**, constitue par ailleurs un frein à l'écoulement des eaux. S'ils permettaient historiquement de constituer dans la cour de précieuses mares utiles pour les bêtes, pour la fabrication du cidre qui faisait office de boisson quotidienne en l'absence d'eau potable et pour la lutte contre l'incendie, les talus jouent aussi un rôle au niveau collectif, à l'échelle du plateau, car ils participent à la lutte contre les coulées de boues dans les vallées et à l'érosion du sol agricole.



Un clos-masure vu de l'extérieur, depuis la *plaine* (photo Département 76)



La *cour*, l'intérieur d'un clos-masure (photo Département 76)

Biodiversité

Un autre rôle du talus planté réside dans son rôle comme **niche écologique**. À la différence des haies du bocage, il n'est pas continu puisque les clos-masures sont disjoints dans la plaine. Mais ceux-ci constituent autant de pas japonais ⁴ permettant aux espèces de franchir l'espace découvert de la plaine.

Cette question renvoie à l'intérêt que l'agroécologie porte à la haie en général, lieu de vie de la *faune auxiliaire* sauvage (insectes, oiseaux, reptiles), utile aux cultures pour des pratiques qui se passent des produits « phytosanitaires » de synthèse (agriculture vernaculaire historique, agriculture bio aujourd'hui).

Sous un régime plus domestique et en lien avec la question climatique, le talus constitue une protection utile pour les vaches et les animaux de la basse-cour qui se trouvent à l'intérieur du clos-masure, faune qui disparaît aujourd'hui totalement des exploitations agricoles productivistes et spécialisées.

Ressources

Pour bâtir historiquement sur ce plateau, nulle pierre disponible à profusion, ni forêt de résineux aux troncs bien droits mais des arbres à feuilles caduques, aux troncs assez irréguliers et noueux issus du défrichement ; de l'argile et des silex extraits du sol car contre-productifs pour l'agriculture ⁵ ; et de la paille issue de la culture des céréales ; soient tous les ingrédients pour bâtir des longères en colombage remplis de torchis, au soubassement maçonné et à la couverture de chaume.

Avant que l'eau potable n'arrive, les pommiers plantés dans la cour du clos-masure fournissaient la boisson quotidienne (un cidre bien moins alcoolisé que celui d'aujourd'hui). Les mares, artificiellement créées aux points bas, constituaient les seules retenues d'eau.

Quant aux arbres du talus, leur tronc pouvait servir de remplacement à une pièce de charpente défectueuse, et leurs branches, régulièrement élaguées, fournissaient le bois de chauffage nécessaire.



Un talus planté vu du côté de la plaine

⁴ Les *pas japonais* désignent les dalles de pierre, ponctuelles et disjointes, disposées dans l'herbe et sur lesquelles on marche sans se salir les pieds.

⁵ L'argile pur (sans limon) est étanche et peu fertile. Il est utilisé pour tapisser le fond de mare et les rendre étanche, ou pour la construction en terre crue. Les silex également présents dans le sol sont extraits au moment du labour et sont utilisés dans la construction. Ailleurs en France, l'importante quantité de pierres extraites du sol par le labour explique la construction de murets en périphérie de parcelle agricole.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Avant d'aborder la question contemporaine, un petit mot pour parler des évolutions qu'ont connues les clos-masures au XIX^{ème} siècle. Cette époque a été à la fois l'occasion de changements techniques majeurs mais aussi de changements architecturaux somme toute mineurs.

En agronomie, **la première révolution agricole dite fourragère** - c'est-à-dire le remplacement de la jachère par du trèfle comestible par le troupeau - a conduit à un accroissement des rendements agricoles, au remplacement de l'élevage des moutons par celui des vaches, et au couchage en herbe d'une partie de la plaine au profit des herbages pour le troupeau bovin.

Dans le monde des matériaux de construction, **le chemin de fer** a permis de remplacer le chaume par l'ardoise en couverture, et le colombage par la brique de charbon. L'eau a pu alors être collectée dans des citernes, réduisant ainsi un peu le rôle des mares.

Mais, globalement, la configuration cour-plaine est restée la même. Les bâtiments sont restés sensiblement de mêmes dimensions (limités par la portée des charpentes en bois). Les bergeries ont été remplacées par des étables. Et finalement, plutôt qu'une mise en péril, ces évolutions ont constitué un confortement des clos-masures comme forme d'habiter le pays de Caux, avec notamment la plantation de grandes hêtraies sur les talus.

Les gros bouleversements sont arrivés à partir de 1945 et surtout 1960 avec **la deuxième révolution agricole**, celle de la *mécanisation* et de la *chimisation* des intrants (engrais, pesticides). Ces évolutions, couplées avec l'énergie bon marché, ont contribué à faire perdre leur raison d'être aux clos-masures. À commencer par leur talus planté :

- Le charbon, puis le fuel et le gaz, ont remplacé le bois pour le chauffage. Le talus a perdu cette vocation de ressource.
- Les grandes étables dites *stabulations libres* ont remplacé les étables sombres et étroites. L'alimentation du troupeau étant assurée majoritairement par du fourrage distribué en bâtiment et du maïs en silo, les vaches sont de moins en moins sorties dans l'herbage de la cour. Le talus a perdu son rôle de protection du troupeau.
- L'arrivée du réseau d'eau potable, couplée aux campagnes d'arrachage des pommiers pour lutter contre l'alcoolisme, a fait perdre au talus sa fonction de protection du verger.
- Les tôles d'acier ou de fibrociment (anciennement amiantées) qui constituent la couverture et le bardage des grands hangars contemporains sont aujourd'hui facilement protégées du vent : il suffit de multiplier le nombre de fixations par tôle, chose difficilement possible avec l'ardoise et encore moins avec le chaume.
- Enfin, l'élargissement des routes pour laisser passer les engins agricoles de plus en plus gros, et l'agrandissement des rayons de braquages des remorques ont activement participé à raser une partie des talus.

Face à ce constat, on serait tenté d'acter simplement l'obsolescence des clos-masures et de ne pas s'apitoyer sur un folklore agonisant aux relents potentiellement réactionnaires.

Sauf que...

Une partie des agriculteurs rencontrés durant l'enquête de terrain, proches voire militants de la Confédération paysanne (créée en 1987), voit d'un autre œil l'histoire de la modernisation agricole et de la crise écologique. Tout en affirmant une vision progressiste et écologique de l'agriculture (notamment en solidarité avec les paysans des pays du Sud global, à la différence par exemple du troisième syndicat apparenté à l'extrême droite, la Coordination rurale), ces agriculteurs portent **une vision critique sur le modèle agricole capitaliste dominant**.

Plutôt que de prendre la question par le bout théorique, regardons quelques pratiques rencontrées aujourd'hui auprès de ces paysans de type nouveau (au sens où ils se revendiquent paysans dans le monde du XXI^{ème} siècle, sans repli identitaire).

Défendre le bois du talus

« L'arbre, la haie, qu'est-ce qu'on en fait ? Nos anciens savaient faire très bien les choses. Ils ne perdaient rien. De la partie noble de l'arbre et tout ça jusqu'au bout. Les branches, c'était pour faire des balais, des fagots, faire bouillir la marmite. Bouillir la marmite, c'est se chauffer et laver le linge avec. Je n'en suis pas à redemander à ma femme de relaver le linge à la marmite. Mais en fin de compte, c'était ça. Rien n'était perdu.

À une époque, la fée électricité est arrivée, la fée nucléaire, un bouton, tout ça, c'était simple. On est partis dans le modernisme. Je suis pour le modernisme. Mais quid de tous ces usages qui ont disparu ? Et du coup, on a abandonné, parce qu'il n'y avait plus de revalorisation de la majorité de ces choses-là, de cette biomasse qui n'en finit pas de pousser. Et moi, je suis agriculteur, je suis producteur. Ce que je dis souvent aux étudiants, aux agriculteurs : « Vous êtes des producteurs de carbone, de biomasse, sous toute nature que ce soit. » Et moi, quand je regarde autour de moi, je vois de la biomasse partout, je vois de l'énergie partout. J'en vois sur le bord des routes qui traînent parce qu'on les laisse à l'abandon. Je suis capable de calculer les litres de fioul perdus à ce petit jeu-là et la substitution que ça pourrait engendrer.

Nous, notre métier d'agriculteur, c'est juste d'entretenir la nature pour la pousser à s'exprimer encore plus. »

Philippe Dilard, agriculteur bio, fondateur de la Cuma Haies'nergie et territoire

Convaincu du bienfait écologique et paysager des arbres et des haies, Philippe Dilard, agriculteur (éleveur laitier), qui se dit également « énergiculteur », a fondé une CUMA (Coopérative d'utilisation de matériel agricole) afin de développer une filière de valorisation du bois obtenu lors de l'entretien des haies et des talus des clos-masures : bois de chauffage broyé en plaquettes, y compris pour des chaufferies collectives des communes de Neuchâtel-en-Bray et Saint-Saëns, mais aussi bois d'œuvre avec l'acquisition d'une scierie mobile. Grâce à cette initiative, le talus retrouve donc une de ses fonctions premières, modernisée car adaptée aux outils et aux conditions de travail contemporains.

On est donc loin d'une vision figée et identitaire du talus (où seul le hêtre historique aurait droit d'existence).

Défendre l'élevage laitier

« Sur la partie agroécologique et tout ce qui est au cœur du projet bio, le lait, c'est la diversité des systèmes et l'alliance culture-élevage. C'est indépassable. Au niveau agronomique, on n'aura pas de fertilité sans le lien entre les deux. Donc, il faut absolument garder ça. Donc je ne me poserais pas la question d'abandonner le lait. Tous les gens qui réfléchissent à l'agroécologie, ils disent qu'il faut remettre de l'élevage dans les systèmes.

(...) On cherche à avoir le système le plus efficace économiquement possible. Et nous, là, la stratégie, c'est celle de l'agriculture économe en intrants : le système extensif, très peu de charges, simplifier à mort le système pour ne pas passer sa vie sur le tracteur à distribuer à bouffer, à distribuer des aliments, à pailler dans les bâtiments. D'où le fait que les vaches sont dehors le maximum de temps. En ce moment, mes vaches sont dehors, y compris la nuit. Alors on baisse en production laitière, mais on a une marge, normalement, qui passe. »

Mathieu Grenier, agriculteur bio, porte-parole de la Confédération paysanne 76

Pour Mathieu Grenier, ce n'est pas négociable : « **il n'y a pas d'agriculture sans élevage.** » L'élevage en question est par ailleurs extensif. Ce qui suppose une taille de ferme raisonnable (« idéologiquement, on s'interdit l'agrandissement, ou alors pour installer quelqu'un »). Et des vaches qui sortent des bâtiments et donnent une raison d'être à l'herbage du clos-masure. Quitte à produire moins.

Défendre le verger

« Enfant, je voyais mes grands-parents encore faire leur poulet. Ils étaient agriculteurs, quoi. Et plus ça allait, plus ils ont lâché tout ce qu'ils faisaient. Et puis, ils ne faisaient que des céréales. Le poulet, c'est trop facile. Vous le trouvez au supermarché du coin tout fait. Pourquoi s'emmerder à le plumer ? Donc, en fait, ils ont lâché pour se donner du temps libre. Ils ont eu du temps libre.

(...) *Le bio, c'était pas spécialement une évidence au début. Après, en se lançant dans le maraîchage, je me suis dit "je ne vais pas me lancer dans le maraîchage conventionnel."*

L'année juste avant mon installation, j'ai discuté avec un gars de Jumièges, qui est retraité, qui avait ses petits-enfants dans ses vergers. Et il a interdit à un de ses petits-enfants de manger une pomme du verger pour la manger directement. Parce qu'il savait ce qu'il avait mis dessus. Et moi, j'avais eu ma fille juste l'année d'avant mon installation. Je me suis dit, non, il ne faut pas que je puisse interdire à mes gosses de manger quelque chose. Et puis, ayant baigné dans les grandes exploitations où ça sauce [d'engrais et pesticides], où le seul intérêt c'est la rentabilité...

Les agriculteurs d'aujourd'hui, ils ne savent pas se nourrir. Demain, il y a une crise, ils ne savent pas manger. Moi, mes anciens patrons ne mangeaient même pas de leur pomme de terre. Parce que... un rendement juste pour le tarif. Moi, je trouvais ça un peu bizarre. Faut au moins savoir se nourrir. »

Ludovic Jourdain, maraîcher bio

L'état d'esprit de Ludovic Jourdain rejoint celui d'un certain nombre d'agriculteurs qui souhaitent **reprendre en main leur façon de produire**, à commencer par se nourrir eux-mêmes. Cela passe par redonner du sens au verger (sous forme de pommiers, mais aussi avec d'autres arbres fruitiers) et à la basse-cour.

S'accommoder des bâtiments historiques

Un dernier exemple, moins agricole et plus architectural, est celui des bâtiments historiques. L'agriculture productiviste spécialisée et ses bataillons de machines agricoles géantes ne sait pas quoi faire de ces bâtiments trop petits, trop bas, trop étroits. La tendance est de les raser et de les remplacer par des grands hangars qui souvent apparaissent comme des verrues dans le paysage. Pourtant, les anciens bâtiments peuvent être retapés pour des usages contemporains paysans, comme par exemple des ateliers pour transformer la production (fabrication de fromage, beurre crème dans une laiterie, transformation du blé en pain dans une boulangerie) ou pour de la vente en direct à la ferme. La modestie des moyens des paysans oblige parfois à une auto-construction confinant plus au bricolage qu'au chef d'œuvre des compagnons du Tour de France.

Si on pousse la logique jusqu'au bout, c'est celle de **la maîtrise de l'endettement** qui se trouve derrière. En effet, les tenants de l'innovation technologique justifieront les moyens (les hangars et les machines) par la fin (augmenter la production), conduisant dans une spirale d'endettement. C'était justement ce que les Défis ruraux (aujourd'hui renommées *Civam*, qualifiés aussi « la Chambre d'agriculture de la Confédération paysanne »), refusaient de faire lorsqu'ils conseillaient les paysans pour la mise aux normes des bâtiments d'élevage dans les années 1990-2000. Plutôt que de tout construire à neuf, ils cherchaient des solutions simples tirant au maximum parti de ce qui existait pour ne pas conduire à un endettement non maîtrisé. Quitte à ne pas avoir le confort de travail optimum.



Ancien cellier transformé en boulangerie et chaudière bois

Quelles leçons tirer de tout cela en architecte communiste ?

Les agriculteurs-paysans contemporains (que j'oppose aux agriculteurs-capitalistes) tiennent donc aux éléments qui constituent l'architecture vernaculaire traditionnelle, pas tant de façon identitaire que pour leur utilité économique et écologique. Ils se désolent du gâchis de la suppression des arbres sur les talus et construisent des filières pour leur trouver une nouvelle valeur économique. Ils défendent le maintien des qualités agronomiques du sol au moyen des cycles du vivant (l'élevage et donc la prairie de la cour du clos-masure) et non des cycles de la pétrochimie. Ils refusent de verser dans une dépendance à l'agro-industrie et à la grande distribution pour se nourrir et plantent des vergers et entretiennent une basse-cour. Sans les patrimonialiser, ils donnent du sens et réactualisent les anciens bâtiments avec des investissements tout à fait mesurés.

À travers leurs yeux, et entre leurs mains, **l'architecture vernaculaire, et en particulier les clos-masures, ne sont donc pas disqualifiés au XXI^{ème} siècle** si l'on sait leur reconnaître des vertus écologiques et si on tente de leur réinventer des usages et une économie contemporaine.

Tout cela dresse un autre tableau que l'histoire dominante. C'était déjà en 1964 la leçon de Bernard Rudofsky qui avec son *Architecture sans architecte* projetait le vernaculaire sur le devant de la scène pour échapper à l'hégémonie du discours moderniste⁶. C'était aussi la lecture de l'historien des techniques David Edgerton dans son *Quoi de neuf ?* qui déconstruisait le caractère inéluctable des trajectoires techniques pour tempérer le récit habituel et linéaire centré sur quelques innovations et pour mettre en lumière d'autres techniques, moins visibles, recelant « *des potentiels de rénovation considérables* »⁷.

À l'instar de ce que propose un autre historien des techniques, François Jarrige⁸, mais aussi un collectif de paysans, l'Atelier Paysan⁹, tout cela milite pour **positionner les questions techniques** au centre des débats (et non aux mains des spécialistes) **comme un champ de bataille politique**. La lutte menée par exemple par les *Soulèvements de la terre* contre les méga-bassines en est un bon exemple. Et plutôt que de céder aux sirènes du *high-tech*, cheval de Troie du capitalisme, il est bon pour les architectes communistes de se familiariser avec cet environnement sociotechnique vernaculaire, où l'innovation est autant technique que sociale.

Pour penser la crise écologique et les moyens (techniques) pour y remédier, il me semble donc utile, pour suivre Andreas Malm, de prôner « *l'utilité des contraires* » et de faire « *l'éloge de la polarisation* »¹⁰. Comme piste de réflexions, lançons quelques dualités fécondes à dialectiser : technologie/social, ingénierie/bricolage, spécialisation/polyvalence, quantité/qualité, performance/robustesse¹¹.



⁶ Bernard Rudofsky, *Architecture without Architects*, éd. du Chêne, 1964 - Voir l'article dans le numéro 1 de *Longues Marches*

⁷ David Edgerton, *Quoi de neuf ? Du rôle des techniques dans l'histoire globale*, éd. du Seuil, 2013

⁸ François Jarrige, *Technocritiques, Du refus des machines à la contestation des technosciences*, éd. La Découverte, 2014

⁹ L'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines*, éd. du Seuil, 2021

¹⁰ Andreas Malm, *Avis de tempête, Nature et culture dans un monde qui se réchauffe*, éd. La Fabrique, 2023. Voir notamment le chapitre 6 "De l'utilité des contraires : éloge de la polarisation". "La guerre politique contre une classe dominante toujours plus mortifère nécessite des manuels remplis de dualités."

¹¹ Sur ce dernier point, voir Olivier Hamant, *Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant*, Collection Tracts (n° 50), éd. Gallimard, 2023

[CHOSES VUES]

SERGE PEKER : FAIRE LE POINT

Assaut
Film de Adilkhan Yerzhanov (2023)

Assaut, de Adilkhan Yerzhanov (2023), est **une sorte d'ovni** venu atterrir sans prévenir sur la planète cinéma. Disons qu'il vient de loin et d'une région froide, pour ne pas dire glaciale. De loin, c'est à dire du Kazakhstan, vaste pays enclavé au sein de l'Asie centrale et qui, vu d'Europe, paraît séparé du monde. Bien que tourné au Kazakhstan, l'action se passe dans une région fictive, vastitude de glace, de neige et de froidure qui elle aussi semble coupée du monde.

Outre ce caractère fictif de la région, toute action dramatique sera systématiquement neutralisée par **un comique de situation**. C'est ainsi que les terroristes revêtus de masques grotesques enjambent un câble dressé en travers du couloir d'un lycée tout en passant derrière le dos du Principal et du gardien qui n'ont d'yeux que pour ce seul câble et sur ses conséquences sur le passage des élèves.

Le thème de la séparation mine le film dès son ouverture. Un professeur de mathématiques donne son cours à une classe d'adolescents. Une femme, pour on ne sait encore quelle raison, lui demande de sortir en lui faisant des signes par la paroi vitrée séparant la classe du couloir. Comme l'homme reste sourd à cette voix réduite à ne parler que par signes, la femme insiste et persiste. Le professeur finit par sortir de sa classe.

Commence alors une violente scène de rupture dans laquelle cette femme, qui s'avère être son épouse, lui demande de récupérer son enfant actuellement présent dans cette salle de classe. L'homme non seulement refuse mais la menace de la police. La femme quitte le lycée sans pour autant renoncer à la garde de son fils. Ayant besoin de reprendre contenance, le professeur quitte ses élèves et sa classe non sans fermer la porte à clefs. Sorti pour aller fumer une cigarette, il apprend que le lycée a été investi par des terroristes mais que fort heureusement les élèves ont été évacués.

Un certain laps de temps s'écoule avant que le professeur avoue que les siens, de par sa faute, sont enfermés dans sa classe. Les élèves seront pris en otage sans aucune revendication de la part des

terroristes dont l'action apparaît dépourvue de tout but. **Humour, décalage et absence de finalité** désamorcent systématiquement les données narratives de l'action.

Le lycée étant comme on l'a dit totalement séparé du monde et l'armée ne pouvant arriver avant au moins trois jours, il ne reste que le personnel du lycée et le policier local pour tenter un éventuel assaut. Si les hommes remettent sur les seules épaules du policier la délivrance des élèves, l'épouse du professeur par contre affirme que pour libérer son fils, elle participera à l'assaut. Son intervention contraindra les hommes à la suivre. On verra par la suite que son rôle ne cessera d'être aussi essentiel que décisif. Le groupe d'assaut va ainsi se constituer de sept hommes et d'une femme. Ils iront bien demander de l'aide à des ouvriers des environs présents sur un site pétrolier mais leur chef refusera leur appui sous le prétexte que ce n'est aucunement leur travail. Le petit groupe d'assaut ne peut donc compter que sur lui-même.

L'essentiel du film, tient dans la préparation de l'assaut. L'assaut proprement dit sera dans les faits limité à une très brève scène finale. Cette préparation va immédiatement se heurter à cet obstacle primordial qui est que chacun, excepté la femme, se trouve séparé des autres de par **une constitution identitaire génératrice de mépris**. "*Je ne supporte pas mon compagnon et ne veux pas être à ses côtés,*" dit l'un des membres du groupe au moment de former une colonne resserrée.



Toute l'intelligence d'*Assaut* tient dans son **trajet à rebrousse-poil**. L'assaut ne va pas tant consister à prendre d'assaut le lycée qu'à prendre d'assaut ces moi narcissiques qui séparent chacun de chacun. C'est par une scène aussi dramatique que burlesque que le film va s'attacher à nous montrer le monde dans lequel se cristallisent toutes ces séparations identitaires. Le groupe, pour sa préparation, va dessiner sur la neige le plan exact du lycée. Par ce plan, il va ensuite examiner l'ensemble des possibilités permettant la prise d'assaut. Cette **pure virtualité des possibilités logiques** où chacun donnera son opinion est tout fait comparable à celle que l'on obtiendrait sur l'écran d'un ordinateur.

Mais cet aspect purement virtuel des possibilités, portes et passages possibles, n'aboutissent seulement qu'à une mort assurée. Le comique vient du fait que les hommes butent sur une ligne tracée dans la neige en ayant vraiment l'impression de se heurter à une porte ou à un mur réels et d'encourir une mort certaine. La mort se trouve ainsi inscrite dans l'appareillage logique de ce montage virtuel, tout comme elle se trouve inscrite dans la seule logique numérique des diverses machines de notre monde qui mettent la pensée en impasse.

Une autre situation clownesque est de les voir se recouvrir de peaux de moutons en marchant à quatre pattes pour ne pas se faire remarquer. Seule la femme trouvera la solution. Il ne s'agit pas de décliner les multiples passages et portes d'entrées virtuellement donnés par le plan dessiné sur la neige, mais de penser une issue par l'extérieur du lycée. L'idée consiste à tirer sur un terroriste lorsqu'il passera devant la porte vitrée donnant accès au lycée. Sa suppression libérera alors un passage et assurera l'assaut. Encore faut-il viser juste ! Or seule la femme possède cette qualité. Il faut dire qu'elle a déjà visé juste en ciblant une idée située hors des possibilités virtuelles structurellement dessinées.

L'idée ayant été trouvée, il faut maintenant **que chacun parvienne à s'unir aux autres**. Il y a donc nécessité à ce le groupe fasse le point. Faire le point va alors consister à prendre d'assaut ces moi qui séparent chacun des autres. Pour cela chacun va témoigner pour soi et pour les autres de ce que cache et recouvre la mise en représentation de soi. Ce travail va se faire par une prise de parole : "*c'est vrai je n'ai été qu'un lâche, c'est vrai je ne suis qu'un alcoolique, c'est vrai, je suis un irresponsable ou bien encore c'est vrai, je ne suis qu'un menteur...*" Mais le vrai ne consiste pas tant dans l'énoncé que dans la prise de parole. À la limite, peu importe l'énoncé, **c'est la parole pour soi et sur soi qui est vraie**. Même une

voix muette peut toujours parler par signes : telle l'épouse du professeur séparée de son mari par la paroi vitrée de la classe.

Le groupe ne peut atteindre sa cible qu'à la condition que chacun soit capable de viser son moi par l'élément d'une parole apte à le traverser pour l'ouvrir à l'authentique présence d'un sens absent mais à venir. C'est alors que **chacun devient l'égal de chacun**. Par cette égalité, le groupe peut enfin trouver une unité qui seule pourrait lui permettre de prendre d'assaut les terroristes. L'assaillant ne peut donc atteindre son but que par un retour sur lui-même l'ouvrant non sur son point de départ mais sur une source inconnue. C'est là une logique contraire à celle des fonctions linéaires qui toujours vont de A vers B puis de B vers C... sans faire de parcours en boucle.

Yerzhanov nous introduit ainsi à une autre mathématique que celle certainement enseignée par le malheureux professeur. Du même coup **cette mathématique dessine un autre espace** que celui représentant dans la neige le plan de l'établissement. Espace d'autant plus autre qu'il ne peut être représentable. Il aura donc fallu que le groupe fasse le point pour trouver son unité. Mais le point est aussi bien le sujet passant et faisant passer du côté de l'ouvert pour aussitôt disparaître dans le dépôt des énoncés : c'est vrai, je ne suis qu'un lâche...



L'assaut sera une victoire. C'est dans la logique des choses ou plus exactement dans une logique établie par cette idée ciblée par l'épouse du professeur. Lequel laissera l'enfant à sa mère. L'armée, qui à l'inverse des classiques charges de cavalerie n'arrivera que quand tout est fini, apprendra aux assaillants que quelles que soient les conditions, la loi interdit aux civils de tuer. Le commandant du bataillon leur donne alors à choisir entre la prison et le renoncement à la victoire. C'est là comme **une démonstration par l'absurde de l'inconséquence de la loi lorsqu'elle oublie qu'elle est sous condition du réel**.

À travers la vitre séparatrice de l'autocar qui emmène la mère et son fils, le garçon placera sur son visage, l'un des masques fantomatiques ayant servi aux agresseurs. Douleur et cruelle, la séparation retombe comme une inévitable clôture qui limitera une solitude hantée par cette ultime figure du fils. Il restera au père la possibilité de se retourner sur lui-même pour un nouvel assaut ouvrant sur une parole dont le fils deviendrait l'unique témoin fantomatique. La boucle reste ouverte à condition de **re-faire le point**.

•••

[ÉTUDES]

Alain RALLET : ANATOMIE DE LA QUESTION PAYSANNE AUJOURD'HUI

La question paysanne est un grand classique de la révolution communiste. Mais elle a toujours été prise entre deux feux, celui de son importance politique stratégique et celui de son évidence par le capitalisme.

Celui de son **importance politique** car il a fallu reconnaître la portée révolutionnaire de certains soulèvements paysans (Engels, *La guerre des paysans*, 1850) et la nécessité d'une alliance entre ouvriers et paysans structurant le camp du peuple à la conquête du pouvoir. On sait que la construction de cette alliance a connu des fortunes politiques très diverses, sacrifiée sur l'autel de l'industrialisation en Union soviétique dès la fin des années 20 (Robert Linhart, *Lénine, les paysans et Taylor*, 1976, Seuil), base politique et territoriale de la longue révolution démocratique chinoise (1927-1949).

Celui de son **évidement progressif** par le capitalisme car, en pénétrant l'agriculture à l'instar des autres secteurs, le capitalisme établit le règne des grandes exploitations agricoles, industrialise la production et tend à éliminer les paysans pauvres qui sont la couche de la paysannerie susceptible de former une alliance révolutionnaire avec les ouvriers. Surgis de la soumission féodale et promis à la disparition par le capital dans la Grande Galerie de l'Évolution Historique, les paysans ont l'être-de-classe fugace. C'est pourquoi ils ont toujours été victimes d'une suspicion et d'un doute portant sur leur capacité politique. Alessandro Russo montre ainsi que la question de la capacité politique des paysans a été au centre de la controverse qui a déclenché la Révolution Culturelle.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

La question se pose différemment dans les pays capitalistes développés et les pays en développement (Inde, Brésil, Afrique, Chine...). L'élimination des paysans pauvres et moyens est en effet loin d'être acquise dans ces derniers pays et donc à l'échelle mondiale. Elle revêt des formes spécifiques d'un pays à l'autre.

Dans les pays capitalistes développés

Dans les pays capitalistes développés, l'élimination des paysans pauvres et même moyens est très avancée, pour ne pas dire irrémédiable.

En Europe, la transformation capitaliste de l'agriculture a été lancée en 1962 par la mise en place de la politique agricole commune (PAC) subordonnant la production aux marchés agricoles. Elle s'est accélérée avec le plan Mansholt (1968) visant explicitement à éliminer une partie importante des exploitants agricoles pour réduire les surplus engendrés par le productivisme de la PAC. En France, la modernisation capitaliste a été mise en œuvre par les lois Pisani dès le début des années 60 avec la collaboration du syndicalisme agricole.

Les transformations ont été brutales et radicales. Jusque-là, sous l'égide de la III^{ème} République, la bourgeoisie avait scellé un pacte avec la paysannerie centré autour de la petite propriété garante d'un attachement ancestral à la terre, du caractère familial de l'exploitation (pas ou peu d'ouvriers) se transmettant de génération en génération, d'une production limitée et non spécialisée (polyculture et polylevage) servant à la consommation familiale et à l'approvisionnement d'une aire de marché de proximité, avec pour tout horizon culturel le cadre du village. C'est ce qu'on a appelé la « civilisation paysanne », les exploitants agricoles étant définis et perçus à ce titre comme des « paysans » porteurs non seulement d'un mode de production mais aussi des valeurs idéologiques qui y sont associées (attachement à la terre et à la nature, centration sur la famille, dur labeur rythmé par les saisons, faible équipement, horizon social limité...).

La « révolution agricole » des années 60, une rupture avec la « civilisation paysanne »

La révolution agricole initiée dans les années 60 a fait voler en éclats cette civilisation millénaire et organisé la « Fin des Paysans » (Henri Mendras, *La Fin des Paysans*, Seuil, 1967). Elle l'a fait dans une apparente continuité car elle a conservé le modèle de l'exploitation familiale. La superficie moyenne des exploitations a certes augmenté mais la grande exploitation n'est pas devenue dominante. La production a continué d'être principalement l'œuvre du couple conjugal avec parfois l'aide d'un ouvrier agricole. Mais la modernisation capitaliste a complètement transformé ce cadre familial de production en l'asservissant aux marchés en aval, aux fournisseurs d'intrants en amont (semences, engrais, pesticides...) et aux fabricants de machines agricoles via la mécanisation de la production.

Formellement indépendante, l'**exploitation agricole** s'est retrouvée prise dans un étau de relations marchandes sous domination de l'industrie agroalimentaire (substitution des marchés internationaux et européens à la production locale pour l'alimentation de la population et des animaux d'élevage), de l'industrie chimique et de l'industrie des machines agricoles, auxquelles on doit ajouter l'emprise des banques sur les agriculteurs pour financer l'accroissement de capital requis par cette transformation.

Ces relations qui enserrent l'exploitation agricole sont autant de moyens d'extraire le surplus créé par le travail des agriculteurs (excédent de la valeur de leur production sur leur consommation). Elles leur dictent ce qu'ils doivent produire en fonction des signaux de prix envoyés par les marchés et à quelle condition de rentabilité, ce à quoi veillent les banques les finançant. Leur indépendance entrepreneuriale, car on ne les appelle plus « paysans » mais « agriculteurs-entrepreneurs », est un miroir aux alouettes. Elle a d'ailleurs cessé de les duper tant leur subordination aux industriels de l'alimentation, à la grande distribution et aux banques est évidente et forte. Une des caractéristiques des mouvements récents de paysans est d'ailleurs de se retourner non seulement contre l'épouvantail étatique mais aussi contre l'industrie agro-alimentaire (pour autant qu'ils ne sont pas impliqués via des coopératives ou des parts dans le capital de cette industrie), la grande distribution ou les banques.

Les « Paysans Travailleurs » (PT) au coeur du nouveau modèle agricole

L'accroissement de la productivité du travail a été l'objectif principal de cette transformation. Alors qu'elle était très faible et peinait à nourrir la population, la productivité du travail dans l'agriculture fut dopée par l'usage de produits phytosanitaires, la sélection des semences et des espèces, la spécialisation géographique des productions et des régions et décuplée par la mécanisation au point de servir de vastes marchés avec une main d'œuvre en très forte diminution.

Dans les années 70, il y eut un débat sur la nature de classe de cette transformation. Les « paysans » ne seraient-ils pas devenus des « paysans-travailleurs » analogues aux ouvriers d'usine en raison de l'extorsion d'un surtravail par une autre voie que celle de la relation salariale (Amédée Mollard, *Paysans exploités. Essai sur la question paysanne*, PUG, 1977) ? Un dirigeant syndicaliste agricole issu du catholicisme social breton, Bernard Lambert, a emprunté cet étendard pour développer un **mouvement des Paysans Travailleurs au lendemain de Mai 1968** (*Les Paysans dans la lutte des classes*, 1970, Seuil). Son objectif était de sortir le syndicalisme agricole de son corporatisme en allant à la rencontre de la jeunesse et des ouvriers. Il a rafraîchi un temps le syndicalisme agricole en pointant la nature devenue capitaliste des rapports de production dans l'agriculture et en se mêlant aux causes mouvementistes de Lipp et du Larzac, mais il n'a pas réussi à sortir les Paysans-Travailleurs de leur gangue syndicale en développant par exemple une alliance politique avec les ouvriers de l'industrie agroalimentaire, fort nombreux en Bretagne. Le mouvement des Paysans Travailleurs est resté en fait de nature syndicale, sans véritable nouveauté politique, mais a ouvert la voie quelques années plus tard à la création de l'actuelle Confédération Paysanne qui défend une agriculture alternative à l'agriculture industrielle.

La dualité ambiguë des « Paysans Travailleurs Entrepreneurs » (PTE)

Pour en revenir à la nature des rapports de production dans cette agriculture pénétrée par le capitalisme, soulignons son ambiguïté qui tient à ce qu'elle prend deux aspects différents. D'un côté, il y a incontestablement un phénomène d'exploitation au sens de l'extorsion d'un surtravail (excès de la valeur créée par le travail de l'agriculteur sur celle de sa rémunération). Le surtravail s'opère, comme pour le travail salarié, par l'allongement de la semaine de travail (qui n'est pas limitée par le code du travail

contrairement aux salariés et avoisine souvent les 70 heures) et l'accroissement de la productivité du travail, des sortes d'équivalent de la plus-value absolue et de la plus-value relative de Marx.

Poursuivons l'analogie : l'extorsion du surtravail est permise par la **perte de contrôle du paysan sur son procès de travail**. Il a perdu la maîtrise de ce qu'il produit qui est dicté par le « marché »¹, comment il le produit (organisation du travail, utilisation des intrants chimiques et des machines imposée par les normes de productivité), à qui il le vend et à quel prix. Il lui reste d'être un travailleur, un « paysan travailleur ».

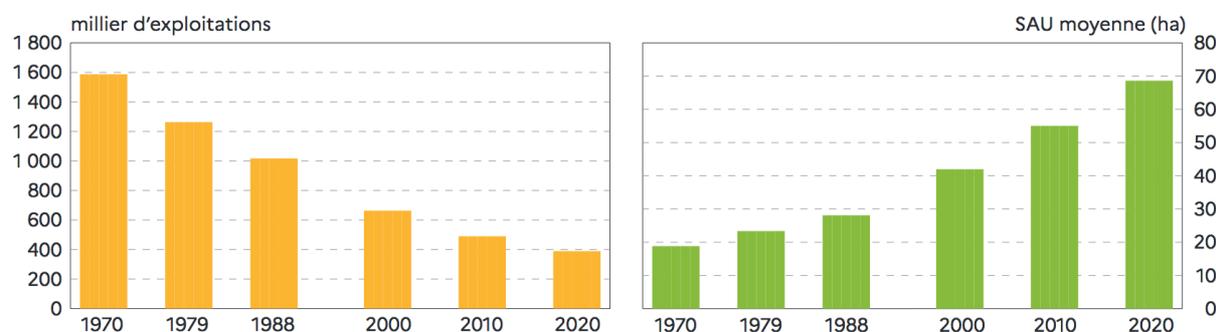
Mais à la différence du salarié, il avance un capital. Il doit le réunir en faisant appel à ses fonds propres (transmission familiale principalement) et à l'emprunt bancaire. Il l'utilise pour acquérir ou agrandir la terre de son exploitation, acheter les intrants et les machines (éventuellement mutualisées dans le cadre de coopératives), faire face aux aléas météorologiques et parfois investir dans des circuits de distribution via des coopératives de producteurs. Dans le cas où il n'a pas recours à un travailleur salarié (cas fréquent), il n'exploite personne sauf historiquement sa femme dont le travail n'était pas juridiquement reconnu². Il doit cependant avancer un capital, le mettre en œuvre dans un procès de production et le valoriser sur les marchés. Il est donc pris dans une logique de valorisation d'un capital et, comme pour tout capitaliste, dans une logique d'accumulation du capital car la concurrence qui l'oppose aux autres producteurs l'oblige à agrandir son exploitation, mécaniser davantage son activité, spécialiser sa production et trouver de nouveaux marchés.

Pour qu'il y ait accumulation, il faut évidemment que tout le surtravail créé par le PTE ne soit pas approprié par les banquiers, les industriels agroalimentaires et les distributeurs de façon à ce qu'il lui reste une marge de profit. Mais comme l'agriculteur ne maîtrise pas les rapports de marché, la seule façon dont il peut se ménager un profit pour investir est de limiter sa rémunération et de détériorer ses conditions de travail et de vie. Le « Paysan Travailleur Entrepreneur » (PTE) ne survit comme capitaliste qu'en s'auto-exploitant comme travailleur. Cet écartèlement intériorisé par le PTE explique l'importance des suicides chez les agriculteurs (plus de 2 par jour selon la Mutualité agricole, particulièrement chez les paysans pauvres). L'adage en vigueur chez les paysans « **vivre pauvre pour mourir riche** » résume bien la situation des PTE.

Une hétérogénéité croissante des paysans comme résultat de la révolution agricole

En raison du bond de la productivité, le nombre d'exploitations a spectaculairement diminué (de 1.600.000 en 1970 à 380.000 actuellement) de même que l'emploi. En 1970 il y avait 2,4 millions emplois dans l'agriculture (dont 2,0 millions d'exploitants agricoles et 400.000 salariés), soit 11,4 % de l'emploi total contre 619.000 personnes actuellement (273.000 salariés et 346.000 exploitants), soit 2 % de l'emploi total.

Évolution du nombre d'exploitations et de leur surface moyenne en France métropolitaine



¹ « Le marché » n'est pas la libre rencontre fantasmée d'une offre et d'une demande, mais une construction institutionnelle des États (les marchés agricoles européens avec la PAC) ou des grandes bourses mondiales d'échange des produits agricoles (Le *Chicago Board of Trade* pour le blé, le *New York Mercantile Exchange* pour le coton...)

² Il a fallu en France attendre 1980 pour que les femmes acquièrent un statut de « co-exploitante », c'est à dire d'obtenir les droits de gérer l'exploitation au-delà de la reconnaissance de leur participation au travail agricole.

Mais la révolution agricole a considérablement élargi l'hétérogénéité du milieu paysan sous l'apparente domination de l'exploitation moyenne (69 ha actuellement). Il y a toujours eu des grandes, des moyennes et des petites exploitations mais ces différences tenaient à l'histoire de la propriété foncière dans les régions et à la nature des cultures. De manière endogène, le capitalisme agricole pousse désormais à la concentration de la production dans de grandes exploitations.

Taille des exploitations (France, 2020)

Taille des exploitations	nombre	%
Micro < 14 ha	100.000	26,3
Petites entre 15 ha et 50 ha	100.000	26,3
Moyennes entre 50 ha et 140 ha	100.000	26,3
Grandes > 140 ha	80.000	21
TOTAL	380.000	100

Les grandes exploitations représentent 40% de la surface agricole et 46% de l'emploi. Ce sont les seules dont le nombre augmente. La différenciation se retrouve dans les revenus tirés de l'agriculture³. Il y a un rapport de 1 à 10 entre le revenu des 10% les moins rémunérés (15.000 €/an) et celui des 10% les plus rémunérés (150.000 €/an). Un même ordre de grandeur se retrouve entre les types d'élevage (mieux vaut élever des porcs que des bovins pour la viande) ou les types de culture (mieux vaut être viticulteur ou céréalier qu'éleveur de bovins).

Dans cette course à l'accumulation, **l'élimination se fait par l'arrière** comme dans les cols du Tour de France. Bien que déjà fortement réduite, la population agricole non salariée ne va pas cesser de diminuer : la moitié des exploitants prendront leur retraite d'ici 2030 et 2/3 n'ont pas de successeurs désignés. Ils ne seront plus qu'1% en 2030 (Bertrand Hervieu, *Une France sans agriculteurs* ; Presses des Sciences Po, 2022). La transformation capitaliste de l'agriculture n'est pas terminée. Une seconde révolution est en cours.

Vers une seconde révolution agricole

L'industrialisation de l'agriculture est en train de faire sauter le verrou idéologico-politique de l'exploitation familiale. Le modèle du paysan avait été attaqué par ses bords amont et aval, subsistant sous la forme illusoire d'un capital s'auto-valorisant par le dur travail familial. Ce modèle est marginalisé par l'extension de l'industrialisation capitaliste de l'agriculture aux marchés domestiques (alimentation de la population et de l'élevage) qui ont été longtemps protégés de la concurrence des marchés mondiaux par des règles protectionnistes (Inde, Brésil, Europe...) ou/et des prix garantis aux agriculteurs (Europe, Inde). C'est la raison principale des récents mouvements paysans dans le monde.

Les garanties qui assuraient la pérennité du modèle d'exploitation familiale volent en éclats sous la pression de l'internationalisation croissante des marchés. **En Inde, au Brésil, en Afrique**, l'agriculture traditionnelle est frappée de plein fouet par la concurrence mondialisée des produits agricoles, ce qui menace la population la plus pauvre qui s'approvisionnait par des voies non marchandes auprès d'une agriculture locale de subsistance. Les modèles alimentaires sont aussi transformés, asservis aux produits des multinationales de l'agrobusiness.

En Europe, la transition a commencé en 1992 avec la fin des prix garantis aux agriculteurs (un prix minimum leur était assuré s'ils n'arrivaient pas à écouler leur production sur le marché). Les subventions sont accordées depuis cette date en fonction de la surface exploitée, ce qui avantage les grandes exploitations.

La marginalisation de l'exploitation familiale s'effectue par **la concentration de la propriété foncière**. La transmission familiale de la propriété ne fonctionne plus comme jadis car les successeurs n'ont pas les moyens de racheter et d'agrandir l'exploitation pour la mettre aux nouvelles normes de compétitivité ou ne souhaitent plus vivre le stress du PTE. Les terres sont dès lors vendues lors de la succession. Le capital à réunir étant hors de portée de jeunes voulant s'installer, les terres sont rachetées de plus en

³ En moyenne, ce revenu ne représente qu'un tiers des revenus des ménages agricoles : 20% provient des revenus du patrimoine foncier et le reste (un peu plus de 45%) des salaires des conjoints.

plus par des investisseurs qui n'appartiennent pas nécessairement au monde agricole. Ils le font sous la forme de sociétés civiles d'exploitation ou de sociétés anonymes⁴. L'évolution est très rapide⁵. Les sociétés au capital ouvert à des investisseurs non agricoles exploitent désormais 15% de la surface agricole utilisée en France.

Un modèle capitaliste de l'organisation de l'activité agricole

La transformation des exploitations familiales en sociétés ne se limite pas à la propriété foncière. Elle touche aussi la production car se développent des sociétés de travaux agricoles auxquelles sont déléguées tout ou partie des tâches productives. **Le recours à la sous-traitance productive** s'est ainsi multiplié, y compris pour les exploitations moyennes. Autant le nombre des exploitants non-salariés diminue rapidement, autant le salariat et le travail en intérim dans les sociétés de travaux agricoles s'est développé (+ 23% entre 2000 et 2016). La moitié des 730.000 personnes (salariés et non-salariés) qui travaillent dans l'agriculture n'appartiennent pas à des exploitations agricoles.

La « sociétarisation » de l'agriculture gagne aussi les entreprises de services techniques et la fonction de valorisation commerciale des produits agricoles. De sorte qu'en place d'un modèle agricole traditionnel (celui de l'exploitation familiale) où l'exploitant était propriétaire des terres, mettait en œuvre directement la production dans le cadre d'un procès de travail conjugal et tentait de valoriser ses produits sur le marché, se développe un modèle analogue au capital industriel où des investisseurs en capital détiennent la propriété de l'entreprise et décident de l'orientation des productions en fonction d'un retour financier attendu, la production agricole et sa gestion étant confiées à une société d'exploitation qui sous-traite certaines tâches productives, les services techniques et la valorisation commerciale étant délégués à des sociétés spécialisées.

Comment tout cela peut tenir ensemble ? Grâce d'une part à des holdings ayant des parts dans les divers types de société, d'autre part au contrôle des terres par les sociétés financières qui les ont achetées. Car contrôler la terre, c'est pouvoir décider des productions qui assureront la rentabilité du capital sur les marchés mondiaux. Il faut s'attendre à ce que les géants de l'industrie agro-alimentaire, voire la grande distribution, prennent le contrôle de ces sociétés pour les intégrer à leurs chaînes de valeur. L'agriculture tend vers une industrie capitaliste sous l'égide de l'industrie agro-alimentaire.

Productivité élevée du travail, ouvriers agricoles en faible nombre, problème de rentabilité du capital

La révolution agricole actuelle a pour but d'accroître la productivité du travail imposée par la compétitivité des produits agricoles sur les marchés mondialisés. D'où l'implosion du modèle productif précédent, la concentration de la propriété foncière et l'industrialisation des formes de production. Il en résulte un faible nombre de travailleurs agricoles sans rapport avec la croissance de la production. Les gains de productivité tiennent non seulement aux instruments de la révolution précédente (mécanisation, engrais, pesticides...) mais aussi à la réorganisation capitaliste de l'ensemble du secteur agricole.

Cependant, la productivité tend aujourd'hui à stagner, créant de fortes pressions sur la rentabilité du capital et précipitant l'élimination des agriculteurs les plus fragiles. **La stagnation de la productivité** s'explique par l'intensification capitaliste de la production opérée par la révolution agricole précédente. D'une part, la mécanisation et la chimisation de l'agriculture ont saccagé les écosystèmes agricoles et accéléré les aléas climatiques. L'intensification a d'autre part alourdi le poids du capital fixe (terres, machines, intrants) par rapport au travail seul créateur de valeur, ce qui fait baisser le taux de profit. C'est une illustration de l'explication marxiste de la baisse du taux de profit⁶. Pour y remédier, la

⁴ Cf Terre de Liens, *La Propriété des Terres en France*, 2023

<https://ressources.terredeliens.org/les-ressources/la-proprieté-des-terres-agricoles-en-france>

⁵ Elle fut d'autant plus rapide que l'achat des terres par ces sociétés leur a permis de contourner le contrôle exercé par les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) sur les transactions foncières puisque les achats de terres ne passent plus par des transactions individualisées mais par l'achat de parts sociales où la valeur des terres est diluée parmi d'autres actifs de la société.

⁶ Si c est le capital fixe, v le capital sous forme de salaires et P le profit, le taux de profit t s'écrit $t = P/(c+v)$ soit

$t = \frac{P}{v(\frac{c}{v}+1)}$: l'intensification capitaliste élève c/v et fait donc diminuer le taux de profit.

concurrence pousse les capitalistes à agrandir les exploitations, mécaniser davantage, multiplier les intrants chimiques, ce qui accroît le problème de rentabilité en élevant le rapport capital fixe/salaires.

Cette seconde révolution agricole n'est pas propre à l'agriculture des pays développés. On retrouve des caractéristiques similaires dans les pays en développement, même si la révolution agricole est encore principalement cantonnée au secteur d'exportation. Mais le modèle de l'exploitation paysanne familiale servant le marché intérieur commence aussi à être touché en raison de la mondialisation des marchés.

Dans les pays développés, on assiste pour l'heure à la coexistence de trois formes d'agriculture :

- **la firme capitaliste** décrite ci-dessus (ou « agriculture de firme » : François Purseigle, Geneviève Nguyen, Pierre Blanc, *Le nouveau capitalisme agricole. De la ferme à la firme*. Presses de Sciences Po, 2017) ;
- **l'exploitation familiale** qui subsiste mais n'est plus dominante (en France 30% des exploitations, 28% de la production) ;
- **des micro-entreprises** (maraîchage, petit élevage, produits bio, circuits courts...) qui n'ont pas une grande importance quantitative mais sont un lieu d'innovation en relation avec l'alimentation et les préoccupations écologiques des classes moyennes. Elles sont souvent subventionnées ou encouragées dans un cadre local.

Trois recompositions symboliques des campagnes

La seconde révolution agricole opère trois ruptures symboliques dans la représentation des paysans et des campagnes :

- « **Nourrir la population** » constituait la légitimité sociale de la paysannerie. La première révolution agricole en avait fait son but (PAC en Europe, révolution verte dans divers pays) ; la seconde subordonne l'objectif des besoins alimentaires à la rentabilité du capital.
- « **La terre revient à ceux qui la travaillent** ». La première révolution agricole avait bousculé l'antique « civilisation paysanne » mais établit le modèle de l'exploitation familiale comme mode de production dominant ; la seconde déconnecte la propriété de la terre du travail. La terre n'appartient plus à ceux qui la travaillent. Elle est de moins en moins transmise par le canal héréditaire.
- « **Les paysans sont à la campagne, les urbains à la ville** ». Les paysans sont désormais minoritaires à la campagne (7% des actifs des communes de moins de 3.000 habitants sont des agriculteurs en France). Les ouvriers y sont encore le groupe social le plus important. La fonction résidentielle de la campagne (gens travaillant à la ville, retraités, résidences secondaires...), l'emporte sur sa fonction de production agricole. Les modes de vie des ruraux et des urbains se sont culturellement rapprochés. Mais la campagne se singularise par un mode d'habiter spécifique distinct de celui de la ville.

La mondialisation de la question paysanne

La question paysanne proprement dite, celle qui concerne des millions de paysans, se joue aujourd'hui au niveau mondial, tant il y a d'un côté une mondialisation des marchés agricoles, et de l'autre des questions similaires posées aux masses paysannes.

Inde, Brésil, Afrique

En Inde, d'impressionnants mouvements paysans ont assiégé les villes, notamment la capitale New Delhi, en 2020-2021 puis récemment en février 2024, avec des affrontements violents avec le pouvoir (700 paysans morts depuis 2020). C'est la principale force d'opposition au régime de Modi. La plupart des paysans sont pauvres, 86% ont une exploitation de moins de 2 ha et 126 millions d'entre eux possèdent une exploitation de 0,6 ha chacun. Ils sont très endettés et victimes des pollutions résultant de la chimisation de l'agriculture opérée par la fameuse révolution verte de Nehru dans les années 60, particulièrement dans les cultures du riz et du blé (Pendjab, Haryana). Leurs revenus ne cessent de baisser car les prix autrefois garantis par l'État ont été livrés au marché par Modi et donc à l'agrobusiness. Celui-ci a dû reculer et revenir sur cette libéralisation des prix pour le riz et le blé mais les paysans demandent le retour des prix garantis pour toutes les productions ainsi que la déconnexion de l'Inde de

l'OMC. Cela consonne avec les revendications du récent mouvement des agriculteurs en Europe (« prix minimum « garantis » et coupure avec le marché mondial).

Au Brésil, il y a deux agricultures : l'une capitaliste tirée par l'agro-business, composée de grandes exploitations employant peu de main d'œuvre en rapport au capital investi et tournée vers l'exportation, l'autre « paysanne » fondée sur l'exploitation familiale et destinée à l'alimentation de la population brésilienne. Celle-ci est prépondérante dans des zones où la population agricole est nombreuse, et où tous ne trouvent pas de terres alors que des terres sont sous-exploitées par de grands propriétaires, d'où le mouvement historique d'occupation des terres par le MST (Mouvement des Sans Terre). L'agriculture paysanne mobilise 14 millions de personnes, soit 60 % des travailleurs dans l'agriculture. Les conflits autour de la terre sont très violents, qu'ils concernent le partage des territoires entre les deux types d'agriculture ou l'avancée de la « frontière » de l'exploitation capitaliste en Amazonie au détriment des populations indiennes et de travailleurs proches d'une situation d'esclavage. Sous la pression du bolsonarisme et de l'agro-industrie, le MST a mis en veilleuse l'occupation des terres et s'est lancé dans l'agro-écologie autour de coopératives servant des produits de qualité à la classe moyenne urbaine.

En Afrique, l'agriculture est prépondérante. Elle est l'activité principale de 80% de la population du continent. L'Afrique est appelée à jouer un rôle majeur dans l'alimentation mondiale car elle possède 60% des surfaces agraires disponibles dans le monde (particulièrement en RDC). Ses terres sont en conséquence l'objet de vives convoitises impérialistes, notamment de la part de la Chine, de l'Arabie Saoudite et des Émirats qui mènent une politique agressive d'achats de terre. L'Afrique aurait vendu pour 100 milliards de dollars de terres depuis 2000. Il existe comme au Brésil deux types d'agriculture, l'une tournée vers les cultures d'exportation (maïs, café, cacao...) et l'autre vers la petite paysannerie. Les investissements des États et des bailleurs internationaux ont privilégié l'agriculture moderne. L'agriculture paysanne est en situation de précarité, exploitant des cultures vivrières exposées aux aléas climatiques et aux troubles politiques. La malnutrition et la faim sont répandues. Les efforts entrepris pour sortir de cette situation sont menacés par le changement climatique plus rapide qu'ailleurs. La question écologique est une question politique primordiale pour l'agriculture africaine.

En Chine

Dès la **fin des années 70**, le régime Deng Xiao Ping a décollectivisé l'agriculture, la propriété collective étant conservée mais les droits d'usage du sol répartis entre les paysans. Aujourd'hui 200 millions de paysans travaillent sur des parcelles de 0,65 ha en moyenne. Leur situation de grande pauvreté oblige des membres de la famille à aller travailler dans les villes. Chaque année, 15 millions de ruraux quittent la campagne avec des allers-retours entre ville et campagne faute de permis de résidence dans les villes. Dans un premier temps, jusqu'au début de ce siècle, l'agriculture a été négligée, servant de main d'œuvre pour l'essor très rapide du capitalisme urbain.

Le gouvernement chinois a été obligé de changer de politique pour nourrir la population (20% de la population mondiale pour 9% des terres arables). Dans un premier temps, il a compté sur une accumulation interne à l'agriculture chinoise en suivant une ligne « *prendre moins, donner plus et libérer les initiatives* », favoriser la concentration rapide des exploitations et l'accroissement de la productivité en garantissant les prix et en subventionnant la mécanisation et les intrants. Mais le morcellement des exploitations et l'importance de la pollution en milieu rural ont maintenu des coûts élevés et limité la capacité à nourrir la population chinoise dont la consommation était en forte augmentation. La Chine s'est alors lancée **dans les années 2010** d'une part dans une politique d'importation de produits et d'autre part dans une politique agressive d'achats de terres, d'intermédiaires commerciaux et d'entreprises de transformation agro-alimentaire à l'étranger, le tout sous l'égide d'un capitalisme d'État. Les millions de paysans chinois sont ainsi concurrencés par des produits étrangers et tenus à l'écart d'un capitalisme agricole d'origine public.

Conclusion

Bien que les situations des paysans soient différentes d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, la question paysanne tourne autour de quatre grands problèmes.

1. L'accès des paysans à la terre.

En dépit de ce que la pénétration du capitalisme dans le secteur agricole ait pour effet de vider les campagnes de leur population en accroissant de manière considérable la productivité du travail, il subsiste des masses de paysans pauvres que l'industrialisation urbaine ne peut absorber d'un coup même quand elle est effectuée à marche forcée comme en Chine. Or ces masses de paysans n'ont pas accès à la terre, i.e. dans des conditions qui assureraient leur survie dans le cadre d'un autre type d'agriculture. Leur accès à la terre ne peut passer par la propriété individuelle. Le modèle de l'exploitation paysanne familiale a vécu, il ne peut être qu'un passage vers l'invention de formes de propriété collective.

2. L'alimentation de la population

Nourrir un pays est présentée comme la mission de la paysannerie et le fondement de sa légitimité sociale. En élevant la productivité du travail de la terre bien au-delà de ce que pouvait faire l'agriculture de subsistance, le capitalisme se targue de beaucoup mieux remplir cet objectif et de pouvoir faire face à l'accroissement de la population mondiale. Mais en détruisant l'agriculture traditionnelle qui est à la base de l'alimentation de la population, la pénétration capitaliste de l'agriculture paysanne par le modèle du secteur exportateur rend plus difficile l'alimentation des plus pauvres. Selon la Banque mondiale, la vie de 205 millions d'individus dans 45 pays est en danger faute d'accès à la nourriture. L'industrialisation de la production développe par ailleurs la part des produits transformés dans la consommation alimentaire et crée des problèmes de santé publique dans l'ensemble des pays.

3. La question écologique

L'agriculture intensive moderne comme l'agriculture traditionnelle aux techniques rudimentaires ainsi que les modes d'urbanisation détruisent les écosystèmes agricoles. À cela s'ajoutent les effets croissants des changements climatiques qui menacent en priorité l'agriculture.

4. La relation ville/campagne

Dans certains pays, 60% de la population active vit dans les campagnes. Mais l'urbanisation est galopante et l'exode rural important. Les campagnes sont encore dominées par la tradition mais les villages se transforment sous l'effet de nouveaux modes de production agricoles et les transferts d'argent de l'émigration. Même le village indien n'est plus ce qu'il était. Dans les pays développés, les paysans sont devenus minoritaires dans les campagnes et une partie croissante de leur travail consiste à préserver et aménager les espaces « naturels ». Comme dans les pays moins développés, le nouveau rapport ville/campagne est un point d'investigation.



[LETTRES DE LECTEUR]

ÉRIC BRUNIER

Un vif remerciement à Éric Brunier pour ses réflexions qui ont stimulé les nouvelles considérations du Groupe communiste *Longues marches* exposées plus haut sur la question écologique.

Souhaitons que ce type d'échanges se généralise !

Les deux articles du numéro précédent qui traitaient de l'écologie témoignent à la fois de l'importance de celle-ci et des difficultés qu'elle pose. Ils signalaient d'ailleurs cette position particulière et l'aspect tout à fait exploratoire de l'écologie dans une orientation communiste. La thèse qu'ils soutiennent est que le communisme d'aujourd'hui est écologique. Le premier article montrait bien l'imbricatio de cette question dans la pensée contemporaine. Le second, avec ses thèses, tentait de dégager quelques principes d'orientation. Ceux-ci, au fond, sont assez simples : il s'agit à la fois de **tenir la Terre dans sa globalité et l'Humanité dans sa communauté** (ce qui était abordé à partir de l'idée d'une Humanité générale). En s'appuyant sur les mathématiques, l'idée serait que l'intrication entre la Terre et l'Humanité constitue un Monde. Mais compte-tenu que l'on n'aboutit pas au même résultat (qu'on n'obtient pas le même produit) selon que l'on va de la Terre à l'Humanité, ou à l'inverse, s'agit-il vraiment d'un même Monde ? Je n'ai pas de réponse à cette question. Je livre ici quelques éléments qui permettent d'y réfléchir.

Il ne s'agit pas d'opposer des situations, les humains vivant en ville et ceux vivant à la campagne, mais de penser qu'il y a d'ores et déjà des réalisations anciennes de ces deux intrications en ville et à la campagne. Je pense, par exemple, aux jardins ouvriers en ville, ou à ces villes qui sont à la campagne (les villes périphériques des grandes villes qui « poussent » à la campagne). Ce dernier exemple, dont on signale souvent les problèmes d'intégration de leurs habitants, montre la logique antagonique qui prévaut à leur construction et à leur développement. Logique capitaliste de l'urbanisation, qui oppose la ville à la campagne. Il pourrait, néanmoins valoir la peine d'aller voir comment fonctionnent ces jardins ouvriers (souvent requalifiés maintenant de jardins familiaux ou jardins partagés), si ce qu'ils intriquent de campagne à la ville est porteur d'émancipation, dans la situation urbaine et dans la situation de campagne, à Amiens et à Goussainville, par exemple.

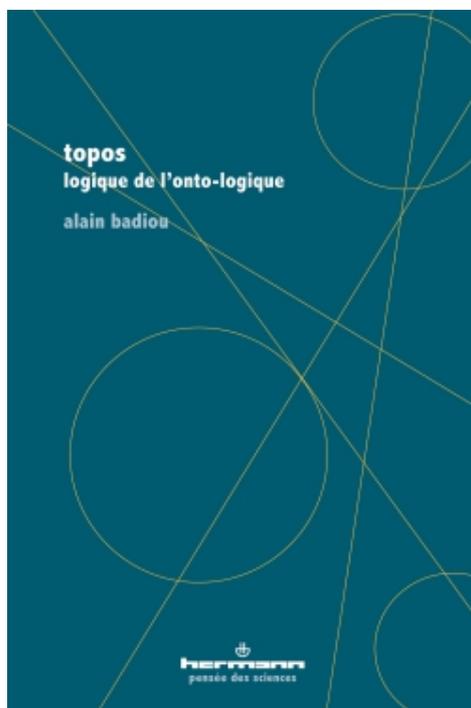
L'autre mouvement, celui qui intrique la Terre à l'Humanité, c'est-à-dire dans les termes de l'article précédent, qui fait des causes externes de la Terre des causes internes de l'Humanité, est pour moi beaucoup plus difficile à appréhender. C'est en partie ce que le premier article qualifiait d'Anthropocène. Aussi bien, les petites industries que développaient les paysans dans les Communes populaires pourraient être un témoignage de ce souci, cette fois dans la situation des campagnes.

Ce qu'il ressort de tout cela est que non seulement il y a une dissymétrie dans l'intrication entre l'Humanité et la Terre mais que **cette dissymétrie s'exprime différemment** selon que la situation est urbaine ou à la campagne. Cette lettre invite donc à complexifier encore un peu plus une situation qui l'est déjà beaucoup, surtout à faire entendre qu'une partie de la question écologique est déjà présente chez les ouvriers sous la forme des jardins potagers.

Par ailleurs, comme y invitent aussi d'autres textes de la revue (sur le travail et sur l'architecture vernaculaire), la question de l'émancipation en lien avec cette dialectique peut être pensée à partir de **la notion de travail**. J. P. Vernant avait autrefois publié un article (« *Travail et nature dans la Grèce ancienne* », 1955, repris dans *Mythe et pensée chez les Grecs*) qui éclairait la distinction entre deux mots et **deux concepts du travail** selon qu'il est créatif ou non. Cela aboutissait à différencier *prattein* (dont la fin est inscrite en elle) du *poiein* (transformation qui vise une extériorité). Le point le plus intéressant était la thèse de Vernant : la définition abstraite du travail dans le capitalisme aboutit à effacer la relation qu'il qualifie d'« hétérotopie » entre production et usage. Ce que disait la langue grecque était donc qu'il y avait place pour une Idée dans le travail, et que même le travail aliéné de l'artisan trouvait son émancipation dans l'usage qu'un autre fait du produit. **L'écologie rematérialiserait donc le travail** (qu'il soit de la terre ou industriel) selon son usage.

[ANNONCES]

PARUTION : *TOPOS* D'ALAIN BADIOU



<https://www.editions-hermann.fr/livre/topos-alain-badiou>

Quatrième de couverture

La copie du tapuscrit de l'abécédaire dessiné de la main d'Alain Badiou, qui portait sur **la théorie mathématique des catégories**, resta longtemps l'unique outil de travail du petit groupe de personnes qui assistaient à son séminaire du samedi matin dans les années 1990.

Édité avec son texte complémentaire *Être-Là ou Mathématique du Transcendantal*, *Topos* demeure une source essentielle d'informations sur l'une des séquences décisives et des plus ardue de la trajectoire philosophique d'Alain Badiou.

Ces deux textes complètent son ontologie antérieurement établie de la théorie des ensembles par une phénoménologie logique articulée à la théorie mathématique des catégories.

La théorie des ensembles et la théorie des catégories ouvrent des chemins distincts pour toutes les questions décisives concernant la pensée de l'être (actes de pensée, formes d'immanence, identité et différence, écoles de logique, infinité, unité ou pluralité des univers, etc.) en énonçant des conditions différentes pour la philosophie.

Enfin, ces deux textes constituent pour les non-spécialistes une introduction claire et stimulante à ces domaines cruciaux de la mathématique contemporaine que l'on doit au génie d'Alexandre Grothendieck.

•••

RENCONTRE : LIBRAIRIE *TROPIQUES* (PARIS), 4 JUIN À 19H30

Présentation de la revue *Longues marches*



Librairie *Tropiques*



63 Rue Raymond Losserand – 75014. Paris (M° Pernet)

<https://www.librairie-tropiques.fr/>

LONGUES MARCHES – Revue trimestrielle – Conception graphique : Sophie Parrain

Le coût de fabrication d'un exemplaire est de **12 €**.